

UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU

**INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES
ET SOCIALES (IN.S.H.U.S.)**

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

BURKINA FASO

La Patrie ou la Mort, Nous Va'ncrons !

MEMOIRE DE MAITRISE

présenté par **TOÉ HONORÉ**

**INVESTISSEMENTS ET PLANIFICATION
AU BURKINA FASO : ORIENTATIONS GENERALES
ET DISPARITES VILLES-CAMPAGNES A TRAVERS
L'ETUDE DE QUATRE PLANS DE DEVELOPPEMENT.**

**CONTRIBUTION A LA GEOGRAPHIE ECONOMIQUE
DU BURKINA FASO**

OCTOBRE 1989

Sous la Direction de
OUEDRAOGO Marie-Michèle
Docteur d'Etat

 M E D I C A C E

A ma mère, à mon père

A mes sœurs, à mes frères

A mes nièces, à mes neveux

Je dédie ce mémoire.



II (c) E M E R C I E M E N T S

Ce mémoire n'aurait jamais pu voir le jour sans le concours, combien précieux, de personnes pleines de bonne volonté et de générosité.

A tous, nous exprimons notre gratitude.

Nous sommes particulièrement reconnaissant à la Camarade Marie Michèle QUEDRAGGO qui nous a suivi durant tous nos travaux. Ses conseils et suggestions, sa rigueur au travail ont été plus que bénéfiques pour nous. Nous remercions le Directeur général du plan pour sa constante disponibilité.

Nous n'oublions pas les Camarades SIB Alphonse et Benzi Sibiry du service de documentation au Ministère du Plan. Leur local fut presque un bureau pour nous pendant tout le temps qu'ont duré nos recherches.

Nous ne saurions fermer cette page de remerciements sans penser à notre oncle TOE D. Charles. Son aide était tout simplement irremplaçable.



II () E S U M E

Le développement implique la mise en place d'une planification rigoureuse et la mobilisation d'investissements suffisants. Le Burkina Faso, dès son accession à l'indépendance, a décidé de planifier son économie du fait de l'ampleur des besoins et de la rareté des capitaux. Ces investissements sont marqués par les contraintes de données naturelles et des réalités démographiques. Mais un constat s'impose : la répartition des investissements par tête est inégale entre le milieu rural et le milieu urbain : pendant le plan - cadre chaque citoyen bénéficiait de 17 586 F/CFA contre 3017 F/CFA pour le rural, pendant le troisième plan de développement 1977-81 le citoyen se voyait attribuer 151 474 F/CFA tandis que le rural ne disposait que de 15 367 F/CFA, pendant la période du programme populaire de développement (octobre 1984 - décembre 1985) le rural le plus défavorisé (province du Séno) bénéficia de 718 F/CFA contre 9008 F/CFA pour le citoyen, pendant le premier plan quinquennal de développement populaire (P.Q.D.P. 1986-90) l'écart est quelque peu réduit : 38 963,862 F/CFA pour le rural contre 119 165 F/CFA pour le citoyen. Il s'en suit un développement déséquilibré du pays créant des espaces marginalisés. La nécessité de distribuer équitablement les investissements s'impose, pour un développement équilibré du Burkina Faso.

MOTS CLES

Burkina Faso - Investissements - Planification - Disparités - Villes - Campagnes.

AVANT PROPOS

Investissement et planification, deux termes qui renvoient de prime abord à la science économique. Mais le lecteur ne trouvera pas dans le mémoire des spéculations d'économistes sur les investissements et la planification proprement dits.

Nous avons donné la signification suivante au mot investissement, terme clé de ce mémoire ; toute dépense programmée et/ou réalisée en un lieu donné, à un moment précis, que cette dépense soit productive ou non. La construction d'une usine, celle d'une école ou d'un dispensaire, la réalisation d'un puits ou d'un forage, l'achat de véhicules, et même des allocations scolaires sont considérés indifféremment comme des investissements.

Nous nous sommes basé sur des plans de développement économique et social pour étudier les investissements au Burkina Faso. Voilà pourquoi est inséré dans le titre de notre mémoire le mot planification.

Nous étant basé sur des plans de développement, il va s'en dire que pour les différentes périodes étudiées, un inventaire exhaustif de tous les investissements pour les périodes concernées est impossible. Car des dépenses imprévues par le plan peuvent survenir.

Généralement les chiffres que nous avons sont approximatifs, surtout les totaux par centre urbain, l'honnêteté intellectuelle nous pousse à le dire, mais ces chiffres sont suffisamment éloquentes et nous ont permis de faire des analyses intéressantes sur les disparités villes-campagnes. Une autre raison expliquant la globalité des chiffres est la suivante : de nombreux projets, s'étendent sur plusieurs localités, leur coût étant global, il est impossible de connaître la part de chaque localité. On peut trouver un total pour l'ensemble des centres urbains différent de la somme des investissements des différents centres urbains. Du reste nous avons toujours souligné de telles situations.

Nous avons accordé une place importante aux prévisions d'investissements, car elles permettent de connaître les intentions des planificateurs, donc des autorités politiques qui approuvent les plans proposés par les techniciens. Entre ces intentions et les réalisations existe une différence importante qui méritait d'être soulignée, cela nous a poussé à nous raccrocher le plus possible à la réalité ; c'est-à-dire aux investissements effectivement réalisés. C'est pourquoi, lorsque nous le pouvons, nous mentionnons clairement les réalisations. C'est d'ailleurs pour cette raison que pour le programme populaire

de développement, nous avons mis l'accent sur les réalisations. Le troisième plan de développement économique et social à ceci de particulier qu'il a été mis en application sans avoir été au préalable adopté officiellement ; il n'a donc pas été possible pour nous de connaître ses réalisations, aucun bilan n'ayant été fait. Pour le premier plan quinquennal de développement populaire, nous nous sommes abstenu de mentionner les réalisations dans la mesure où ce plan est en cours et qu'il n'a pas été l'objet d'un bilan général.

Ce mémoire contient des imperfections, nous en sommes conscient ; cependant, tout en comptant sur votre compréhension, nous osons espérer qu'il contribuera à faire connaître les disparités existant entre les villes et les campagnes du Burkina Faso en matière d'investissements.

I N T R O D U C T I O N

Dès son accession à l'indépendance politique en 1960, le Burkina Faso, à l'instar des autres pays africains, a engagé une lutte économique pour sortir du sous-développement. Prenant l'exemple sur les pays développés comme les Etats-Unis d'Amérique, l'U.R.S.S., il va tenter de planifier son économie. Ainsi en fonction des moyens de production existant, des priorités sont dégagées, des objectifs définis. Des projets d'investissements sont élaborés pour atteindre ces objectifs.

Les investissements sont très importants, car indispensables pour accroître les richesses de tout pays. Ils permettent le développement économique, social, culturel et même politique de chaque pays. Selon les services spécialisés de l'organisation des Nations Unies (O.N.U), les investissements doivent représenter 20 à 30% du P I B des pays du tiers-monde pour permettre un accroissement du P I B de 6%. Chiffres que ces pays atteignent rarement.

Investissements et développement sont liés. Pour qu'un pays se développe harmonieusement, de façon équilibrée, il faut que les investissements touchent l'ensemble du pays. Sinon, l'on assistera à l'existence de régions favorisées à côté de régions délaissées. Quelle est la situation au Burkina Faso? Dans cette étude nous avons mis l'accent sur les centres urbains. Les villes au Burkina Faso n'accaparent-elles pas l'essentiel des investissements? Entre les principaux centres urbains, n'existe-t-il pas des villes plus favorisées? Si oui quelles sont les conséquences d'une telle situation sur l'espace national? C'est à ces principales questions que nous avons voulu répondre dans cette étude. Ces questions sont d'autant plus importantes que près de 90% de la population burkinabè est rurale.

// CHAPITRE I

DES CONDITIONS GENERALES CONTRAIGNANTES

I IMPACT DES CONDITIONS PHYSIQUES SUR L'ORIENTATION DES
INVESTISSEMENTS

1- UN HANDICAP MAJEUR : L'ENCLAVEMENT

D'une superficie de 274 300 km², le Burkina Faso est un pays enclavé. Il est situé entre 10 et 15° de latitude Nord et entre 5° Ouest et 2° Est de longitude, au cœur de l'Afrique de l'Ouest.

L'enclavement du Burkina est un handicap majeur pour son économie. Les flux de marchandises y entrant ou en sortant passent par les pays côtiers comme la Côte d'Ivoire, le Togo ou le Bénin. Les frais de transport élevés contribuent à augmenter les prix des marchandises et à limiter les possibilités d'échanges. Pour atténuer la dépendance naturelle vis à vis des pays côtiers, et pour faciliter les échanges de nombreux investissements sont réalisés : infrastructures routières, ferroviaires et aéronautiques. L'examen des différents plans le certifie;

PENDANT LE PLAN CADRE

Ce plan avait prévu d'investir 8 789 millions F/CFA pour les infrastructures routières, ferroviaires, et aéronautiques, dans les proportions suivantes :

- infrastructures routières : 6 763 millions F/CFA, soit 77% des investissements prévus pour le désenclavement
- infrastructures ferroviaires 1 900 millions F/CFA, soit 22% des mêmes investissements.
- infrastructures aéronautiques : 126 millions F/CFA, soit 1% des investissements

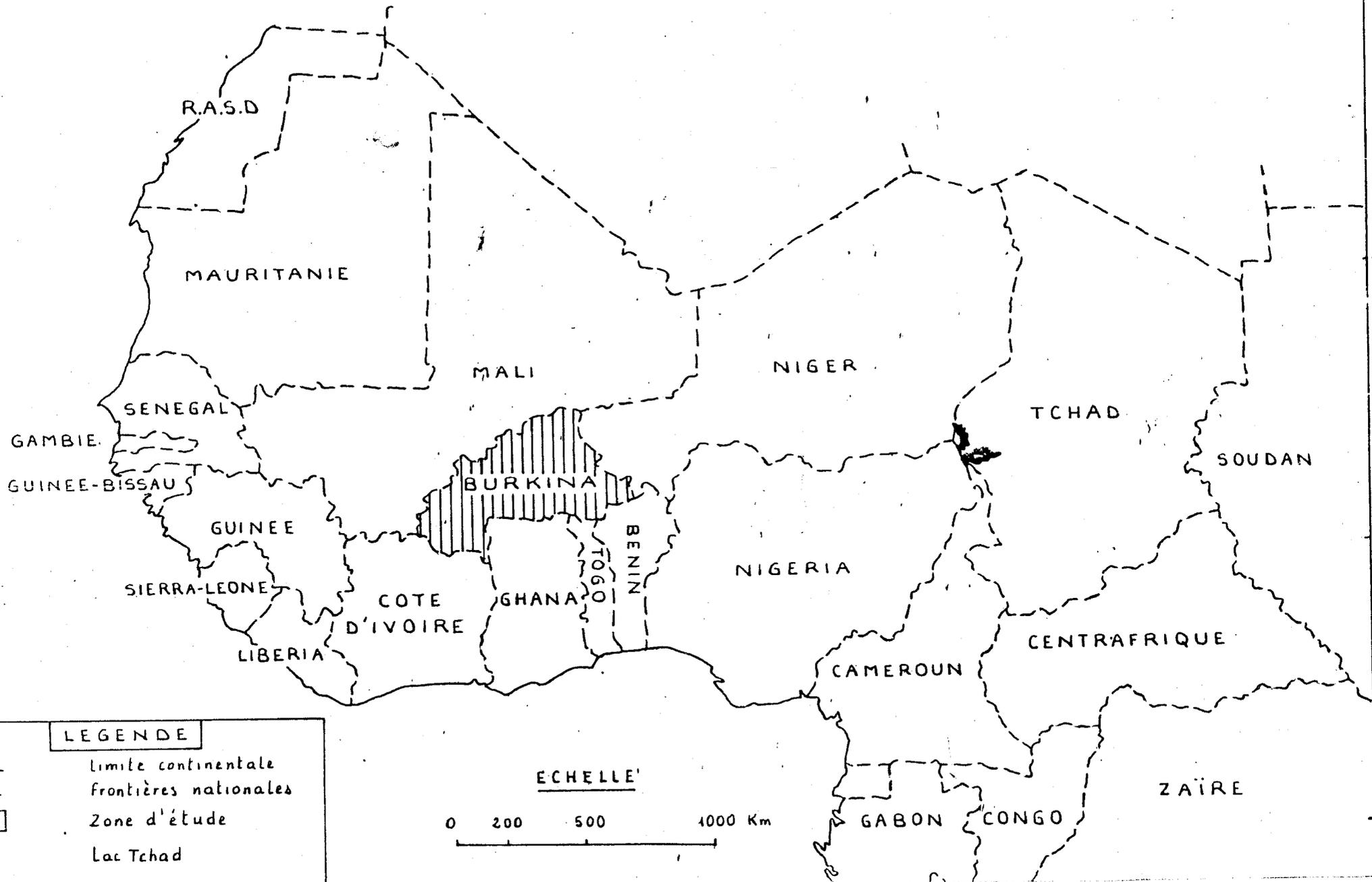
b - L'AVANT PROJET DU TROISIEME PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

pour le désenclavement du pays ce plan prévoyait d'investir 63 515 millions F/CFA. Le projet du chemin de fer de Tambao devait engloutir 33 000 millions F/CFA à lui seul. Les trois grands groupes d'infrastructure devaient bénéficier respectivement des investissements dont les montants étaient les suivants :

- infrastructures routières : 55 469 millions F/CFA (non comprise l'assistance technique courante).

Fig. I

LE BURKINA: UN PAYS CONTINENTAL OUEST-AFRICAIN



- infrastructures ferroviaires : 6 470 millions F/CFA
(non compris 33 000 millions F/CFA au titre du chemin de fer de Tanbao)
- infrastructures aéronautiques et météorologiques :
1 576 millions F/CFA

C - PENDANT LE PROGRAMME POPULAIRE DE DEVELOPPEMENT (P.P.D.)

Ce programme avait prévu d'investir 58 018,796 millions F/CFA pour désenclaver le pays. Ces investissements avaient les coûts respectifs qui suivent :

- infrastructures routières : 54 829,230 millions F/CFA
- infrastructures aéronautiques : 3 189,566 millions F/CFA

A ces contraintes s'ajoutent celles liées au milieu naturel

D - LES EXIGENCES LIEES A LA TOPOGRAPHIE

Le relief du Burkina se caractérise par sa monotonie. C'est un pays peu accidenté les montagnes sont inexistantes. Quelques buttes isolées et des dômes coupent de temps en temps la platitude du relief; le pic de Tenakourou, le plus élevé du pays, culminé à 749 mètres. De cette monotonie du relief/ ^{découle} un certain nombre de problèmes; de gros travaux sont nécessaires pour créer les réserves en cours, et dans les villes; la prolifération des microorganismes pathogènes est facilitée par la stagnation des eaux. Les travaux d'irrigation nécessitent toujours des investissements. Pour pallier ces maux, des investissements s'imposent. Des canaux et des caniveaux sont creusés dans les centres urbains pour l'évacuation des eaux pluviales. Des pentes sont provoquées pour accélérer l'écoulement des eaux (d'irrigation notamment). La création de barrages nécessite de lourds investissements. Les différents plans de développement portent la marque de ces problèmes.

A - PENDANT LE PLAN CADRE

pendant ce plan, 50 millions F/CFA avaient été prévus pour des études et des travaux d'assainissement. 40 millions F/CFA devaient servir à des travaux sur le marigot Moro-Naba (à Ouagadougou)

b - L'AVANT PROJET DE PLAN 1977-81

Une réfection des barrages de Ouagadougou d'un coût de 100 millions F/CFA avait été retenue par cet avant projet de plan. Cette opération peut être considérée comme étant une action en vue d'assainir la ville, dans la mesure où une partie des eaux pluviales y sont évacuées.

c - LE PROGRAMME POPULAIRE DE DEVELOPPEMENT

L'aménagement du marigot dit Moro-Naba avait été prévu, la construction de deux ponts sur ce marigot devait faciliter l'écoulement des eaux. Les investissements remontaient à 193,899 millions F/CFA.

LA DIFFICILE QUESTION DE L'EAU

** Le réseau hydrographique est assez bien réparti sur l'ensemble du Burkina. On note cependant une concentration dans la partie occidentale. Ces cours d'eau sont liés à quatre bassins fluviaux.

- le bassin du Niger : il se trouve à l'est, et s'étend sur 72 000 km². Les principaux cours d'eau qui s'y rattachent sont le Béli, le Gouroual, la Sirba, la Tapoa.
- le bassin de la Comoé : il se situe au sud-ouest, couvre 18 000 km². Il réunit le cours supérieur de la Comoé et son affluent la Yanon, et les deux Léraba. Ces cours d'eau sont continus.
- le bassin du Banafing, d'une superficie de 4000 km² réunit le haut Banafing et ses affluents.
- le bassin des Voltas : c'est le plus vaste avec 170 000 km². Il est alimenté par quatre principaux cours d'eau : le Mouhoun, le Nazinon, le Nakambé, l'Otï et son affluent la Pendjari.

Ces ressources en eau sont limitées, car les cours d'eau ont un débit irrégulier, et la platitude du relief favorise l'infiltration et surtout l'évaporation. On trouve également des lacs dont les plus importants sont ceux du Bam-(Centre-Nord), Tengrela (Comoé). Dans le Sahel existent des mares : les mares d'oursi, du Soum, de Markoye. ^{peu} Clément est le climat du Burkina Faso. Il est du type tropical et présente les contraintes suivantes des températures très élevées, entraînant une très forte évaporation. Il s'évapore deux à trois fois plus d'eau qu'il n'en tombe.

- des pluies sont irrégulières dans le temps et dans l'espace. Au cours

d'une même saison, les pluies sont mal réparties. Il tombe ainsi beaucoup de pluies inutiles pour les agriculteurs. Aux années fortement pluvieuses succèdent des années de sécheresse. Sur le plan spatial, l'ouest et le sud sont assez bien arrosés, tandis que le nord reçoit peu de précipitations (de 750 à 800 millimètres). Des investissements sont nécessaires pour faciliter les travaux agricoles pour l'alimentation du bétail et celle des hommes. C'est pourquoi des barrages sont construits, des puits et des forages réalisés, des opérations ponctuelles montées.

a - PENDANT LE PLAN CADRE

Des investissements d'un coût total de 106 millions F/CFA avaient été prévus. C'étaient les suivants :

- entretien et réparation des barrages :
45 millions F/CFA
- pompes sur forages : 15 millions F/CFA
- puits dans les cercles Oudalan-Dori : 21 millions
F/CFA
- barrages de pitenga (cercle de Dori) : 25 millions
F/CFA

b - L'AVANT PROJET DU PLAN 1977-81

pour atténuer le problème du manque d'eau, des investissements d'un coût total de 6 740,7 millions F/CFA avaient été prévus. Le programme d'hydraulique villageoise était le projet le plus important : 5 190 millions F/CFA.

c - LE PROGRAMME POPULAIRE DE DEVELOPPEMENT (P.P.D.)

Ce programme avait prévu des investissements d'un coût total de 25 188,80 millions F/CFA pour la construction et l'entretien de retenues d'eau, les forages et les puits.

d - DES OPERATIONS PONCTUELLES

Elles sont montées pour faire face à des situations imprévisibles. A titre d'exemple l'opération " pluies provoquées" dont Ouagadougou a bénéficié en 1983. La capitale politique est approvisionnée en eau à partir de retenues d'eau superficielles. Ce sont les trois barrages de Ouagadougou et celui de Loubila, encore appelé P.K/20. La saison pluvieuse 1982-83 avait été particulièrement déficitaire. Il était prévisible que les barrages ne fussent pas remplis. Ces prévisions s'avérèrent exactes, comme l'indique le tableau suivant :

TABLEAU N°1 : ETAT DES BARRAGES AU 1/10/1982

BARRAGE	côte maxi pendant la saison 82 (en cm)	cote au 1/10/82 (cm)	cote de déversement (cm)	volume stocké au 10/82 (en m ³)	coefficient de pluviosité 1/10
OUAGA II	231	210	267	1 5	
OUAGA III	275	250	305	2 7	
LOUMBILA	579	560	620	23 5	70
Ensemble				27 27	72

SOURCES : C.I.E.H. " Opération de pluie provoquée ouagadougou 1983" rapport de synthèse par V. puecli (page 4)

Ainsi, on observait en début de saison sèche, un déficit de l'ordre de 30% sur l'ensemble des trois barrages, une pénurie en eau était imminente dans la capitale. La stimulation des pluies fut la solution adoptée pour juguler ce mal. Cette opération a nécessité un financement de 92 millions F/CFA.

APPROVISIONNEMENT DES VILLES EN EAU

Les villes étant des centres de très forte concentration humaine, des lieux où les activités industrielles sont très intenses, elles nécessitent d'importants investissements pour leur approvisionnement en eau, tant potable qu'industrielle.

Ainsi le 3ème plan de développement avait prévu d'investir 9 210 millions F/CFA pour les adductions d'eau. La construction d'immeubles pour l'office national des eaux, service technique chargé de la question des eaux urbaines, s'élevait à 350 millions F/CFA.

UN COUVERT VEGETAL EN PLEINE DEGRADATION

La savane est la formation végétale dominante au Burkina Faso. La végétation se densifie du nord vers le sud. Le Nord est le domaine de la steppe. Au centre prédomine la savane arbustive. Au sud, la savane arborée. Le long des cours d'eau, se développent des forêts galeries ~~général de parcs nationaux et de réserves indiennes.~~

Le couvert végétal du Burkina se trouve confronté à un grave problème, la désertification, l'assèchement du climat, la consommation du bois de chauffe, la divagation des animaux, les feux de brousse sont les causes essentielles de la dégradation du couvert végétal. Pour faire face à ce grave fléau, des actions sont entreprises.

Pendant le plan cadre

Il avait été prévu d'investir 185 millions F/CFA répartis de la manière suivante :

- parcs nationaux : 10 millions F/CFA
- plantation anacarde (500 ha) 175 millions F/CFA
- boisement villageois : un investissement humain.

Enfin, finalement seul le projet concernant l'entretien des parcs nationaux a pu être entièrement exécuté. La plantation d'anacarde ne débutera qu'en 1977, les boisements villageois ne démarrèrent pas, faute d'une motivation des paysans. A chaque époque, les villageois n'étaient pas suffisamment conscients du danger de la désertification.

L'AVANT PROJET DU TROISIEME PLAN DE DEVELOPPEMENT 1977-81

pour pouvoir atteindre ses objectifs qui étaient la lutte contre la sécheresse, la production du bois, la protection des plans d'eau et des pâturages, les aménagements de forêts naturelles, le maintien et le développement du patrimoine cynégétique (qui concerne la chasse), le développement du patrimoine piscicole, le troisième plan de développement avait prévu d'investir dans le secteur des eaux et forêts 2 117 millions F/CFA. 250 millions F/CFA avaient été prévus pour le fonctionnement ou l'entretien d'investissements réalisés sur diverses aides extérieures.

LE PROGRAMME POPULAIRE DE DEVELOPPEMENT

Une somme de : 57,479 millions F/CFA fut décaissée par le Ministère de l'Environnement et du Tourisme et répartie entre les projets suivants :

- ceinture verte autour de Ouagadougou : 29,503 millions F/CFA
- aménagement forêt classée de barrage (Ouaga) : 11,513 millions F/CFA
- création d'espaces verts (à Ouaga) : 16,463 millions F/CFA.

Dans les provinces, des plantations d'arbres furent effectuées "elles portèrent sur plus de 10 millions d'arbres. Les 13 provinces abritant des centres urbains ont investi 28,314 millions F/CFA dans des actions de reboisement, essentiellement en investissement humain, et 3,835 millions F/CFA pour les pépinières.

La comparaison des investissements dans le secteur des eaux et forêts entre le plan cadre et l'avant projet du troisième plan de développement 1977-81 montre que ceux-ci sont en augmentation. Ils passent de 183 millions F/CFA à 2 117 millions F/CFA, soit 11 fois plus d'investissements en 1977-1981 qu'en 1967-70. Cela traduit l'ampleur de plus en plus grande du danger de la désertification, et la prise en conscience de cette menace aussi bien par les autorités politiques et administratives que par les populations tant urbaines que rurales.

DES SOLS FRAGILES ET PAUVRES QUI DOIVENT POURTANT NOURIR UNE POPULATION DENSE .

près de 95% du pays sont couverts de sols minéraux bruts, de sols peu évolués sur matériaux gravillonnaires, et de sols ferrugineux tropicaux : les sols, correspondant à des cuirasses affleurantes ou essentiellement composés de débris de ces cuirasses, occupent tout le plateau central à l'est vallée du Mouhoun.

Ils sont peu épais et très pauvre en éléments nutritifs. Il sont cependant mis en valeur dans les régions à forte densité de population, tel le plateau mossi. Le sud du pays et l'ouest du fleuve Mouhoun sont recouverts de sols ferrugineux tropicaux beaucoup plus épais, mais à faible valeur agronomique. Les sols relativement fertiles sont peu étendus. Ce sont les sols hydromorphes que l'on rencontre dans les vallées; les sols bruns eutrophes et les vertisols sont disséminés à travers le pays. Fragilité et pauvreté sont les caractéristiques des sols que l'on trouve au Burkina. Ce sont deux maux qui handicapent grandement l'agriculture. Pour améliorer la qualité des sols, des investissements sont effectués.

2. PENDANT LE PLAN CADRE

Des aménagements de plaines sont effectués par les services de l'hydraulique et de l'équipement rural (H.E.R.) Ces opérations ont pour but de mettre à la disposition des paysans des facteurs de production, la terre, de bonne qualité. Ainsi le plan avait prévu une somme de 50 millions F/CFA pour l'établissement du schéma ^{directeur} de la plaine de Gondo, 20 millions pour les ouvrages confluent à cette plaine, et 50 millions F/CFA pour les plaines de Lounana Douna, Comoé et de Niéra, soit une prévision totale de 120 millions F/CFA d'investissements. Seulement 32 millions F/CFA furent effectivement décaissés au profit de la plaine du Gondo.

L'AVANT PROJET DU 3^e PLAN DE DEVELOPPEMENT

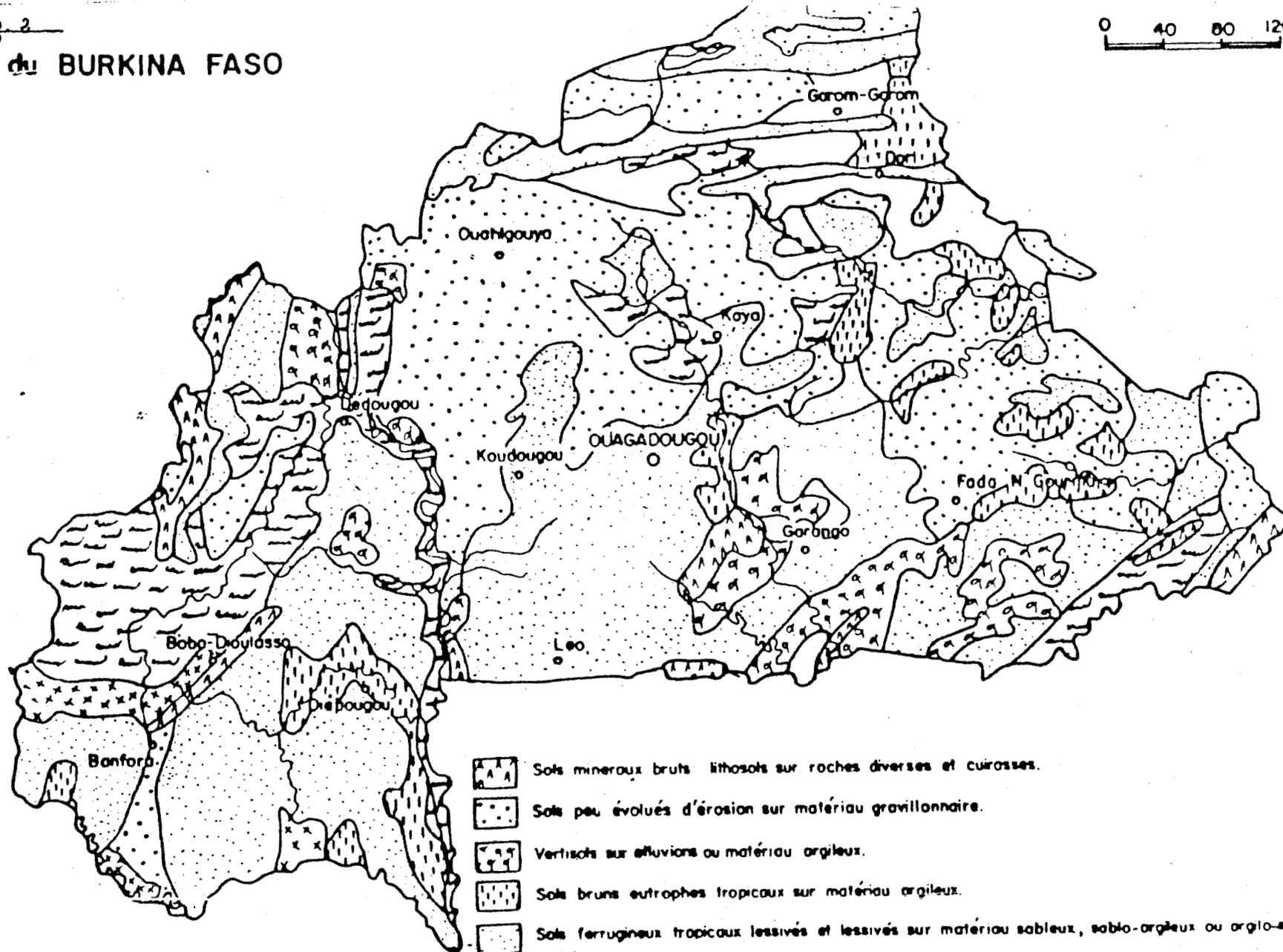
Il avait été prévu d'investir 2 459 millions F/CFA dans les aménagements de plaines, le financement était en totalité assuré par l'extérieur. Les projets suivants avaient été élaborés :

- aménagement de 3000 ha dans 5 O.R.D, d'un coût de 156 millions F/CFA
- aménagement de 9200 ha de sites anti-érosifs : 131 millions F/CFA
- aménagement de 800 ha en aval de barrage: 900 millions F/CFA
- aménagement de la plaine de Kanadéna : 600 millions F/CFA
- aménagement de la plaine de Douna : 70 millions F/CFA
- aménagement de la plaine irriguée dans l'O.R.D de Banfora: 60 millions F/CFA.

Plus de 13000 hectares de terre devaient être aménagés. On prend donc de plus en plus conscience de la nécessité d'entreprendre des actions de grande envergure pour améliorer les facteurs de production agricole, la terre notamment.

Fig. 2
Les Sols du BURKINA FASO

0 40 80 120 km.



-  Sols minéraux bruts lithosols sur roches diverses et cuirasses.
-  Sols peu évolués d'érosion sur matériau gravillonnaire.
-  Vertisols sur alluvions ou matériau argileux.
-  Sols bruns eutrophes tropicaux sur matériau argileux.
-  Sols ferrugineux tropicaux lessivés et lessivés sur matériau sableux, sablo-argileux ou argilo-sableux.
-  Sols ferrotitiques moyennement désaturés sur matériau sablo-argileux.
-  Sols hydromorphes minéraux à pseudogley sur matériau à texture variée.
-  Sols holomorphes à structure dégradée Solonetz sur matériau argilo-sableux à sableux.

17-

17-

C - PENDANT LE PROGRAMME POPULAIRE DE DEVELOPPEMENT

Le ministère de l'eau avait prévu d'investir 3118,34 millions F/CFA pour l'aménagement de plus de 10 000 hectares de terre, plus de la moitié de cette somme était destinée au projet "aménagement Sourou II" (exactement 2025 millions F/CFA). Le tableau suivant montre la répartition de la somme entre les différents projets retenus, prévisions d'investissements du PPD pour l'aménagement de terre.

TABLEAU N°2 : PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS DU P.P.D POUR L'AMENAGEMENT DE TERRA

DESIGNATION	DIMENSION (en ha)	COUT TOTAL (en millions F/CFA)
- aménagement gvals		
de barrage	45	32,90
- sites anti-érosifs	95,46	386,0
- bas-fonds améliorés	74	151,0
- bas-fonds simples	245	36,0
- aménagement sourou II	1000	2025,0
- aménagement 175 ha	175	487,44
- TOTAL	11 085	3 118,34

source : programme populaire de développement

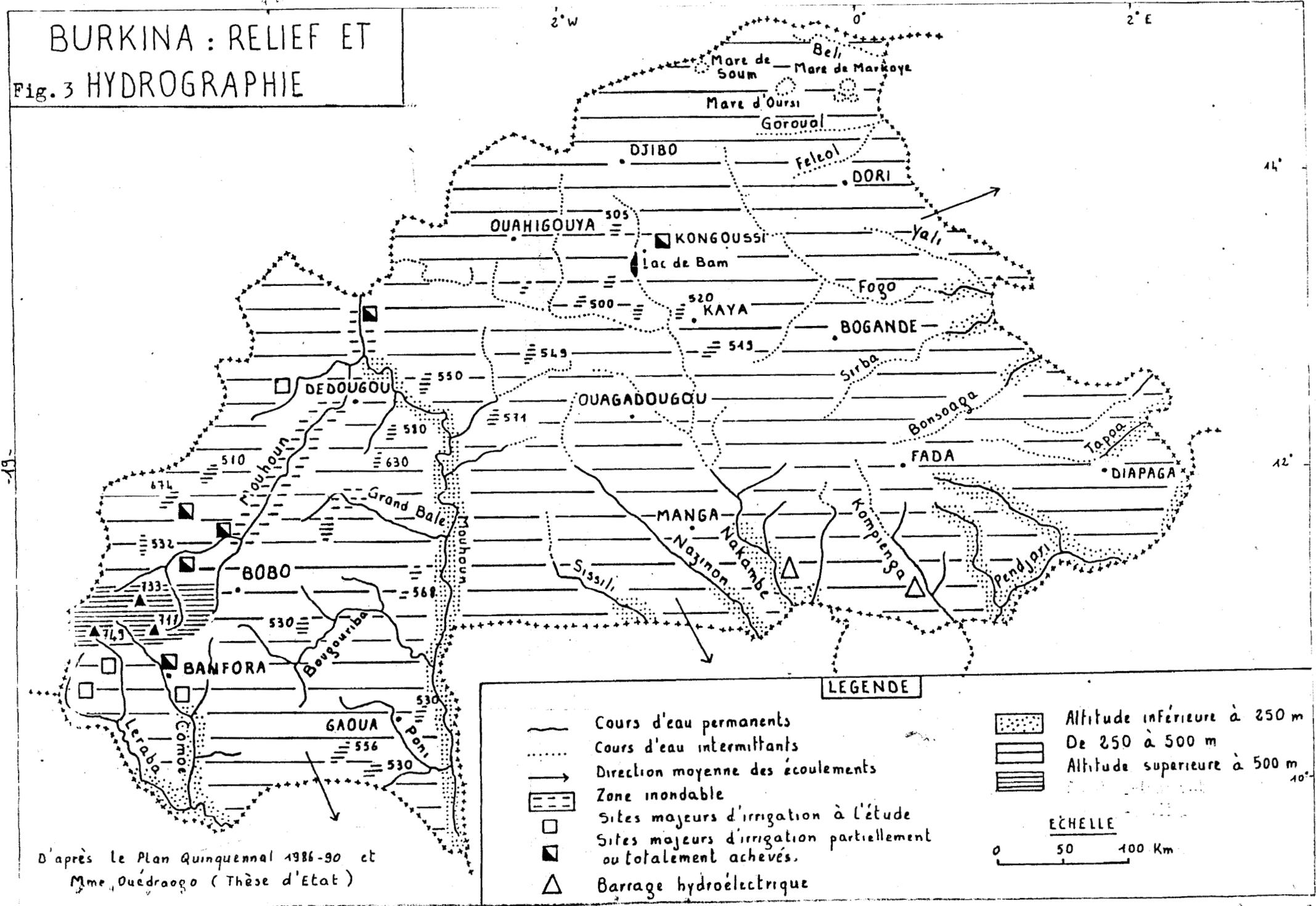
pour l'amélioration de la qualité des sols, le PPD avait prévu d'investir 687 millions F/CFA. Les projets qui furent entièrement exécutés, sont les suivants :

- programme engrais au Burkina Faso, phase II : 236 millions F/CFA
- projet vivrier et engrais : 25 millions F/CFA
- bureau national des sols : 196 millions F/CFA. Au total pour accroître les qualités physiques et chimiques des terres agricoles, le PPD a investi un minimum de 3805,34 millions F/CFA.

En conclusion, l'éloignement de la mer, le climat capricieux, le couvert végétal peu abondant et en voie de dégradation, des sols fragiles, et peu fertiles, ~~et~~ sont les grands obstacles au développement du Burkina. Ils influent sur la définition des priorités en matière d'investissements planifiés ou non. Ainsi pendant le plan-cadre il avait été prévu d'investir au minimum 441 millions F/CFA, le plan de développement 1977-1981 (avant-projet) avait prévu un minimum de 9231 millions F/CFA, tandis que le PPD avait prévu d'investir au moins 4 943,398 millions F/CFA pour faire face aux contraintes naturelles.

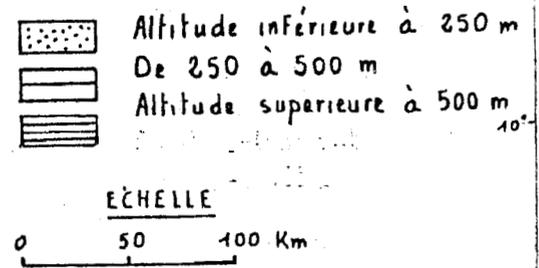
BURKINA : RELIEF ET

Fig. 3 HYDROGRAPHIE



D'après Le Plan Quinquennal 1986-90 et Mme Ouédraogo (Thèse d'Etat)

- LEGENDE**
- Cours d'eau permanents
 - Cours d'eau intermittents
 - Direction moyenne des écoulements
 - Zone inondable
 - Sites majeurs d'irrigation à l'étude
 - Sites majeurs d'irrigation partiellement ou totalement achevés.
 - Barrage hydroélectrique



LES DONNEES DEMOGRAPHIQUES

En décembre 1985, le recensement général de la population établit celle-ci à 7 964 745 habitants (population résidente). En considérant le niveau du développement économique du Burkina, celui-ci paraît surpeuplé, avec une densité de population de 29 habitants au km².

1. L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE DE 1910 A 1985

seuls deux recensements généraux de la population ont été effectués au Burkina Faso. Le premier date de 1975, le second eut lieu en 1985. Ils se sont tous déroulés pendant le mois de décembre. En 1960-61, une enquête démographique par sondage eut lieu. Elle concerna l'ensemble de pays, à l'exception de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso. Les statistiques démographiques sont donc rares. Les données concernant la période coloniale sont purement indicatives.

Entre 1910 et 1975, la population burkinabè aurait au moins doublé, elle serait passée de 2 780 000 à 5 972 000 habitants; soit une augmentation de 115%.

En 1985, le pays comptait 7 964 705 personnes résidentes. Ainsi de 1975 à 1985, la population a augmenté d'environ 34%. Ceci correspond à une augmentation moyenne annuelle de 3,4%, contre 1,7% entre 1910 et 1975. Ces chiffres montrent que la population du Burkina croît selon un rythme considérable. Cette situation s'explique en grande partie, par les progrès accomplis par la médecine. pendant la période coloniale, la médecine moderne introduite par les Européens n'avait pas fait ses preuves. Les populations rurales se méfiaient des rares postes sanitaires existants. La mortalité était élevée. Mais avec le temps, les populations se sont habituées à la médecine moderne. Elles acceptaient les soins des dispensaires. elles prêtèrent une oreille plus attentive aux conseils des agents de santé, les femmes accouchent de plus en plus dans les dispensaires-maternité. En outre, se sont multipliés les postes de santé dans le pays, de nombreuses campagnes de vaccination sont entreprises. La mortalité a baissé, tandis que la natalité s'est maintenue, d'où l'augmentation de la population.

La population du Burkina présente les principales caractéristiques ci-après :

a- SON INEGALE REPARTITION

Les régions du centre sont très peuplées, les densités sont comprises entre 40 et 121 habitants par km², si nous excluons le cas particulier de la province du Kadiogo qui a une densité de 393 habitants au km². L'Est, l'Ouest et le Nord sont par contre faiblement peuplés, avec des densités ne dépassant pas 20 habitants au km². (cf carte de densité de population).

Ainsi les zones propices au développement agricole sont peu peuplées, tandis que les régions aux potentialités agricoles limitées sont densément peuplées. Cette ~~antagonie~~ ^{antipathie} dans la répartition de la population burkinabè cause souvent des difficultés dans l'établissement des programmes de développement. Des investissements de grande envergure seraient très bénéfiques pour le pays s'ils pouvaient être réalisés dans le sud-ouest du pays. Mais le manque de ressources humaines provoque souvent des retards dans l'exécution de ces programmes. Le fonctionnement du périmètre sucrier de Pérégadougou nécessite le déplacement de population d'autres régions du pays. Et inversement, le développement des zones fortement peuplées mais naturellement pauvres mobilise des investissements considérables. En témoigne la présence de nombreuses organisations non gouvernementales (O.N.G) dans le centre.

b- SON CARACTERE RURAL

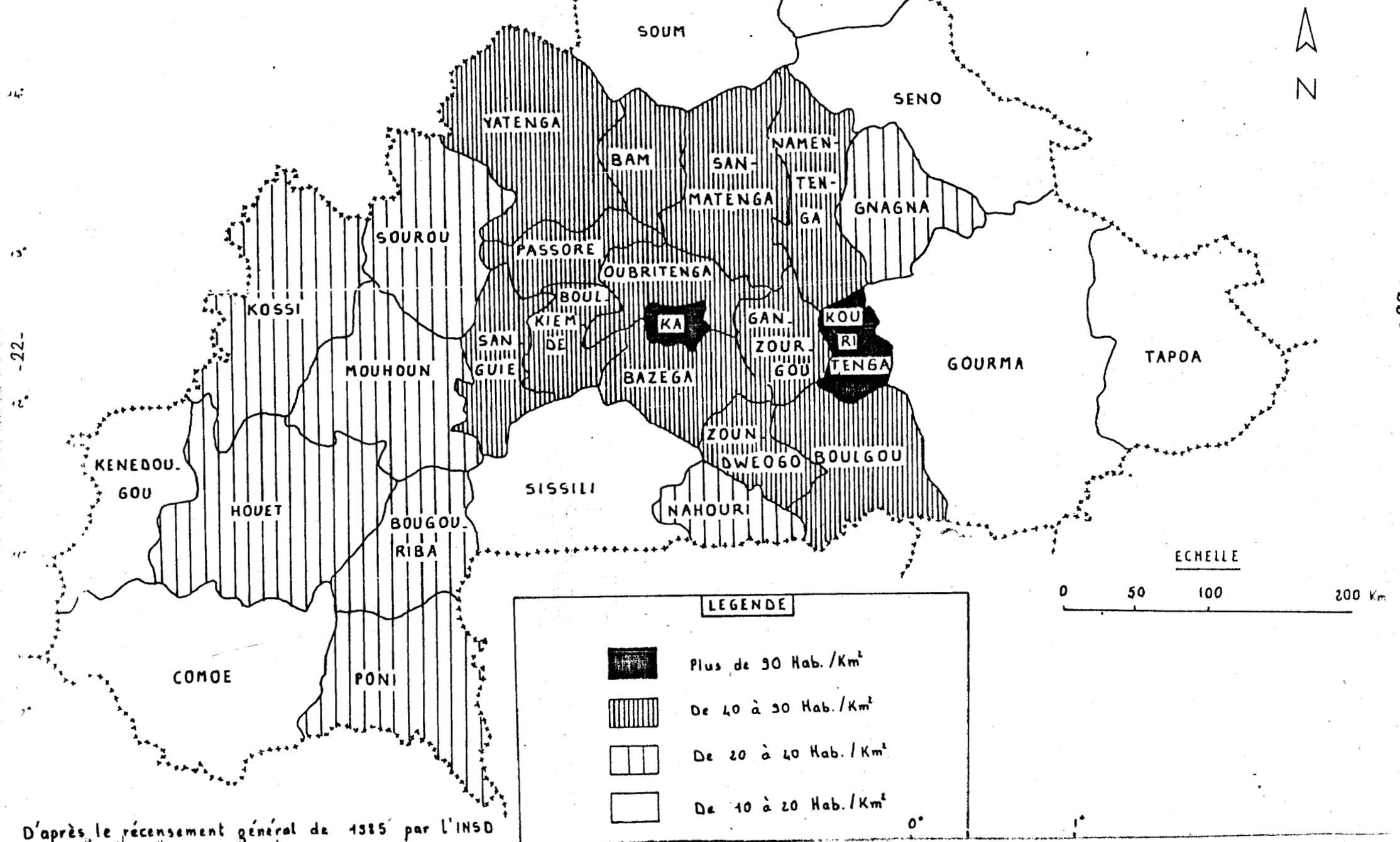
Une des caractéristiques essentielles de la population burkinabè réside dans le fait qu'il y a plus de ruraux que de citadins. La population rurale représentait en 1985 88 % de la population totale résidente. Mais l'écart entre la population rurale et la population urbaine s'amenuise avec le temps. En 1966, la population rurale représentait près de 96 % de l'ensemble. Deux facteurs sont à l'origine de cette tendance : l'exode rural qui entraîne en ville des milliers de ruraux, l'émigration vers les pays voisins qui s'effectue au détriment de la campagne.

La prépondérance de la population rurale explique la priorité accordée au développement du secteur rural en général, et de l'agriculture en particulier. Cette priorité nous paraît d'autant plus justifiée que le niveau de développement technologique des paysans est très bas. Les moyens de production, archaïques rudimentaires, donnent des rendements médiocres et une productivité faible.

Le pouvoir d'achat des paysans est par conséquent très limité. Ceci constitue un handicap sérieux pour le développement économique du pays.

BURKINA-FASO: DENSITE DE POPULATION

Fig 6



D'après le recensement général de 1985 par l'INSD

En effet la "santé" de l'économie d'un pays se mesure à la quantité de produits agricoles ou manufacturés consommés. Or une consommation de masse suppose des revenus monétaires suffisants. Ce qui n'est pas encore le cas du Burkina. Il faut donc centrer le maximum d'effort sur le secteur rural.

0- SA JEUNESSE

Un rapide coup d'oeil sur la pyramide des âges de la population résidente du Burkina en 1985 nous permet de constater l'importance que revêt la frange jeune. La population d'âge inférieur à 15 ans s'élevait en 1985 à 3 844 995 habitants, soit 48 % de la population totale résidente. Cette tranche de la population est plus importante que la population potentiellement active (15 à 60 ans). Celle-ci, avec un effectif de 3 619 356 personnes représentait seulement 45 % du total.

La population adulte active a ainsi un lourd fardeau, supporter une population jeune très nombreuse, et une population vieille "heureusement" peu nombreuse (seulement 7 % de la population totale). De plus, ces chiffres révèlent l'importance qui doit être accordée au secteur social en général, à l'enseignement et à la santé, en particulier dans les politiques de développement.

3. DES INVESTISSEMENTS DICTES PAR LA SPECIFICITE DE LA POPULATION

a- LE DEVELOPPEMENT RURAL

Nous l'avons souligné plus haut, la population burkinabè comme celle de nombreux pays du tiers-monde, se caractérise par sa ruralité : 88 % de la population était rurale en 1985. D'où la nécessité d'accorder la priorité au développement rural.

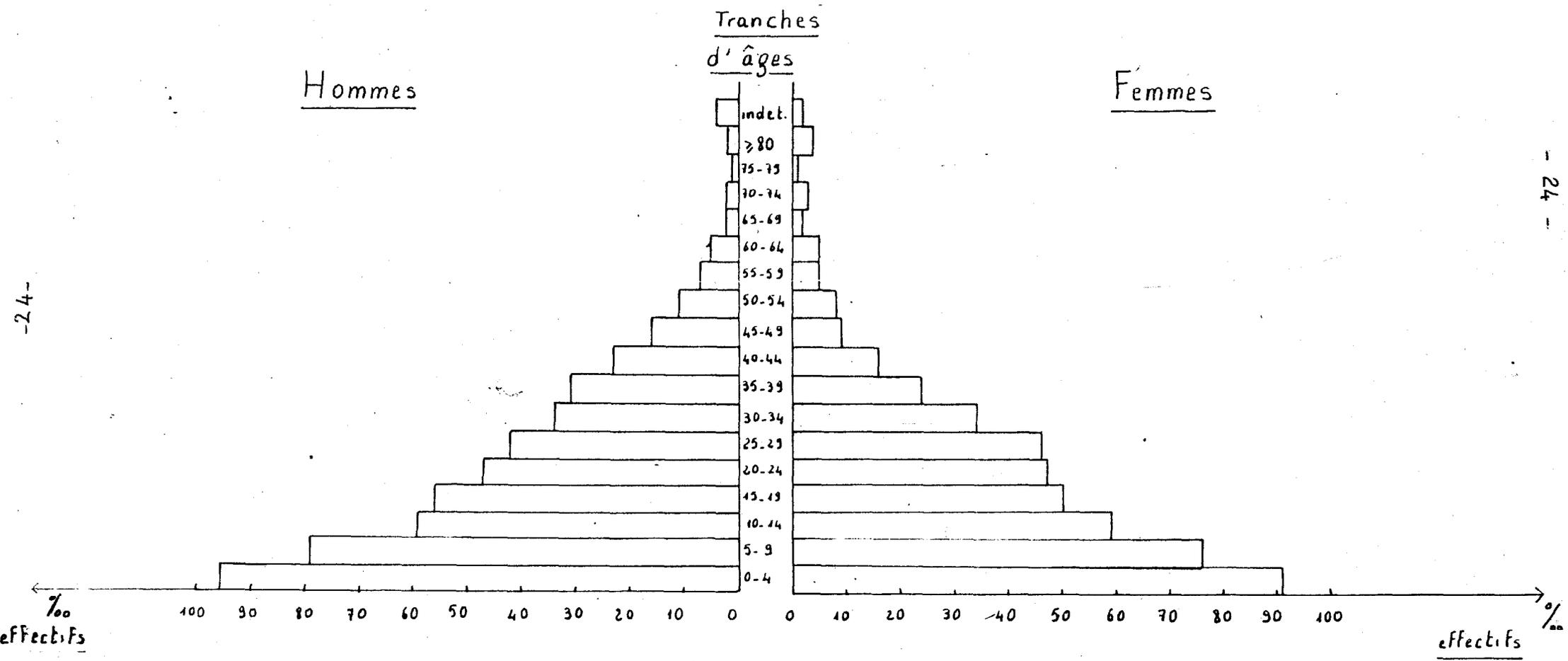
- Le plan-cadre avait prévu des investissements d'un coût total de 9 112 millions F CFA pour le développement rural. Le tableau suivant montre la répartition de cette somme suivant les grands secteurs du développement rural :

TABLEAU N°3 INVESTISSEMENTS DU PLAN-CADRE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL

S E C T E U R S	COÛT (EN MILLIONS F/CFA)
- O.R.D	7 042
- Direction de développement rural	180
- Elevage	1 230
- Hydraulique et équipement rural	470
- plans forestiers pisciculture	190
- TOTAL	9 112

source : plan - cadre 1967-70

Fig. 4 PYRAMIDE DES AGES DE OUAGADOUGOU 1975



-24-

-24-

Source: D'après INSD : recensement général

L'avant - projet du 3^e plan de développement économique et social 1977-81 avait prévu d'investir 73 465 millions F/CFA en tranche ferme (à exécuter en priorité) pour le développement rural, et 7 358 millions F/CFA en tranche optionnelle (projet secondaires). Le tableau qui suit donne plus de détails sur la répartition de ces investissements dans la tranche ferme, l'hydraulique et l'équipement rural, avec 20 047 millions F/CFA accaparait 27,3% des investissements. Et était suivi des projets concernant l'élevage et production animale, qui avec 15 829 millions F/CFA d'investissements représentaient 21,6% des investissements. Les eaux et forêts se trouvent au bas de l'échelle avec 3,2% des investissements.

TABLERAU n°4 INVESTISSEMENTS DU 3^e PLAN POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL

DESIGNATION	TRANCHE FERME (en millions F/CFA)	S T R U C T U R E S en %	TRANCHE OPTIONNELLE (en millions F/CFA)
- projets agricoles	11 330	15,4	-
- intégrés			
- autres projets agricoles	9 840	13,4	-
- Elevage et productions animales	15 829	21,6	4 442
- Eaux et forêts	2 367	3,2	2 916
- Hydraulique et équipement rural	20 047	27,3	-
- A.V.V.	14 052	19,1	-
- TOTAL	73 465	100,0	7 358

source : avant projet du 3^e plan de développement économique et social 1977-81

LE programme populaire de développement:

pour connaître le niveau des investissements de ce programme destinés au développement du monde rural, nous avons porté notre attention sur les ministères de l'eau, de l'agriculture et de l'élevage, deux départements dont les actions sont essentiellement orientées vers le bien être des ruraux. pour ces deux ministères le programme avait prévu d'investir 59 975,895 millions F/CFA, répartis de la manière suivante :

- * agriculture et élevage : 29 822,354 millions F/CFA
- * eau : 30 153,941 millions F/CFA.

A l'établissement du bilan final du PPD (au 31 décembre 1985), les projets entièrement exécutés et ceux en cours d'exécution avaient un coût total de 46 540,438 millions F/CFA. En mettant en rapport les prévisions d'investissements des ministères de l'eau, de l'agriculture et de l'élevage avec celles des autres ministères, nous aboutissons à un rapport

pour le... des prévisions... leur minimum

de 0,49. C'est-à-dire que les prévisions d'investissements pour le développement rural représentent au moins 49% de l'ensemble des prévisions de tous les ministères. Nous disons que c'est là un taux minimum. Car, au sein des autres ministères des investissements sont parfois destinés au monde rural. Ce taux montre tout de même l'importance apparente accordée au milieu rural.

b - les investissements imposés par la jeunesse de la population

La jeunesse de la population burkinabè impose des réalisations à caractère social que sont les écoles, les lycées, les dispensaires.

L'éducation :

pour l'ensemble des trois plans de développement, l'éducation a bénéficié de 14 256,933 millions d'investissements. Le tableau suivant donne plus de détails sur ces investissements. Pendant le plan cadre 1 164 millions F/CFA d'investissements étaient prévus pour l'éducation. L'avant - projet du 3^e plan de développement avait prévu 11 330,02 millions F/CFA d'investissements pour ce secteur. Le PPD avait élaboré des projets d'un coût minimum de 1 762,943 millions F/CFA.

TABLEAU N°5 : INVESTISSEMENTS POUR LA PROMOTION DE L'ENSEIGNEMENT

DEGRES	PLAN-CADRE	PLAN 1977-81	P.P.D.	TOTAL
- Enseignement primaire:	215		228,729	
- Enseignement secondaire général et technique :	845		551,934	
- Enseignement supérieur	104		982,250	
- TOTAL	1 164	11 330,02	1762,913	14256,933

en millions F/CFA

LA SANTE :

pendant le plan-cadre le département de la santé et de l'action sociale a bénéficié de 1372 millions F/CFA pour réaliser des investissements. Cette somme était répartie entre les grandes directions de ce département de la manière suivante :

- direction générale de la santé publique 55 millions F/CFA
- direction de la santé urbaine: 245 millions F/CFA
- direction de la santé rurale : 1057 millions F/CFA
- direction des affaires sociales : 15 millions F/CFA

(1) chiffres du bilan final, représentant les coûts de projets entièrement exécutés ou en cours d'exécution au 31 décembre 1985.

L'avant-projet du 3^e plan de développement économique et social avait prévu la réalisation d'investissements d'un coût total de 7 220 millions P.C.F. et la somme de 3696 millions P.C.F. pour le fonctionnement des nouvelles réalisations. Le tableau qui suit montre la répartition de ces investissements selon le lieu de réalisation. Le milieu urbain semble bénéficier de l'essentiel des investissements.

TABLEAU N° 6 : INVESTISSEMENTS POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS SANITAIRES EN MILIEU URBAIN

	INVESTISSEMENTS	FONCTIONNEMENTS	TOTAL
- genté urbaine	4719	258	4 957
- genté rurale	606	619	1 225
- lieux non précisés	1895	2239	4 134
TOTAL	7220	3696	10 316

source : avant-projet du 3^e plan de développement économique et social

1977-81.

LE PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT

n'a pas ignoré le secteur de la santé et de l'action sociale où 435,141 millions P.C.F. ont été prévus par le ministère de l'essor familial. Celui de la santé avait prévu d'investir 277,369 millions P.C.F. Au moment de l'établissement du bilan final, les projets qui n'avaient pas encore démarré avaient un coût total de 82,370 millions P.C.F.

En conclusion, le développement social, à travers l'éducation, la santé et l'action sociale a bénéficié, pour les trois plans réunis, d'investissements d'un coût total approximatif de 29054,045 millions P.C.F. Ce chiffre nous paraît important, et témoigne de l'intérêt que suscite le secteur social.

ci-dessous le tableau récapitulatif des investissements relatifs au secteur social: cas de l'enseignement et de la santé (en millions de F/CFA)

TABLÉAU N°7 : TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS RELATIFS AU SECTEUR SOCIAL : DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA SANTÉ (en millions F/CFA)

SECTEUR	PLANS	PLAN-CADRE 1967-70	3 ^e PLAN 1977-81	P.P.D. 1984-1985	TOTAL
- enseignement		1 164	1 177 000	1 732 415	1 256 933
- primaire		215		226 729	
- secondaire		845		751 951	
- supérieur		104		753 735	
- santé et action sociale		1 272	1 015	1 119 410 (3)	1 257 410
- milieu urbain		5	1 057		
- milieu rural		1 057	1 057		
- non différencié		15 (2)	111		
- TOTAL		2 536	21 646 020	4 872 023	2 905 4043

Source : D'après le plan - cadre 1967-70; l'avant projet du 3^e plan de développement 1977-81; le bilan final du 30^e octobre 1984-décembre 1985.

(2) direction des affaires sociales
 (3) non différencié

III - Aperçu du processus d'urbanisation au Burkina

Au dernier recensement général de la population, (Décembre 1985), la population résidente du Burkina s'élevait à 7 964 705 habitants, 88% vivant en milieu rural. La population urbaine résidant dans les premiers grands centres du Burkina évaluée à 928 929 habitants, ne représentait que 12% de l'ensemble de la population. La population burkinabè est donc essentiellement rurale. Il n'en demeure pas moins que les villes ont amorcé un développement spectaculaire. A ce titre, l'exemple de Ouagadougou est éloquent : 11 000 à 12 000 personnes s'y installeraient chaque année, ce qui correspond à une consommation annuelle de 100 hectares d'espace.

1 - Aperçu historique de l'urbanisation

a - dans les années soixante

L'enquête démographique par sondage de 1960-61 chiffrait à 4 372 000 habitants, la population de la Haute-Volta, et seulement 140 000 citadins. A l'époque, il n'y avait que trois centres urbains : Ouaga avec 60 000 habitants, Bobo avait 55 000 habitants, Koudougou abritait 25 000 personnes.

Outre la capitale, 12 centres secondaires avaient été dénombrés : Bobo-Dioulasso, Banfora, Dédougou, Koudougou, Fada N'Gourma, Gourcy, Kaya, Mouna, Ouahigouya, Tenkodogo, Tougan et Yako.

L'ensemble de la population résidant dans des agglomérations de plus de 5 000 habitants était estimé, en 1960, à 300 000 habitants. Il convient toutefois de noter que ces chiffres sont approximatifs, faute de recensement général.

b - quinze années plus tard

En 1975, le premier recensement général de la population donnera des chiffres plus proches de la réalité. On dénombre 6 147 508 habitants. La population urbaine s'élevait à 362 610 habitants, soit 6,4% de la population totale.

ces citadins étaient répartis entre cinq villes, comme le précise le tableau suivant :

! villes	! Ouagadougou	! Bobo-Dioulasso	! Koudougou	! Ouahigouya	! Banfora
! population	! 172 661	! 115 063	! 36 838	! 25 690	! 12 358

On dénombreait 13 centres sémi-urbains. Ils correspondaient à des chef-lieux de cercles : Tenkodogo, Paya, Pado, N'gourma, Dori, Gaoua, Dédougou, Pô, Réo, Yako, Orodara, Gourcy, Mouna et Mougan. Ces 13 centres abritaient 149 001 "sémi-citadins". Chacun de ces centres avait une population égale ou supérieure à 5000 habitants, mais inférieure à 10 000 habitants.

Au total, la population urbaine et sémi-urbaine du Burkina atteignait en 1975 511 611 personnes, ce qui représentait 9 % de la population totale. Cette population augmentera au cours des ans.

C- AU DEUXIEME RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION

En 1985 eut lieu le deuxième recensement général de la population. On dénombre désormais 13 centres urbains (4), contre 5 dix années plus tôt. Le nombre des villes a donc augmenté de 160 %, en l'espace d'une décennie. L'écart, qui n'était que de 5 000 habitants entre Ouagadougou et Bobo-dioulasso dans les années soixante, se creuse entre ces deux villes : 212 846 de plus à Ouagadougou qu'à Bobo-dioulasso. Le tableau suivant indique la population des différents centres urbains.

TABLERAN N° 8 : Les 13 premières villes du Burkina et leur population en 1985.

! villes	! population	! villes	! population	! villes	! population
! OUAGADOUGOU	! 441 514	! Paya	! 25 814	! Mougan	! 12 588
! Bobo-Dioulasso	! 228 668	! Tenkodogo	! 23 331	! Dori	! 10 956
! Koudougou	! 51 926	! Pado	! 20 857	! Gaoua	! 10 657
! Ouahigouya	! 38 902	! Pô	! 14 249		
! Banfora	! 35 319	! Yako	! 14 155		

(4) Le nombre des villes au Burkina n'est pas statique. Des agglomérations répondent progressivement aux critères retenus et sont classées comme villes. Il y en a 18 actuellement.

comme nous l'avons déjà souligné, 928 929 personnes résidaient dans des centres urbains, soit 12 % de l'ensemble de la population. Leur nombre a diminué au profit des centres urbains. Ce sont les centres semi-urbains des années soixante dix qui sont devenus des centres urbains, dans les années quatre-vingt.

2. EVOLUTION DE LA POPULATION URBAINE

Comme l'indiquent le tableau et la courbe qui suivent, la population urbaine a augmenté entre 1960 et 1985 à un rythme considérable. La population urbaine croît plus vite que l'ensemble de la population. En effet, pendant que la population entière a augmenté de 82 % entre 1960 et 1985, la population urbaine augmentait de 654 %. On peut donc penser que l'accroissement de la population burkinabè se fait essentiellement au profit des centres urbains, par le truchement de l'exode rural en particulier.

TABLEAU N° 9 : Indice de croissance de la population totale et urbaine entre 1960 et 1985.

Année	population totale	population urbaine
1960	100	100
1975	141	259
1985	182	664

L'examen de la courbe montre une accélération du phénomène d'urbanisation à partir de 1975. Cette urbanisation pose des problèmes dont la résolution nécessite des investissements considérables. (voir tableaux N°s 10, 11, 12).

3. INVESTISSEMENTS IMPOSES PAR L'URBANISATION

a- LES PROBLEMES DE LOGEMENT

La question du logement est l'un des problèmes les plus cruciaux que rencontrent les citadins, en particulier ceux résidant dans la capitale politique, Ouagadougou. Pour le résoudre de nombreuses solutions sont adoptées parmi lesquelles les lotissements et les constructions de maisons d'habitation.

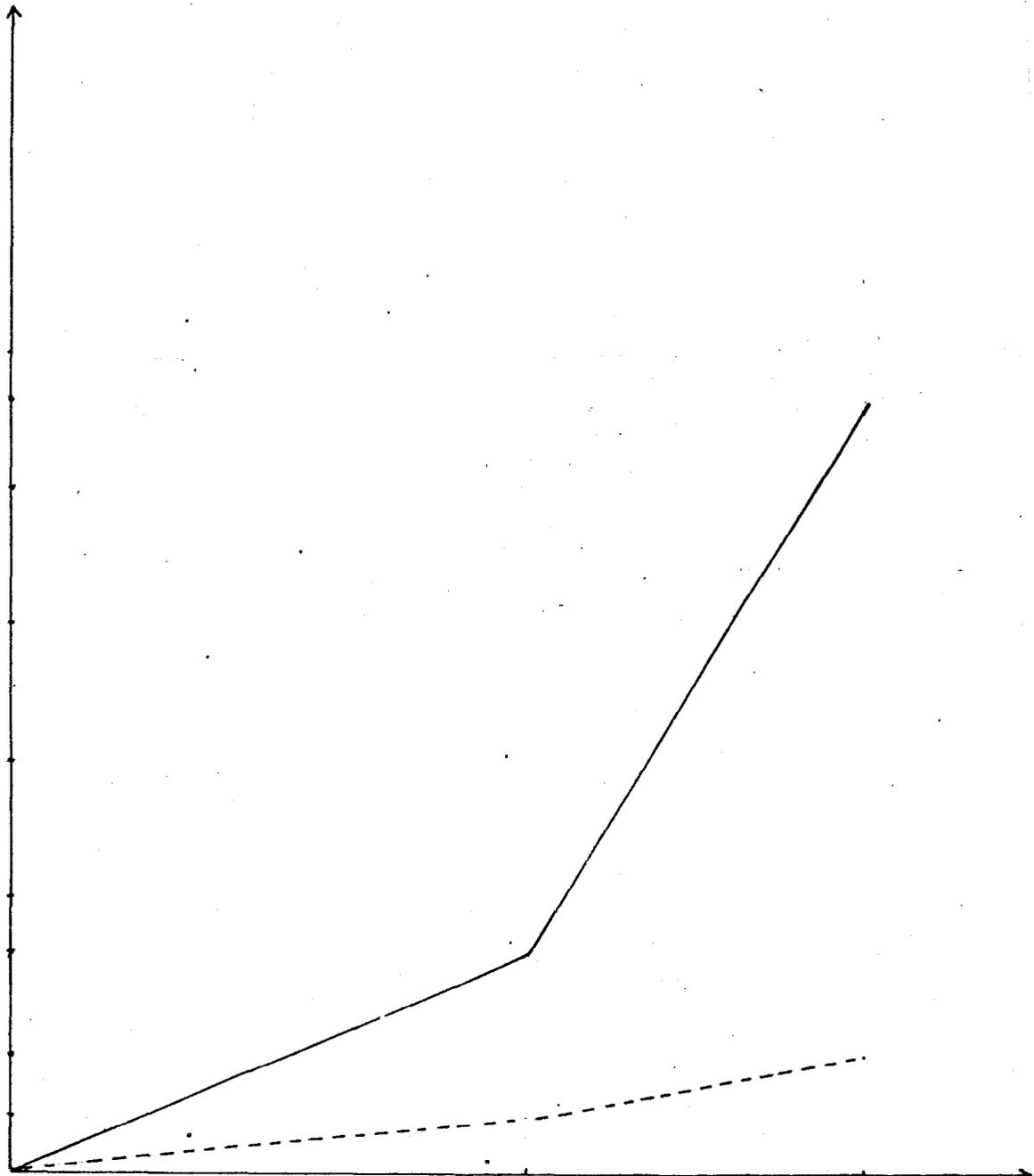
Fig. 5

BIURKINA FASO : CROISSANCE DES POPULATIONS TOTALE ET URBAINE DE 1960 - 1985

INDICES DE CROISSANCE

700
664
600
500
400
300
259
182
144
100

1960 1915 1985
annees



LEGENDE

- POPULATION TOTALE
- POPULATION URBAINE

- pendant le plan-cadre, il avait été prévu d'investir 900 millions F CFA pour la construction d'habitats urbains. Le bilan du plan-cadre note que les prévisions ont été dépassées, car 1065 millions F CFA ont été finalement investis dans l'habitat urbain de 1967 à 1970.

- L'avant-projet du 3^e plan de développement avait prévu d'investir 1298,8 millions F CFA pour la construction de maisons d'habitation en milieu urbain. Cette somme se répartissait entre deux projets :

- 1°) extension de la zone du bois (Ouaga) : 406,3 millions F CFA
- 2°) programme SOPROCIIV (5) (construction de 105 logements) : 892,5 millions

- Le programme populaire de développement avait aussi mis au centre de ses préoccupations l'octroi d'un toit à chaque burkinabè. Ainsi, pendant ce programme, près de 3 333,5 hectares ont été lotis dans les centres urbains. Cette opération de lotissement a nécessité 274,769 millions F CFA.

Toujours pendant cette période (P.D.D), la société de construction et de gestion immobilière dupurkina (SOCOCIB) a démarré la construction de cités d'une capacité de 750 logements, d'un coût total de 2 440 millions F CFA. Enfin furent construites les "cités AN II à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso. par elles, 238 logements d'un coût total de 1500,8 millions F CFA ont été mis à la disposition de la population.

Au total le P.D.D a investi 4 217, 569 millions F CFA pour tenter de résoudre la difficile question du logement. Le tableau suivant donne plus de précisions sur ces investissements.

(5) SOPROCIIV : société de promotion et de gestion immobilière

TABLEAU N° 10 : Investissements pendant le P.P.D pour résoudre la question du logement.

Titre du projet	Dimension	Coût total (en millions F CFA)
<u>PROJET ENTIEREMENT EXECUTES (6)</u>		
<u>LOTISSEMENTS</u>		
- Lotissement cités AN II Ouaga et Bobo	44,5 ha	3,672
- Lotissement des aires d'habitat spontané de Ouagadougou, Nonsin	300 ha	12,085
- Lotissement de Tampouy et Tanghin	1 785 ha	102,361
- Lotissement quartiers de Ouaga	-	55,83
- Lotissement Dédougou	97 ha	3,291
- Lotissement Gaoua	120 ha	4,07
- Lotissement S.A.D	131 ha	2,73
- Lotissement quartiers de Bobo	856 ha	92,73
<u>HABITATS</u>		
- Cités AN II	238 logements	1500,8
<u>PROJETS EN COURS D'EXECUTION (7)</u>		
- Cités SOCOGIB	750 logements	2 440
TOTAL		4217,569

b- LES PROBLEMES D'URBANISME

L'urbanisation très rapide du Burkina entraîne des problèmes d'urbanisme. Les villes comme Ouagadougou et Bobo-Dioulasso croissent en 1971 déjà à un rythme de 8 % l'an, tandis que les centres secondaires croissent à une cadence plus modérée, 3 % par an. Il faut contrôler l'expansion urbaine qui risque de prendre des allures inquiétantes, pour y parvenir, sont élaborés des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (S.D.A.U).

(6) projets entièrement exécutés au 31 décembre 1985

(7) Ce projet était en cours d'exécution à la date du 31 décembre 1985.

L'aménagement des villes nécessite aussi des investissements non négligeables. Adduction d'eau, assainissement sont des exemples.

- pendant le plan-cadre, il avait été prévu d'investir 1299 millions F CFA pour les travaux d'urbanisme. Ce plan avait pour préoccupation principale, au niveau de l'urbanisme, l'établissement de schéma directeur d'urbanisme fait à partir de photo plan au 1/5000. Les prévisions de ce plan ont seulement été réalisées à 63 % ; c'est-à-dire que c'est finalement 819 millions F CFA qui ont été effectivement décaissés au cours de ce plan au profit de l'urbanisme.

- L'avant-projet du 3^e plan de développement avait prévu d'investir un minimum de 10 000 millions F CFA pour ce secteur. La majeure partie de ces investissements étaient axés sur les travaux d'adduction d'eau comme le précise le tableau suivant :

TABIEAU N° 11 : Investissements d'urbanisme par le 3^e plan 1977-1981

Titre du projet	Coût total (en millions)
Adduction d'eau villes	210 millions F CFA
Construction d'immeubles pour l'habitat	350 millions F CFA
Schémas directeurs d'urbanisme	-
Projet de développement urbain (Ouaga, Bobo, Gaoua)	8,2 dollars
Assainissement de la ville de Ouaga	5,2 UCE
Assainissement de 3 centres secondaires	55 millions F CFA

Il est à noter que ces investissements ont été effectivement décaissés au cours de ce plan au profit de l'urbanisme.

- Le programme populaire de développement avait prévu d'investir au chapitre des aménagements urbains 594,76 millions F CFA. Seuls ont été décaissés 163,89 millions F CFA représentant les coûts des CDAU de Bobo-pioulisso et Panfora n'étaient pas encore acquis, à la date du 31 décembre 1985. Les investissements prévus par le P.P.D étaient les suivants :

TABIEAU N° 12 : Investissements d'urbanisme par le 3^e plan 1977-1981

Titre du projet	Coût total (en millions)

TABLEAU N° 12 : Investissements d'urbanisme par le P.D.D

Titre des projets	Coût total en millions FCFA
Aménagement trames d'accueil Ouagadougou, Bobo-Dioulasso	408,87
Pavimentage place de la Révolution et route principale à Ouahigouya	20
Aménagement carrefours Ouaga, Bobo	2
SDAU Bobo-Dioulasso	125
SDAU Banfora	38,89
TOTAL	594,76 (7)

Au total, les investissements rendus nécessaires du fait de l'urbanisation du Burkina, s'élèvent (il s'agit des prévisions) à un minimum de 28 476,624 millions FCFA pour les trois plans de développement réunis. Cette somme se répartit entre les trois plans de la manière suivante :
plan-cadre : 2 364 millions FCFA.

plan 1977-1981 : au moins 11 298,8 millions FCFA;

programme populaire de développement : 4 813,824 millions FCFA.

C'est donc dire que l'urbanisation coûte assez cher pour le pays. Elle coûte même très chère. Il faut dépenser énormément pour mettre en place les infrastructures indispensables à toute existence urbaine : lotissements de nouveaux quartiers, avec tous les accessoires de viabilisation (canaux, caniveaux, pour l'évacuation des eaux, travaux d'électrification, d'adduction d'eau potable ; embellissement de la ville, services de voiries), constructions de logements pour abriter les nouveaux citoyens, construction d'immeubles pour les différents services étatiques. Ces investissements sont d'autant plus importants que les villes assurent des fonctions spécifiques. Ouagadougou par exemple joue le rôle de capitale politique. A ce titre, elle (cette ville) est le siège du pouvoir central. Tous les ministères y ont leurs services centraux. Elle est le siège des ambassades, des organismes internationaux. Elle devrait refléter le niveau de développement du pays.

C'est sans doute pour cette raison qu'elle bénéficie d'investissements considérables, et souvent de prestige. La suite de ce mémoire nous permettra de mieux percevoir cette réalité.

IV- LES BUDGETS NATIONAUX AU BURKINA FASO

1. MONTANTS ET EVOLUTION

Le budget de tout Etat, comme de tout ménage comporte deux volets : les recettes et les dépenses.

par les recettes, on définit les différentes sources de revenus.

Les dépenses sont toutes les sorties d'argent.

pour étudier les montants des différents budgets, nous sommes remontés dans le temps jusqu'à 1967, date du démarrage du plan-cadre de développement économique, social 1967-1970.

En 1967 le montant des dépenses du budget de l'Etat burkinabè était de 8 734,773 millions de francs CFA. Comme il apparaît sur le graphique N° 7 ce montant croît régulièrement jusqu'en 1987 où il sera de 98 594,060 millions F CFA. L'année suivante, en 1988, le budget accusera une baisse ; il s'élevait alors à 96 287,153 millions F CFA. Finalement en 1989 le budget connaîtra une augmentation, atteignant 107 213,993 millions F CFA.

Quelles sont les causes d'une telle évolution ?

Les raisons de cette évolution sont, à n'en pas douter, multiples.

Les raisons principales sont :

- L'augmentation des recettes
- L'inflation

Quelle est la nomenclature des budgets ?

2. LA STRUCTURE DES BUDGETS

Comme nous l'avions précisé plus haut, nous nous intéressons au volet "dépenses" dans les budgets. Il convient d'ailleurs de noter que la plupart des budgets ne s'équilibrent pas en dépenses et recettes. D'une façon générale les dépenses sont supérieures aux recettes. Cela signifie que le Burkina s'endette chaque année pour pouvoir faire face à ses dépenses.

Or dans la structure des budgets il y a un titre intitulé charge de la dette. Le Burkina s'endette donc pour se développer, pour payer ses dettes. Nous tombons alors dans un cercle vicieux.

D'une manière générale, le budget de l'Etat burkinabè comporte les points suivants :

- La dette publique
- Le fonctionnement des services
- Les interventions publiques
- L'équipement et l'investissement

a- DE 1967 à 1984

Officiellement la partie dépenses des budgets comportait quatre titres,

TITRE I : LA DETTE PUBLIQUE

Comme l'indique le titre, il s'agit des sommes que l'Etat doit verser pour le remboursement des dettes qu'il a contractées auparavant. En 1967, la dette publique occupait 7,7 % du budget de l'Etat, soit 640,687 millions FCFA de l'époque. Dans les années 1982, 1983, 1984, la dette publique occupera des proportions très importantes du budget de l'Etat burkinabè : respectivement 12,2 %, 14,2 % et 23,4 %.

LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES (salaire du personnel et matériel)

Il s'agit des dépenses pour la bonne marche des services de l'Etat. Deux sections composent ce titre II : le personnel et les dépenses de matériel.

Ce titre II est celui qui accapare l'essentiel du budget de l'Etat burkinabè. Le paiement des salaires et l'achat de matériel occupaient en 1967 72 % du budget. La part de ce titre n'est jamais inférieure à 52 %. C'est en 1977 qu'il a atteint son plus fort taux : 73,2 %. En 1985 il atteignait son taux le plus bas : 52,8 %.

Au total dans tous les budgets, plus de la moitié des dépenses sont consacrées au fonctionnement des services.

LE TITRE III : LES INTERVENTIONS PUBLIQUES

Il regroupe les dépenses de l'Etat pour les allocations scolaires, le paiement des pensions notamment.

LE TITRE IV : EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT

Comme l'indique, le titre, il s'agit de toutes les dépenses pour l'équipement du pays, et la réalisation d'opérations productives. Sur le plan économique, c'est ce titre qui est le plus important, puisque les dépenses effectuées sont destinées à produire des revenus. Quelle est le poids des investissements dans les différents budgets de l'Etat que nous avons retenus ?

b- DE 1985 à 1989

A partir de 1985, le volet dépenses des budgets comporte six titres, c'est-à-dire qu'il y a eu deux titres en plus, par rapport aux années précédentes. En fait, deux titres ont été subdivisés :

* L'ancien titre I dans les budgets antérieurs a été ramené à deux parties :

* Les charges de la dette publique : ce sont les paiements des intérêts des différentes dettes du pays.

* Les dotations aux amortissements de la dette : il s'agit ici du remboursement du principal même.

* L'ancien titre II s'est vu subdiviser en :

* Dépenses de personnel

* Dépenses de matériel

Dans le fond, la structure des budgets antérieurs à 1985 ne diffère pas de celle des budgets de 1985 et plus. Il y a une différence dans la forme seulement. Cela pour permettre une meilleure organisation des dépenses. A part cela, les dépenses restent les mêmes.

3. LA PART DES INVESTISSEMENTS DANS LES BUDGETS

Dans les budgets de l'Etat voltaïque puis burkinabè, les investissements bénéficient d'une part assez négligeable. Cette part est d'autant plus négligeable que les autres titres du budget occupent des proportions considérables. Nous pensons notamment aux dépenses pour le fonctionnement des services. Ces dépenses occupent plus de la moitié du budget. Si nous ajoutons à ces dépenses, les autres charges du budget, il ne reste plus grand-chose à consacrer aux investissements productifs et sociaux.

Au cours des ans, la part des investissements dans les budgets n'est pas stable, tantôt elle est en hausse, tantôt elle est en baisse. Dans tous les cas, le pourcentage des dépenses d'investissements n'a jamais excédé 14,5 % : c'était en 1976. Le pourcentage le plus bas s'observe en 1984 : 4,7 %.

La figure suivante montre l'évolution du taux d'investissement dans les budgets de 1967 à 1989.

De 1967 à 1970 il y a une augmentation progressive de la part des investissements dans les budgets.

De 1971 à 1974 il y a une baisse progressive du taux des investissements dans les budgets.

A partir de 1974 l'évolution est en dents de scie. Les années 1976, 1978, 1980, sont des années qui connaissent des taux élevés. Les années 1982, 1984 sont bien pauvres en investissements : respectivement 5,2 % et 4,7 % du budget.

Quelles sont les causes de cette évolution irrégulière de la part des investissements dans les budgets.

Ce n'est pas l'évolution du budget qui l'explique, car très souvent tandis que le budget entier augmente, la part des investissements diminue. Ce fut le cas de 1976 à 1977 : le budget est passé de 21 122,708 millions F CFA à 23 123,598 : soit une augmentation de 9,5 %. pendant ce même temps, les investissements passaient de 3 065,519 millions à 1 972,952 millions ; soit une diminution de l'ordre de 36 %.

Certains diront peut-être que l'année 1976 est une année exceptionnelle. Dans ce cas prenons un autre exemple pour montrer que la diminution de la part des investissements dans le budget n'est pas liée à une quelconque diminution de celui-ci. Ainsi de 1981 à 1982 le budget de l'Etat voltaïque passait de 40 500,000 millions à 47 849,413 millions, il y a eu une augmentation de 18 %. parallèlement les dépenses consacrées aux investissements passaient de 3 849,547 millions à 2 492, 783 millions ; ce qui correspond à une diminution de 35 %.

Ces deux exemples montrent que l'évolution du taux des investissements n'est pas systématiquement liée à celle du budget entier. Les raisons de cette évolution sont ailleurs.

C'est surtout la nécessité d'assurer le fonctionnement des services et le service de la dette qui expliquent la fluctuation du pourcentage des dépenses d'investissement dans le budget de l'Etat. En effet dans le budget de l'Etat le fonctionnement des services occupe une place prépondérante. Les dépenses de fonctionnement représentent au moins 67 % des différents budgets de l'Etat, de 1967 à 1989.

L'Etat est obligé d'assurer d'abord les dépenses de fonctionnement parmi lesquelles les dépenses du personnel sont les plus importantes : dans tous les budgets que nous avons consultés, elles sont supérieures ou égales à 45 % du total des dépenses de l'Etat. Or ces dépenses de personnel constituées essentiellement par les salaires versés aux fonctionnaires ne font qu'augmenter d'année en année. Cette augmentation est due aux avancements des fonctionnaires, aux nouveaux recrutements dans la fonction publique et très rarement aux hausses des salaires.

Ainsi d'une manière générale lorsque les dépenses de fonctionnaires augmentent, le pourcentage du budget accordé aux investissements baisse. L'Etat préfère assurer les salaires des fonctionnaires d'abord. C'est seulement après cela que l'on pense aux investissements, dont on ignore pas l'intérêt pour la croissance économique. Quelques exemples nous permettront de mieux percevoir cette réalité. En 1967, 72 % du budget de l'Etat étaient consacrés au fonctionnement des services. En 1968, cette part passe à 71 %, soit une perte de 1 %. En 1967 la part des investissements dans le budget de l'Etat était de 7,2 %. En 1968 cette part monte à 8,4 % ; soit un "gain" de 1,2 %, tandis que les dépenses de fonctionnement baisse, les investissements augmentent. Cette même situation s'observe entre 1977 et 1978. En 1977 la part des dépenses de fonctionnement représentait 73,2 % du budget, contre 67,3 % en 1978. Tandis que les investissements représentaient en 1977, 8,5 % contre 14,4 % en 1978.

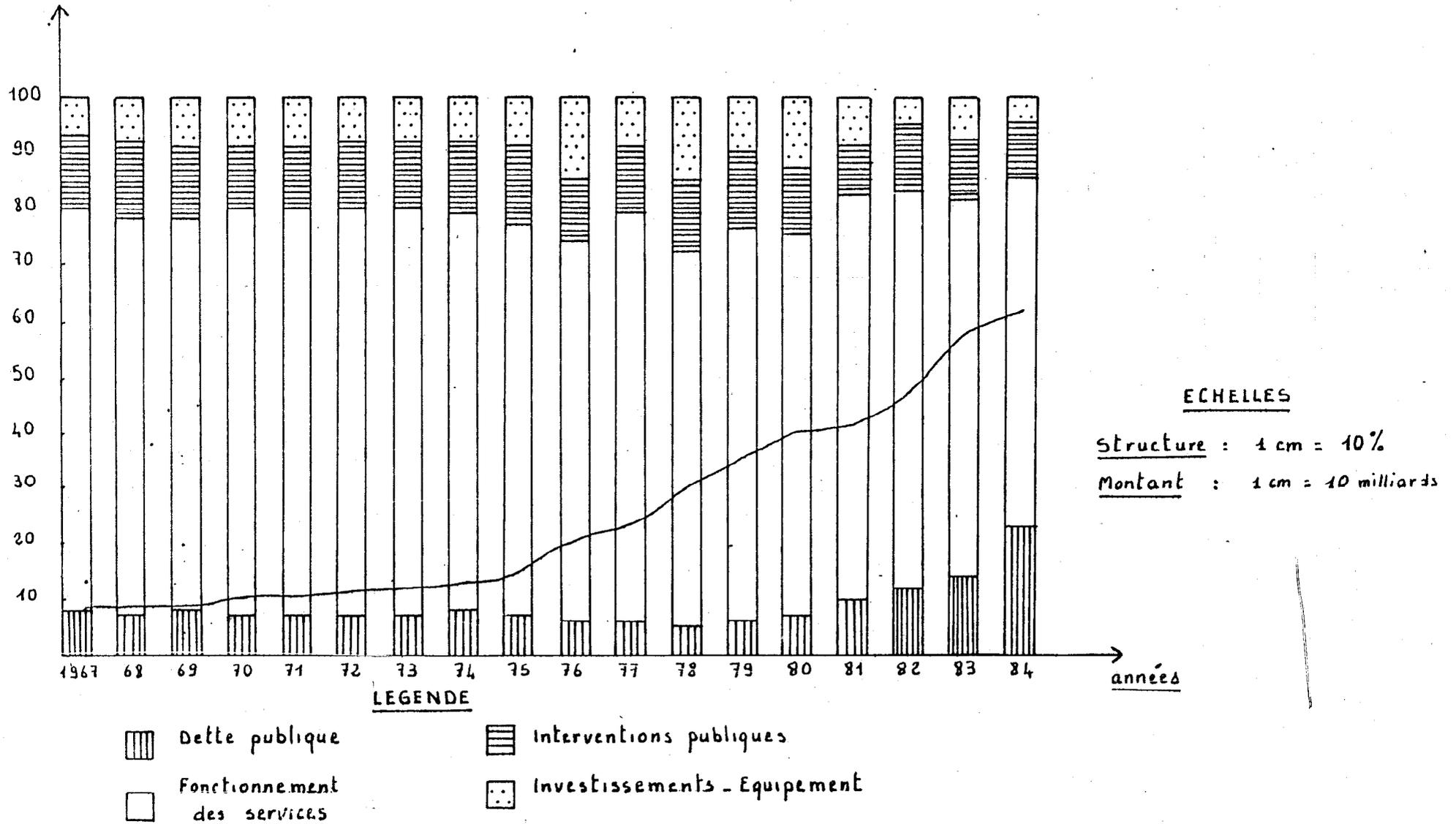
Il arrive que la baisse des dépenses de fonctionnement ne profite pas aux investissements, comme ce fut le cas de 1983 à 1984. Dans ce cas ce sont les autres nomenclatures du budget qui en bénéficient. En 1983 les dépenses de fonctionnement occupaient 67,4 % du budget contre 14,2 % pour la dette publique et 7,2 % pour les investissements. En 1984 la part des dépenses de fonctionnement baisse à 61,9 %, la part des investissements chute à 4,7 %, tandis que la part de la dette publique monte à 23,4 %.

En somme, comparativement aux autres rubriques du budget de l'Etat, les investissements n'occupent pas une bonne place dans les dépenses de l'Etat burkinabè.

Les autorités ne négligent pas cependant le secteur des investissements. seulement, compte tenu de la faiblesse des recettes, l'essentiel du budget est consacré en priorité aux dépenses de fonctionnement. Nous pouvons ainsi dire que le budget de l'Etat burkinabè est un "Budget de fonctionnement". pour permettre une croissance économique soutenue l'Etat met sur pied des plans de développement. ceux-ci sont financés, pour la majeure partie, par l'extérieur.

Fig. 7

MONTANT ET STRUCTURE DES BUDGETS DE 1967 A 1984



-43-

 CHAPITRE II : LE PLAN-CADRE

1967 - 1970

Quinquennat 1967-1970

Le plan-cadre a concerné les années 1967, 1968, 1969 et 1970. Ce plan avait pour but de dresser un ensemble d'opérations à réaliser pendant ces quatre années. Il est différent des plans classiques de développement car il a été conçu pour réaliser dans un délai très court des projets de développement. Des objectifs à long terme n'avaient pas été fixés, comme c'est le cas pour les plans de développement classiques.

Dans l'introduction de ce plan, nous pouvons lire : "Le fait que l'on n'a pas pu consulter préalablement et largement les représentants des différentes couches de la population, le fait que les objectifs n'ont pas été posés au départ, mais ne sont considérés que comme des résultats, toutes ces raisons font qu'il s'agit ici plus d'une rapide définition des différentes politiques sectorielles assortie d'un programme d'opérations prioritaires, que d'un plan de type classique".

Malgré la rapidité avec laquelle ce plan a été conçu, les résultats sont quelque peu satisfaisants. Pour l'ensemble du plan, le taux de réalisation par rapport aux prévisions a été de 65 % (9) signalons, pour terminer que c'est l'ordonnance N° 67-041/DRRS/PL. DE qui a approuvé le plan-cadre de développement économique et social.

Les opérations prévues par ce plan s'élevaient à 33 576 millions de CFA francs répartis entre le milieu urbain et le milieu rural à réaliser pendant ces quatre années. Il est différent des plans classiques de développement.

I- LES INVESTISSEMENTS DANS LE MILIEU RURAL SOUS LE PLAN-CADRE
Le développement, des objectifs à long terme n'avaient pas été fixés, comme c'est le cas pour les plans de développement classiques.

1. POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

Dans l'introduction de ce plan, nous pouvons lire : "Le fait que l'on a donné la priorité du plan était axé sur le développement rural, ce fait, l'agriculture occupait une place de choix, mais que les objectifs n'ont pas été posés au départ, mais ne sont considérés que comme des résultats, toutes ces raisons font qu'il s'agit ici plus d'une rapide définition des différentes politiques sectorielles assortie d'un programme d'opérations prioritaires, que d'un plan de type classique".

Malgré la rapidité avec laquelle ce plan a été conçu, les résultats sont quelque peu satisfaisants. Pour l'ensemble du plan, le taux de réalisation par rapport aux prévisions a été de 65 % (9) signalons, pour terminer que (9) SOURCE: Bilan du plan-cadre. DE qui a approuvé le plan-cadre de

Les investissements dans ce secteur se faisaient à travers les ORD (10). Différents projets portant sur des constructions des réfections de barrages, des creusements de puits, la riziculture, la construction de hangars, la formation des paysans ont été élaborés. Ils avaient un coût total de 7 042 millions F CFA. Notons qu'une partie de cette somme était destinée au fonctionnement des O.R.D. La répartition des investissements par O.R.D est la suivante :

TABLEAU N° 13 : Investissements dans le secteur agricole par ORD par plan-cadre.

O.R.D	superficie (en km ²)	population (en 1966)	montant des investissements (en millions F CFA)
Ouagadougou	25 000	716 000	964
Koudougou	26 000	608 000	754
Volta noire	37 000	512 000	1 436
Kaya	21 000	523 000	634
Yatenga	12 300	477 000	639
Banfora	18 400	204 000	770
Sud - Est	59 130	506 000	394
Bobo-Dioulasso	20 500	252 000	1211
Diébougou-Gaoua	14 500	315 000	240
ENSEMBLE			7 042

SOURCE : Bilan de plan-cadre (d'après)

En mettant en rapport les investissements avec les populations bénéficiaires, il apparaît que l'ORD de Bobo-Dioulasso est celle qui a bénéficié de plus d'investissements :

(10) ORD : organisme régional de développement.

4 806 F CFA par personne, tandis que les ORD de Diébougou-Gaoua, du sud-est étaient les "parents pauvres", respectivement 762 F CFA et 779 F CFA par personne.

2. L'ÉLEVAGE

Les prévisions du plan-cadre en matière d'élevage s'élevaient à 1 230 millions F CFA. Comme l'indique le tableau suivant, les investissements étaient répartis en quatre grands groupes :

- Etudes 225 millions F CFA
- Equipement administratif, 215 millions F CFA
- Formation : 85 millions F CFA
- Equipement de production : 705 millions F CFA.

Cependant les réalisations effectives étaient de 265,9 millions F CFA. Le taux de réalisation est très faible (22 %), et s'explique, selon les auteurs du bilan du plan-cadre par la mauvaise définition des projets au moment de l'élaboration du plan. Le manque de financement explique aussi la non exécution de certains projets.

3 - Hydraulique et Equipement Rural (H.E.R.)

Ce service s'occupe de l'hydraulique agricole et pastorale. Il devait réaliser au cours du plan-cadre des investissements d'un coût total de 470 millions CFA répartis comme suit :

- Etudes : 364 millions F/CFA
- Travaux : 106 millions CFA

Les investissements effectivement réalisés ont été de 177 millions CFA, soit un taux de réalisation par rapport aux prévisions de 38%

4 - La direction du développement rural

Cette direction avait élaboré des projets destinés au développement de l'agriculture. Ces projets avaient un coût de 180 millions F/CFA (11). Le plus important de ces projets était l'opération désinfection des semences d'un coût de 115 millions F/CFA. Les réalisations vont dépasser les prévisions: 263 millions F/CFA d'investissements, soit un taux de réalisation de 146% par rapport aux prévisions. Ce fort taux s'explique par le fait que tous les projets prévus ont été réalisés. En outre certains de ces projets avaient été sous-évalués.

5 - Le plan forestier - La pisciculture

Les prévisions d'investissements de ce plan s'élevaient à 190 millions F/CFA répartis entre trois projets dont le plus important était le plan (11) Il s'agit des prévisions.

Anacardier qui devait coûter 175 millions F/CFA.

Ce taux de réalisation du plan forestier est très faible: 13% correspondant à 25 millions F/CFA d'investissements. Le manque de financement explique ici encore la faiblesse de réalisation des opérations prévues.

6 - Les investissements pour le développement social

a) - la santé

La direction de la santé rurale devait réaliser des investissements d'un coût total de 1057 millions F/CFA. Ces investissements concernaient des constructions d'infrastructures sanitaires; leur équipement, l'achat de véhicules (ambulances notamment). Parmi ces projets, la construction de deux hôpitaux et de formations sanitaires était le plus important, avec un coût total de 822 millions F/CFA, soit 78% du total.

Ont été effectivement réalisés au cours du plan-cadre des investissements dont le coût s'est élevé à 949 millions F/CFA. Soit un taux de réalisation satisfaisant de 90% par rapport aux prévisions du plan.

b) - Les Affaires sociales

Pour ce secteur, il avait été prévu 8 millions F/CFA d'investissements. Ils représentaient la construction de 4 centres sociaux en milieu rural. Mais ces constructions n'ont pas été effectives pendant la période du plan-cadre.

c - Investissements dans l'enseignement en milieu rural

Les prévisions d'investissements du plan s'élevaient à environ 1589 millions F/CFA. Il s'agit là d'un chiffre approximatif (ou plutôt minimum) car nous n'avons pas pu connaître le coût des investissements de l'enseignement primaire. Les investissements que nous avons pu recenser sont ceux concernant l'éducation rurale, celle qui avait pour objectif de former les jeunes agriculteurs. Les projets les plus importants sont la construction de centres d'éducation rurale (C.E.R.) en dur (732 millions CFA), l'équipement des anciens élèves (159 millions F/CFA), les circonscriptions d'éducation rurale (117 millions F/CFA). Nous avons rattaché à l'enseignement en milieu rural, la construction du centre agricole polyvalent de Matourkou d'un coût total de 283 millions F/CFA. Les réalisations du plan en matière d'éducation en milieu rural s'élèvent à 1109 millions F/CFA. Soit un taux de réalisation de 70% par rapport aux prévisions. Ce taux appréciable est, en réalité, peu significatif. Dans les prévisions le coût du C.A.P. de Matourkou avait été sous-évalué. Son coût réel est

de 432 millions F/CFA, au lieu de 283 millions F/CFA.

7 - Investissements pour le développement du tourisme

pendant le plan-cadre 89 millions F/CFA avaient été prévus pour le développement du site touristique de Arly. Ont été effectivement réalisés des investissements d'un coût de 90 millions F/CFA. Ce taux de réalisation (100%) est trompeur. L'hotel et le campement de Arly avaient été sous-évalués. En outre, il avait été prévu d'acheter des véhicules pour la surveillance du parc de Arly. Cela n'a pas été fait.

8 - Le commerce

Il ne s'agit ici de nous intéresser à tout ce qui a été investi aussi bien par l'Etat que par les particuliers. Ne sont pris en compte que les investissements publics, prévus par l'Etat, le commerce privé étant difficile à contrôler. Dans le plan-cadre, il avait été prévu d'investir 8 millions F/CFA pour la construction de magasins de vente en milieu rural. Ils ont été tous construits, mais à un coût inférieur de 6 millions F/CFA.

9 - Les industries de transformation en milieu rural

Les prévisions d'investissements dans ce secteur s'élevaient à plus de 100 millions F/CFA. Elles portaient sur la mise en place du complexe agro-industriel de Bérégadougou dans la Conoé, et sur la construction d'une fabrique de carreaux de sol à Niara dans le Houet. Celui-ci n'a pu être matérialisé. Le projet de Bérégadougou connaît un retard dans le démarrage, si bien que seule 355 millions F/CFA ont été effectivement investis.

.../...

TABIEAU N°14 : RECAPITULATION DES INVESTISSEMENTS EN MILIEU RURAL
PENDANT LE PLAN - CADRE

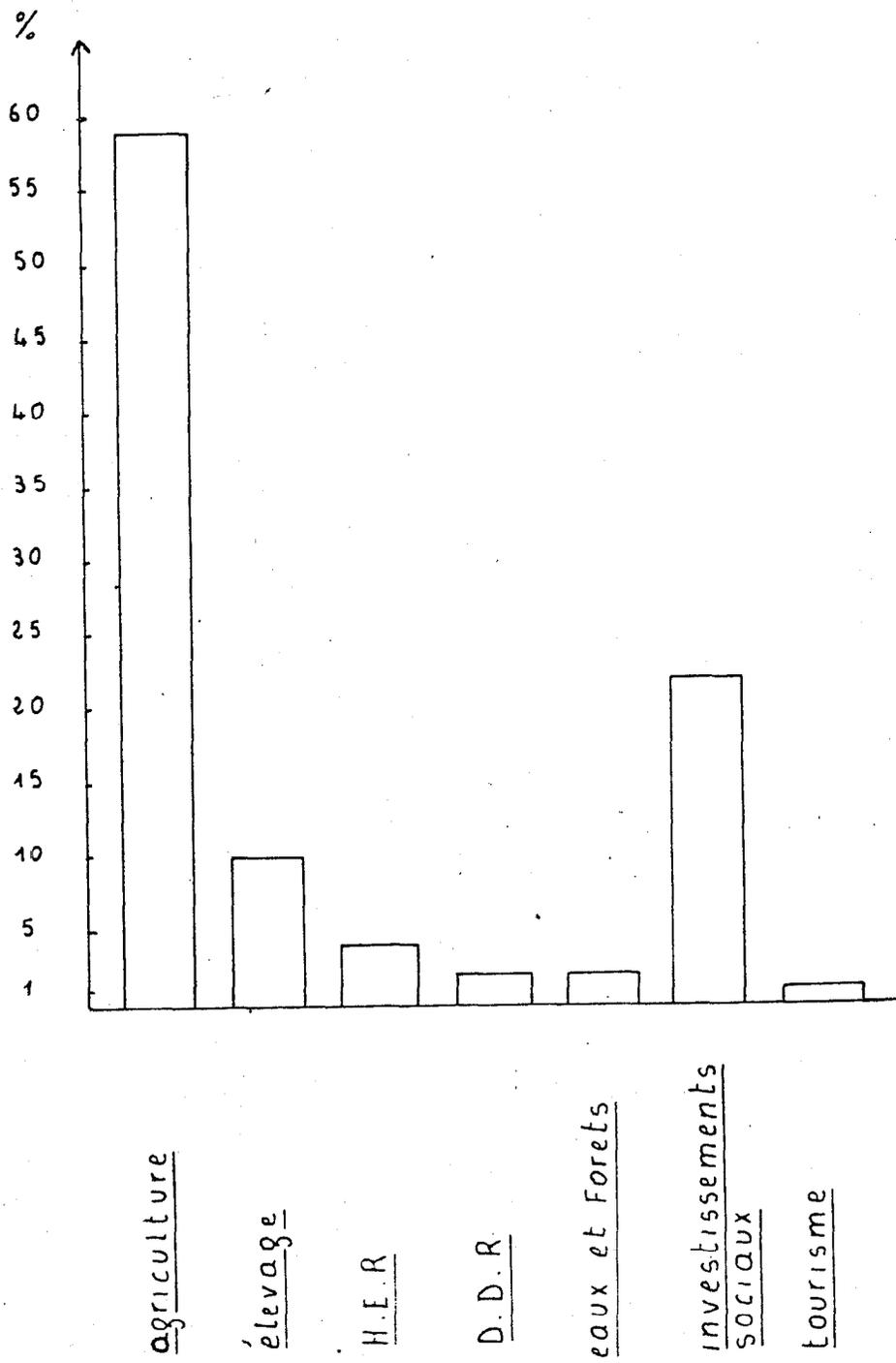
SECTEURS	PREVISIONS	REALISATIONS
- Agriculture	7 042	n. d (1)
- Elevage	1 230	265,9
- H.E.R	470	177
- Direction de développement rural	180	263
- plan forestier	190	25
- Développement social	2 654	2 058
- Tourisme	89	90
- Commerce	8	6
- Industries	1 000	355
- TOTAL	12 901	3 239,9

Au total, les prévisions d'investissements du plan-cadre 1967-1970 pour le milieu rural s'élevaient à 12 901 millions F/CFA(12). Cela représente 38% des investissements de l'ensemble du plan-cadre. Le milieu rural ne semble pas défavorisé, au regard du montant des investissements qui lui sont destinés. Mettons ces investissements en rapport avec la population bénéficiaire, la population rurale^{En} 1966, la population rurale de la Haute-volta était de 2 275 746 habitants. Ainsi le plan-cadre prévoyait d'investir 3017 F/CFA pour chaque habitant du milieu rural, soit encore 754 F/CFA par personne et par an. Un tel niveau d'investissements est dérisoire et ne permet pas aux ruraux de tirer profit de leurs activités. Mais qu'en est-il du milieu urbain ?

(12) chiffre approximatif, tous les projets n'ont pas été pris en compte, ceux de l'enseignement primaire notamment.

PROJETS D'INVESTISSEMENTS EN MILIEU RURAL PAR LE PLAN-CADRE REPARTITION SECTORIELLE

Fig. 8



II - Les investissements en milieu urbain

Il s'agit ici d'inventarier tous les investissements prévus par le plan - cadre et qui devaient être réalisés dans les centres urbains du Burkina. Cela nous permettra la comparaison avec les investissements ruraux; pour faciliter la compréhension, nous avons classé les investissements en quatre groupes : industries et services, infrastructures économiques, développement social et des ressources humaines, et les moyens de l'information.

A - Les données globales

Les prévisions d'investissements du plan-cadre dans les centres urbains s'élevaient à 8323 millions/F.CFA. L'obtention de ce chiffre a été possible en parcourant de long en large tout le document intitulé plan-cadre 1967-1970 et en retenant ça et là tout ce qui avait été prévu pour les centres urbains comme précédemment souligné, nous avons regroupé ces investissements en grands secteurs.

1 - Industries et services

Dans ce secteur, les prévisions d'investissements s'élevaient à 3714 millions F/CFA. Ceci représente 45% de l'ensemble des investissements en milieu urbain. Ce pourcentage montre que dans les villes burkinabè le secteur industries et services occupe une grande place. Le plan-cadre avait accordé une importance particulière aux industries de transformation, celles-ci devaient bénéficier de 3460 millions F/CFA d'investissements, soit 93% des investissements de ce secteur. Le reste des investissements se répartissaient entre les sous-secteurs de l'énergie (124 millions F/CFA), du commerce (99 millions F/CFA) du transport (28 millions F/CFA) et du tourisme (3 millions F/CFA).

Le sous-secteur du tourisme était le plus défavorisé, 0,06% des investissements de ce secteur.

Les projets effectivement réalisés pendant ce plan s'élevaient à 3001 millions F/CFA. Notons que des projets non prévus par le plan (au moment de l'élaboration du plan) ont été exécutés et pris en compte dans le bilan. De ce fait, un taux de réalisation par rapport aux prévisions ne serait pas très exact. Quoi qu'il en soit, les industries ont bénéf-

ficié de plus d'investissements, 2575 millions F/CEA. ce qui représente 86% des investissements effectivement réalisés dans ce secteur. Dans le tableau qui suit, sont consignés les projets prévus et exécutés au cours de ce plan.

INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR INDUSTRIES SERVICES PREVISIONS ET REALI-
SATION

DESIGNATION	PREVISIONS	REALISATION
- Industries de transformation	3 660	2 575
- Energie	124	224
- Commerce	99	112
- Transport	28	77
- Tourisme	3	8
- TOTAL	3 714	3 001

sources : D'après ¹⁰ plan-cadre 1967-1970 et bilan du plan-cadre 1967-70

2 - LES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES

sont regroupés dans ce secteur les investissements concernant les domaines suivants : urbanisme et habitat urbain, postes et télécommunications, infrastructures aéronautiques, ferroviaires et routières réalisés ou à réaliser dans les centres urbains. Les prévisions d'investissements dans ce secteur s'élevaient à 2752 millions F/CEA pendant le plan-cadre. Le domaine de l'urbanisme et habitat urbain était favorisé avec avec 2199 millions F/CEA d'investissements, soit encore 80% des investissements de ce secteur. Les postes et télécommunications venaient en deuxième position avec des investissements d'un coût total de 413 millions F/CEA représentant 15% des investissements de ce secteur. Les infrastructures économiques et météorologiques devaient coûter 126 millions F/CEA. Il avait été prévu aussi la construction d'un laboratoire de bâtiments et travaux publics d'un coût total de 14 millions F/CEA, représentant seulement 0,5% du total de ce secteur.

Dès les années soixante la question de l'aménagement urbain et du logement dans les centres urbains était posée. puisque 2199 millions F/CEA

d'investissements avaient été prévus. Nous apercevons déjà l'orientation des investissements dans les secteurs urbains.

Dans la réalité, les investissements effectivement réalisés au cours de ce plan pour ce secteur se sont élevés à 2675 millions F/CEA, soit une réduction par rapport aux prévisions de 3%. Nous notons toujours la priorité accordée au domaine de l'urbanisme et habitat (1883 millions F/CEA d'investissements). Les infrastructures aéronautiques et météorologiques viennent en deuxième position avec 424 millions F/CEA d'investissements. Le laboratoire des bâtiments et des travaux publics a pu être réalisé mais un coût moindre, 13 millions F/CEA au lieu de 14 millions F/CEA. Il convient de souligner que des investissements non prévus par le plan (les projets hors plan) ont été réalisés. Des projets démarrés avant l'élaboration du plan-cadre dont la réalisation a pris fin pendant le plan ont aussi été pris en compte. De ce fait, il serait quelque peu inutile de calculer le taux de réalisation par rapport aux prévisions à partir des deux totaux que nous avons, à savoir 2752 pour les prévisions et 2675 pour les réalisations. Dans le tableau qui suit, sont consignés les projets prévus et réalisés dans ce secteur au cours du plan-cadre.

TABEAU 16 : INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES-PREVISIONS ET REALISATIONS AU

COURS DU PLAN - CADRE		
DESIGNATION	PREVISIONS (en millions FCEA)	REALISATIONS (en millions FCEA)
- Infrastructures routières (laboratoire des bâtiments et travaux publics)	14	13
- Infrastructures aéronauti- ques et météorologiques	126	424 (14)
- Infrastructures ferroviai- res	-	153 (13)
- postes et télécommunications	413	202
- urbanisme et habitat	2 199	1883
- TOTAL	2 752	2675

sources D'après plan-cadre 1967-70 et bilan du plan-cadre 1967-70

3- Investissements pour le développement social et des ressources humaines

Les investissements prévus par le plan-cadre pour le secteur du développement social et des ressources humaines s'élevaient à 1625 millions F/CFA environ, pour les centres urbains. Ce chiffre est sans doute un minimum, car nous n'avons pas pu connaître le coût des écoles primaires qui devaient être construites dans les centres urbains. Néanmoins nous avons pu recenser tous les autres investissements de ce secteur. Dans les prévisions l'enseignement secondaire général vient en tête avec 621 millions F/CFA d'investissements représentant 38% du total. L'enseignement technique et artisanal vient en deuxième position avec 379 millions CFA d'investissements correspondant à 23% des prévisions. La santé vient en troisième position avec 300 millions F/CFA d'investissements (dans les villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) ce qui correspond à 19% du total des prévisions d'investissements dans ce secteur. La formation et l'enseignement supérieur se partagent le reste des investissements, respectivement 221 et 104 millions F/CFA. Il apparaît clairement que dans le secteur social, les investissements sont orientés en priorité vers l'enseignement secondaire (général comme technique). Il convient de remarquer que le milieu rural n'a bénéficié au cours de ce plan d'aucun investissement dans l'enseignement secondaire. Tout était concentré dans les centres urbains. Était-ce à cause de la faiblesse du nombre des candidats à l'entrée en classe de sixième des lycées et collèges ? Ou bien y a-t-il d'autres raisons ? En tout cas le constat est fait.

Au moment du bilan du plan-cadre, les réalisations pour ce secteur s'élevaient à 992 millions F/CFA. Le domaine de la santé venait cette fois-ci en tête avec 302 millions F/CFA d'investissements, représentant 30,44 pour cent des réalisations. Le domaine de la formation était en deuxième position avec 282 millions F/CFA, soit 28,43% des réalisations de ce secteur. L'enseignement supérieur n'avait bénéficié que de 30 millions F/CFA correspondant à 3% des réalisations. Le tableau ci-après renferme le coût des investissements prévus et réalisés dans le secteur social.

TABLEAU N°17 - Investissements du secteur social au cours du plan-cadre

PREVISIONS ET REALISATIONS

<u>D O M A I N E S</u>	<u>PREVISIONS</u> <u>(en millions F/CF)</u>	<u>REALISATIONS</u> <u>(en millions F/CF)</u>
- Enseignement secondaire général	621	179
- Enseignement technique et artisanal	379	199
- Enseignement supérieur	104	30
- Formation	221	282
- Santé	300	302
- TOTAL	1 625	992

4. LES MOYENS DE L'INFORMATION

Il s'agit des investissements prévus ou réalisés pour accroître les capacités opérationnelles des médias. Ces investissements s'élevaient à 216 millions F/CF.

La radio-diffusion occupe l'essentiel de ces investissements : 184 millions F/CF, soit 85 % du total. Les 15 % restant représentant 32 millions F/CF étaient destinés à la presse écrite.

Les réalisations de ce secteur se sont élevées à quelques 32 millions F/CF. Le taux de réalisation par rapport aux prévisions est très faible, 15 %. Le manque de financement explique en grande partie cette situation. Mais d'autres raisons peuvent l'expliquer. Nous pensons surtout à la non perception par les autorités de l'importance de l'information dans le processus de développement d'un pays comme le Burkina. Notre pays, comme de nombreux pays africains, a une culture basée sur l'oralité. Les messages qu'on veut lui adresser doivent être transmis en priorité par la voix orale. C'est pourquoi dans ce secteur, 85 % des investissements étaient destinés à la radio-diffusion qui est la presse parlée, le moyen par excellence pour atteindre l'immense majorité de la population burkinabè largement analphabète.

CONCLUSION PARTIELLE

Nous l'avons déjà souligné, l'ensemble des centres urbains devaient bénéficier d'investissements d'un coût approximatif de 8 323 millions F/CF.

Ce coût est approximatif parce que nous n'avons pas pu distinguer les projets de l'enseignement primaire entre le milieu rural et le milieu urbain. Le secteur industries et services étaient le plus favorisé. Il devait bénéficier de 3714 millions F CFA d'investissements, représentant 45 % du total des prévisions en milieu urbain. A l'intérieur de ce secteur, les industries de transformation accaparaient 95 % des investissements (3460 millions F CFA). Cela témoigne de la volonté des autorités de développer les industries, qui, soulignons le sont un phénomène essentiellement urbain au Burkina Faso. Le secteur des infrastructures économiques vient en deuxième position dans les investissements urbains : 2752 millions F CFA prévus, soit 30 % du total. Dans ce secteur, l'urbanisme et l'habitat urbain occupent 80 % des investissements correspondant à 2199 millions F CFA. La question du logement était déjà au centre des préoccupations. Le secteur du développement social et des ressources humaines n'était pas négligé, il devait bénéficier de 1625 millions F CFA d'investissements. Enfin le secteur de l'information devait bénéficier de 216 millions F CFA représentant 2,3 % des prévisions. La radio-diffusion occupait l'essentiel de ces investissements, 85 %.

Au moment de l'élaboration du bilan du plan-cadre, il est ressorti que les investissements effectivement réalisés avaient coûté 7 055 millions F CFA, soit un taux de réalisation de 75,67 % par rapport aux prévisions. En somme, en milieu urbain, la priorité est accordée aux industries de transformation, sans doute parce qu'elles sont plus rentables, parce qu'elles créent des emplois. Le secteur de l'information bénéficie d'investissements moindres. C'est du moins la constatation à laquelle nous aboutissons. Une telle orientation des investissements ne va pas sans poser des difficultés. D'abord il n'est pas exact de penser que le secteur de l'information n'est pas productif. C'est un moyen par lequel, on peut amener les populations à être plus productives. Bien que installée en milieu urbain la radio diffusion touche les populations rurales. En faisant des émissions portant sur l'agriculture, la santé, l'hygiène, ces populations en bénéficient, ce qui peut contribuer à améliorer les productions agricoles. C'est donc une grosse erreur que de négliger ce secteur.

Il en est de même pour les autres secteurs dits sociaux. L'autre remarque que nous voulons faire sur cette orientation des investissements porte sur les industries. Pour que celles-ci soient rentables, il faut que la production soit importante. Ce qui ne serait possible sans une forte demande. Or l'essentiel de la population burkinabè est rurale, vit de l'agriculture. Il faut donc mettre l'accent sur l'augmentation du pouvoir d'achat de ces populations en premier lieu, sinon les industries qui seront créées ne fonctionneront pas à plein régime. Et les effets escomptés ne seront jamais atteints, à savoir la création d'emplois.

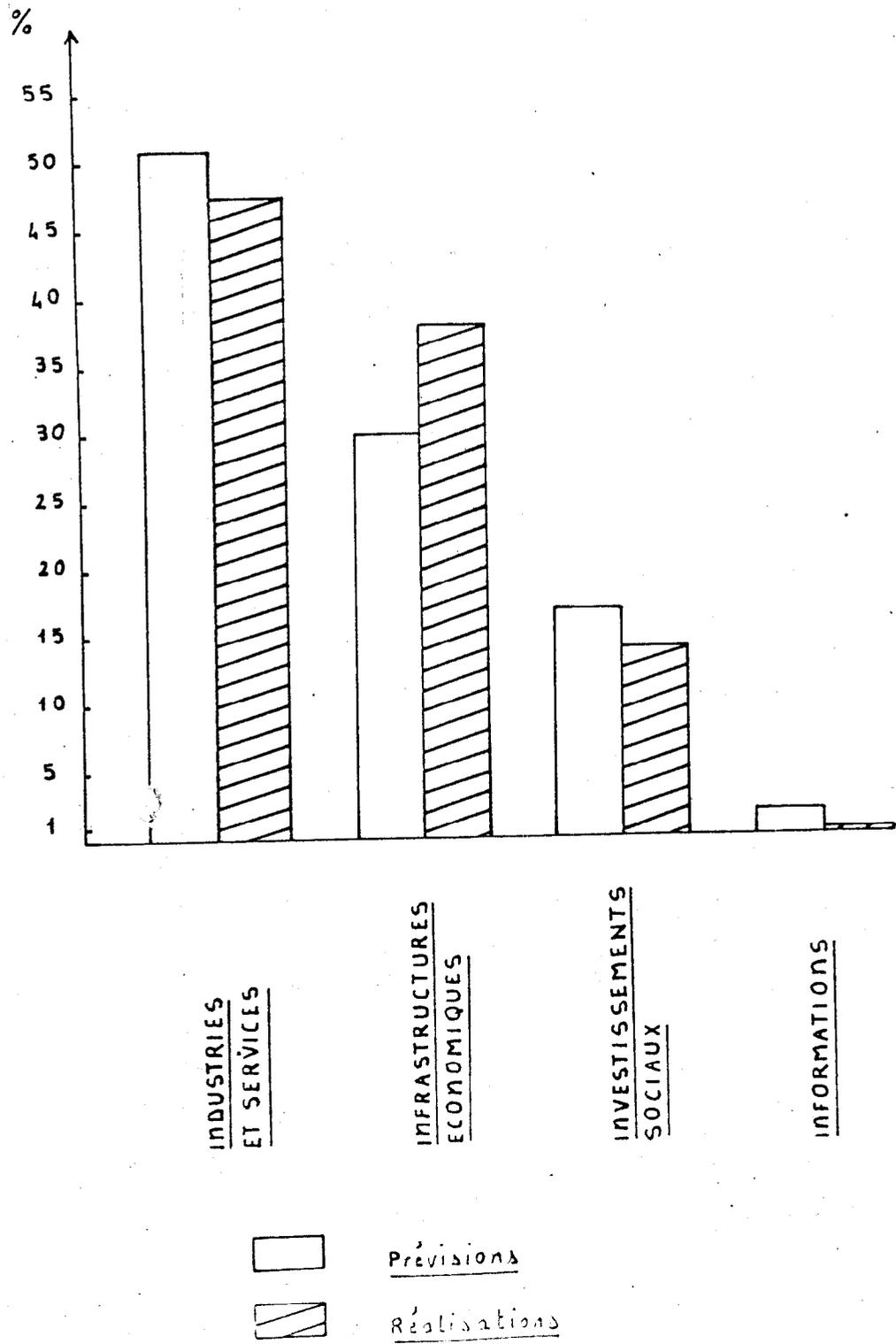
Mai quelle est la part d'investissements pour chaque citoyen ?

En 1966 la population urbaine était évaluée à 175 273 personnes (source plan-cadre). La population des petites villes (certes sémi-urbains) était évaluée à 300 000 personnes (15). L'ensemble de la population urbaine et sémi-urbaine s'élevait approximativement à 473 273 habitants. Les prévisions d'investissements du plan-cadre dans ces centres s'élevaient à 9 323 millions F/CFA. Le milieu urbain, avec 8 223 millions F/CFA d'investissements, accaparaient ainsi 25% de l'ensemble des investissements prévus par le plan-cadre. Rappelons que le montant global de ce plan était de 33 576 millions F/CFA, soit 38% de total. En faisant la somme des investissements ruraux et urbains que nous avons inventariés, nous obtenons un total de 21 224 millions F/CFA différent du montant global du plan. Cette différence est due au fait que nous n'avons pas pu considérer l'ensemble des projets appartenant à l'un ou l'autre milieu; en outre les grands projets d'intérêt national, notamment les constructions de routes, n'ont pas été pris en compte. Chaque citoyen devait bénéficier de 17 586 F/CFA, soit encore 4 397 F/CFA par citoyen et par an, contre 754 F/CFA par rural et par an. Chaque citoyen bénéficiait d'investissements 14 fois supérieurs à l'habitant du milieu rural. Le partage est inégal entre le milieu urbain et le milieu rural. Les effets négatifs d'une telle situation sont évidents et seront analysés tout au long de notre mémoire. La répartition entre les villes fait apparaître un autre déséquilibre. Nous étudierons dans les pages qui suivent les investissements dans les quatre principaux centres urbains que sont Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Zoudougou et Banfora constituant la primatie urbaine burkinabè.

(15) estimation personnelle à partir de chiffres de 1975 et de 1960-61

INVESTISSEMENTS DU PLAN - CADRE EN MILIEU URBAIN : PREVISIONS ET REALISATIONS

Fig. 9



B - Etude de cas : Les investissements dans la primatie urbaine

Nous allons, dans cette partie, inventarier et analyser les différents investissements prévus et réalisés dans les quatre centres urbains qui forment la primatie urbaine burkinabè : Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou et Banfora.

1 - Les investissements dans la capitale politique, Ouagadougou

Il n'est pas possible de faire un inventaire exhaustif de ces investissements. En effet il n'est pas toujours précisé dans le plan-cadre le lieu de réalisation de certains investissements. Lorsque le cas se présente, nous procédons à des enquêtes pour le savoir; mais très souvent nos interlocuteurs sont dans l'incapacité de nous satisfaire. Dans certains cas, nous nous basons sur nos propres connaissances pour localiser des investissements. Heureusement que de tels cas ne sont pas fréquents, mais il existent et il convient de la noter et de souligner la marge d'erreur que cela peut comporter, même si cette marge est par ailleurs minime. Cette remarque est valable pour les autres centres. Les prévisions d'investissements à Ouaga s'élevaient à 3 460 millions F/CFA.

A - Le secteur des industries et services

La ville de Ouagadougou devait recevoir des investissements d'un coût global de 1468 millions F/CFA dans ce secteur. Les industries de transformation avaient la priorité, avec 1045 millions F/CFA, soit 71% des investissements de ce secteur.

Le commerce venait en deuxième position, avec 210 millions F/CFA représentant 14% du total. L'artisanat disposait de 160 millions F/CFA, soit 11% du total. Le domaine de l'énergie se voyait attribuer 50 millions F/CFA correspondant à 3% du total. Le tourisme se contentait de 0,2% du total des investissements prévus dans ce secteur pour la ville de Ouagadougou, la répartition sectorielle de ces investissements est parallèle à celle plus globale de l'ensemble des centres urbains que nous avons étudiée plus haut. C'est comme si parler des investissements urbains dans le secteur industries et services, équivalait à se contenter de la ville de Ouagadougou.

Les investissements qui ont été effectivement réalisés au cours du plan ont coûté 693 millions F/CFA, soit un taux de réalisation de 47,21% par rapport aux prévisions. Les industries venaient en tête, soit avec seulement 277 millions F/CFA d'investissements réalisés. Dans le tableau ci-après sont consignés les investissements prévus et réalisés dans la ville de Ouagadougou au cours du plan-cadre.

TABLEAU - N°18 : INDUSTRIES ET SERVICES / OULAGADOUGOU: PREVISIONS ET

REALISATIONS DU PLAN -CADRE.		
Opérations des projets	prévisions	Réalizations:
Energie	50	129
- Entreposage de carburant	20	11
- Remplacement de l'ancien réseau électrique (15 000 volts au lieu de 5 500)	30	118
Industries de transformation	1 045	277
- volbriceram (briqueterie)	13	13
- sonico (allumettes)	35	35
- Bata (chaussures)	78	180
- SVPCE (peinture)	57	37
- Abattoir frigorifique	700	12
- Conserverie de viande	44	
- Laiterie	58	
- Compost (résidus urbains)	60	
Artisanat urbains	160	192
- Centre de formation féminine artisanale	105	105
- Centre de formation professionnelle autrichien	50	83
- Etude cité folklorique artisanale	5	4
Commerce	210	87
- Entrepôt SOVOICOM	111	
- Bureau direction SOVOICOM	15	
- Laboratoire analyse produits d'exportation	4	7
- Entrepôt gare de Ouagadougou	80	80
Tourisme	3	8
- Office du tourisme (équipement)	3	8
Total industries et services	1 468	693

b - Les infrastructures économiques

A ce titre, les prévisions d'investissements s'élevaient à 1 157 millions F/CFA. Ce domaine de l'urbanisme et de l'habitat bénéficiait de l'essentiel des investissements 940 millions F/CFA, soit 81% des investissements de ce secteur. Le domaine des postes et télécommunications venait en deuxième position avec 112 millions F/CFA représentant 10% des investissements de ce secteur. Ces infrastructures aéronautiques et météorologiques bénéficiaient de 90 millions F/CFA correspondant à 8% du total. Enfin les infrastructures routières (laboratoire des bâtiments et travaux publics) se contentaient de 14 millions F/CFA; soit 1% du total. Tout comme dans le secteur des industries et services, la répartition des investissements dans le secteur des infrastructures est semblable à celle que nous avons observée dans l'étude de centres urbains en général. Dans le domaine des infrastructures routières un seul projet : le laboratoire des bâtiments et travaux publics. Dans le domaine des infrastructures aéronautiques et météorologiques, un projet a retenu notre attention : l'étude du déplacement de l'aérodrome, d'un coût de 15 millions F/CFA. Ainsi depuis les années 1960 la nécessité du déplacement de l'aéroport de Ouagadougou avait été perçue, mais jusqu'à nos jours cet aéroport n'a pas été déplacé. Le danger qu'il représente aujourd'hui pour la sécurité de la ville est beaucoup plus grand que dans les années 1960. Un aéroport en plein centre urbain perturbe la quiétude des citoyens par le bruit causé par les gros avions. De plus en cas de catastrophe les dégâts seront très lourds, plus lourds que si l'aéroport se trouvait dans une zone vide. Le déplacement de l'aéroport supprimerait ces risques et permettrait le développement d'activités annexes: le transport surtout entre Ouagadougou et la nouvelle localité abritant l'aéroport.

Dans le domaine de l'urbanisme et de l'habitat, le projet le plus important était l'adduction d'eau au P.K/20 (barrage de Fumbila) qui devait nécessiter un financement de 695 millions F/CFA, soit 74% des investissements dans ce domaine. Les trois barrages de Ouagadougou ne pouvaient déjà plus assurer l'alimentation des "Ouagalais" en eau. D'où la construction de ce barrage à Fumbila.

Les investissements réalisés au cours de ce plan, au titre du secteur des infrastructures économiques, ont coûté 1082 millions F/CFA. Ont été pris en compte des opérations qui ont démarré avant 1967, et des opérations qui n'avaient pas été prévues par le plan en 1967. Le domaine

de l'urbanisme a bénéficié de plus d'investissements : 680 millions CFA soit 63% des réalisations. Le laboratoire des bâtiments et des travaux publics a pu être exécuté. Le barrage de Jombila fut effectif. Dans le tableau suivant sont consignés les différents projets prévus et coût) réalisés dans ce secteur pour la ville de Ouagadougou.

TABLEAU N°19 : Investissements prévus ou réalisés dans le secteur des infrastructures à Ouagadougou pendant le plan - cadre

Opérations ou projets	prévisions	Réalisations
<u>Infrastructure routières</u>	14	13
- Laboratoire des bâtiments et travaux publics	14	13
<u>Infrastructures aéronautiques et météorologiques</u>	90	158
- aménagement, aéroport de Ouaga	47	146
- station météo radiovent	12	12
- météo (bâtiments et logements)	16	-
- étude du déplacement de l'aérodrome	15	-
<u>postes et télécommunications</u>	113	23
- extension de la téléphonie locale	50	4
- extension de la centrale automatique	60	16
- téléx (équipements centraux)	3	3
<u>Infrastructures ferroviaires (bâtiments) urbanisme et habitat</u>	940	680
- études (schéma d'urbanisme, projet d'assainissement)	10	-
- adduction d'eau au pp-20	695	620
- extension du réseau de distribution d'eau	115	60

Investissements prévus ou réalisés dans le secteur des infrastructures économiques à Ouagadougou pendant le plan-cadre (suite)

Opérations ou projets	prévisions	Réalisations
<u>urbanisme et habitat (suite)</u>		
- assainissement	40	-
- divers	80	47
<u>projets non prévus</u>		55
- aménagements (ou niveau de la météo)	-	47
- bureau de poste de Memmin	1	8

0 - Investissements à Ouagadougou pour le développement social et des ressources humaines pendant le plan-cadre

Les prévisions d'investissements pour le développement social à Ouagadougou s'élevaient à 700 millions F.C.F.A. L'enseignement devait bénéficier de 362 millions F.C.F.A. soit 51% du total. L'essentiel des investissements de l'enseignement alliait dans l'enseignement technique: 204 millions F.C.F.A. correspondant à 56% des investissements pour l'enseignement. Le domaine de la formation se voyait attribuer 224 millions F.C.F.A., soit 31% des investissements du secteur social, constitués essentiellement par la construction de l'école des ingénieurs des travaux ruraux d'un coût de 214 millions F.C.F.A., enfin le domaine de la santé bénéficiait des 194 millions F.C.F.A. destinés à la réalisation d'infrastructures sanitaires, à leur équipement. D'une manière générale, les investissements étaient assez bien repartis entre les différentes composantes du secteur social, à savoir l'enseignement, la formation et la santé. Mais le domaine de l'enseignement était quelque peu favorisé (51% des investissements).

Les projets qui ont été effectivement réalisés au cours du plan cadre ont coûté 400 millions F.C.F.A. est compris dans ce total le coût d'investissement qui n'avaient pas été prévus par le plan. Les réalisations selon les 3 grands domaines sont les suivantes : la formation a bénéficié de 282 millions F.C.F.A., soit un taux de réalisation de 128% par rapport aux prévisions. L'école des I.M.P. a été construite, son coût avait été sous-évalué. La santé a bénéficié de 126 millions F.C.F.A. de réalisations, le taux de réalisation de 100% est trompeur car des projets non prévus ont été réalisés, tandis que des projets prévus ne l'ont pas été. L'enseignement a obtenu le plus faible taux de réalisation, 22% par rapport aux prévisions; le projet de promotion du lycée technique le plus important projet de ce domaine, n'a pu démarrer. Dans le tableau suivant sont consignés les investissements prévus ou réalisés dans ce secteur à Ouagadougou.

...

tableau n° 20 - investissements pour le secteur social à Guagadougou

prévisions et réalisations		
opérations ou projets	prévisions	réalisations
<u>enseignement</u>	362	20 (21)
- primaire (16)	19	23
- secondaire (CDDP (17)	15	16
- technique	224	11
- supérieur (étude et construction		
I.S.F.F (18)	104	4
<u>formation</u>	221	282 (21)
- école des I.T.R (19)	211	272
- centre d'éducation ouvrière	10	10
<u>santé</u>	125	126 (21)
- construction centre anti-tuber-		
culeux	25	25
- équipement centre anti-tubercu-		
leux	14	14
- étude architecture ministère		
de la santé	5	
- équipement pour éducation sani-		
taire	11	11
- dispensaire ophtalmologique	33	33
- maternité de Gounghin	15	
- dispensaire anti-tuberculeux	22	19
<u>projets non plan (hors prévus)</u>		
- étude, construction, contrôle,		
équipement de GURMS (20)		26
- étude de la création de l'école		
nationale de la santé		3
- rénovation hôpital de Guagadougou		15
* pavillon des post-opérés de Gua-		
gadougou		7
TOTAL	708	488

(16) coût de l'école pilote

(17) CDDP : centre de documentation et de perfectionnement professionnel

(18) ISFF institut supérieur de formation pédagogique

(19) I.T.R : ingénieurs des travaux ruraux

(20) GURMS : conseil africain et mauricien pour l'enseignement supérieur

(21) y compris projets hors plan.

d - le secteur de l'information

pour un meilleur fonctionnement des services de l'information, le plan-cadre avait prévu des investissements d'un coût total de 127 millions F/CFA. Ils étaient destinés à la radiodiffusion de Ouagadougou. A l'époque la presse écrite n'était pas développée. quatre projets avaient été retenus dont le plus important était le renforcement de l'émetteur de Radio - Ouaga qui devait coûter 80 millions F/CFA, soit 63% des investissements de ce secteur.

Les réalisations ont été médiocres, seulement 9 millions F/CFA pour l'équipement de la station de Ouaga. Les autres projets n'ont pu voir le jour, faute de financement, pourtant c'étaient des projets très importants. A titre d'exemple celui intitulé " groupe électrogène de secours" qui ne coûtait d'ailleurs que 11 millions F/CFA. Le tableau suivant renferme les différents projets prévus ou réalisés dans ce secteur pour la ville de Ouagadougou.

Tableau N° 21 : Les investissements pour le secteur de l'information à Ouagadougou : prévisions et réalisations

Opérations ou projets	prévisions	Réalisations
- équipement station de Ouaga	12	9
- troisième tranche maison radio-Ouagadougou	24	-
- groupe électrogène de secours	11	-
- renforcement émetteur radio-Ouagadougou	80	-
TOTAL	127	9

coûts en millions F/CFA

Au total, les prévisions d'investissements dans la ville de Ouagadougou durant les quatre années du plan-cadre s'élevaient à 5460 millions F/CFA pour l'ensemble des secteurs. Dans ces prévisions, le secteur des industries et services bénéficie de plus d'investissements : 1468 millions F/CFA, soit 27% du total. Dans ce secteur les industries de transformation sont privilégiées : 1045 millions F/CFA représentant 71% des investissements de ce secteur, ou encore 30% de l'ensemble des investissements prévus pour la ville de Ouagadougou. Toujours dans les prévisions, les infrastructures économiques occupent une place de choix : 1157 millions F/CFA, soit 33% de l'ensemble des investissements. L'urbanisme et l'habitat ^{accaparent} 281% des investissements de ce secteur.

Ces chiffres et pourcentage indiquent d'une part la fonction industrielle de la ville de Ouagadougou, et d'autre part les dépenses énormes suscitées par la croissance de la ville.

Les investissements qui ont effectivement vu le jour pendant cette période ont coûté 2272 millions F/CFA. Parmi ces réalisations, figurent des opérations qui n'avaient pas été prévues par le plan. Le taux de réalisation par rapport aux prévisions a été de 66%.

En 1970 la capitale politique de la Haute-Volta abritait quelques 100 milles personnes. Chaque Ouagalais devait donc jouir de 34 600 F/CFA d'investissements, chiffre minimum, mais supérieur à la moyenne des investissements par citadin, sans distinction de lieu de résidence. Cette moyenne, rappelons-le est de 17 586 F/CFA. En comparaison avec le milieu rural, l'état est encore plus grand 34 600 F/CFA pour le Ouagalais, contre 3017 F/CFA pour l'habitant du milieu rural. L'habitant de Ouaga bénéficiait donc de 11 fois plus d'investissements que le rural.

Tableau récapitulatif des investissements prévus et réalisés à Ouagadougou durant le plan - cadre 1967-1970

TABEAU N°22

projets ou opérations	prévisions	Réalisations
INDUSTRIES ET SERVICES	1 468	693
- énergie	50	129
- industries de transformation	1 045	277
- artisanat	160	192
- commerce	210	87
- tourisme	3	8
INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	1 157	1 082
- infrastructures routières	14	13
- infrastructures ferroviaires	0	153
- infrastructures aéronautiques et météorologiques	90	205
- postes et télécommunications	113	31
- urbanisme et habitat	940	680
INVESTISSEMENTS SOCIAUX	708	488
- enseignement	362	80
- formation	221	282
- santé	125	126
MOYENS DE L'INFORMATION	127	9
- Radio-diffusion	127	9
TOTAL	3 460	2 272

coût en millions F CFA

2 - Les investissements dans la capitale économique, Bobo-Dioulasso

A l'instar de la capitale politique, Ouagadougou, la capitale économique, Bobo-Dioulasso devait bénéficier de nombreux investissements dans les différents secteurs. Ils s'élevaient à 1521 millions F/CFA.

a - Le secteur des industries et services

Les investissements prévus par le plan-cadre dans la ville de Bobo-Dioulasso s'élevaient à 711 millions F/CFA, pour ce secteur. Ils étaient répartis entre deux sous-secteurs : celui de l'énergie devait jouir de seulement 6 millions F/CFA, tandis que les industries devaient bénéficier de 705 millions F/CFA, soit 99% des investissements de ce secteur.

Dans le sous-secteur de l'énergie, un seul projet avait été retenu, l'entreposage de carburant. Dans le sous-secteur des industries, cinq projets avaient été élaborés, dont le plus important - du point de vue financement - était la construction de la société voltaïque des corps gras (huilerie - savonnerie) d'un coût total de 340 millions F/CFA. Le deuxième projet (en importance) était celui intitulé "conserverie légumes et fruits" d'un coût total de 163 millions F/CFA. Un projet très important par son objectif a retenu notre attention : l'usine de transformation des résidus urbains. Les produits ainsi obtenus devaient servir d'engrais pour la fertilisation des sols. Ce projet ne sera malheureusement pas exécuté malgré son coût assez modeste : 60 millions F/CFA. Les projets effectivement exécutés pendant les quatre années du plan-cadre ont atteint un montant de 140 millions F/CFA. Le taux de réalisation, 20%, est très faible par rapport aux prévisions. Certains projets ont démarré tard, faute de financement. Les plus importantes réalisations ont été les suivantes ; l'entreposage de carburant a pu être réalisé, et n'a coûté que 3 millions F/CFA, contre 6 millions de prévus. Dans le domaine des industries, le projet le plus important, en financement, est celui de la manufacture voltaïque de cigarettes qui a coûté 83 millions F/CFA, soit 95% du total des réalisations de ce secteur. Le projet portant sur l'usine de fabrication d'huile et de savons a démarré tardivement, seulement 14 millions F/CFA sur les 340 millions F/CFA prévus ont été investis au cours du plan-cadre. Les différents projets prévus et réalisés sont consignés dans le tableau suivant .

TABLEAU - N°25 :

INDUSTRIES ET SERVICES : PREVISIONS ET REALISATIONS A BOBO-DIOULASSO

<u>PENDANT LE PLAN - CADRE</u>			
<u>Opérations ou projets</u>	<u>prévisions</u>	<u>Réalisations</u>	
<u>Energie</u>			
- entreposage de carburant	6	3	
<u>Industries de transformation</u>			
- MAVOCI (cigarettes)	100	83	
- S.V.C.G. (huilerie, savonnerie)	340	14	
- conserverie légumes et fruits	163	10	
- laiterie	42	-	
- usine de transformation résidus	60	-	
- extension BR'VOLTA	-	30	
- TOTAL	711	140	

coûts en millions F/CFA

b - Les infrastructures économiques

Dans ce secteur, les prévisions d'investissements s'élevaient à 437 millions F/CFA répartis comme suit : les infrastructures aéronautiques devaient bénéficier de 36 millions F/CFA, soit seulement 8% des investissements de ce secteur. Les postes et télécommunications devaient recevoir 49 millions F/CFA représentant 11% du total. Le domaine de l'urbanisme et de l'habitat accaparait 81% des investissements de ce secteur, soit exactement 352 millions F/CFA. Tout comme à Ouagadougou, le sous-secteur de l'urbanisme et de l'habitat est prioritaire à Bobo-Dioulasso, même si c'est dans une proportion moindre : 940 millions F/CFA pour Ouagadougou contre 352 millions F/CFA pour Bobo-Dioulasso. En tout cas, les deux villes sont confrontées aux mêmes problèmes d'urbanisme, aménagement urbain) et d'habitats. Pour l'ensemble de ce secteur le projet portant sur les travaux d'aménagement urbain était le plus important : 366 millions F/CFA, soit 61% des investissements. Le deuxième projet (en importance) était la construction de la cité des professeurs d'un coût de 72 millions F/CFA. Les autres projets assez importants étaient l'extension de la téléphonie d'un coût de 39 millions F/CFA, et l'aménagement de l'aéroport de Bobo qui nécessitait 20 millions F/CFA.

Les projets réalisés dans ce secteur pour la ville de Bobo-Dioulasso ont été de 275 millions F/CFA au cours de plan. La tendance a changé dans les réalisations. Les infrastructures aéronautiques et météorologiques ont bénéficié de l'essentiel des réalisations, 205 millions F/CFA soit 75% du total. Il convient toutefois de signaler que des travaux étaient en cours avant 1967 et que des projets non prévus par le plan ont été réalisés. Le domaine des postes et télécommunications a bénéficié, au titre des réalisations, de 40 millions F/CFA. Le sous-secteur de l'urbanisme et de l'habitat, qui avait la priorité dans les prévisions n'a effectivement bénéficié que de 20 millions F/CFA, soit seulement 7% des réalisations. C'est sans doute le manque de financement qui explique ce faible taux de réalisation (6%). C'est peut être aussi le caractère peu urgent des problèmes d'urbanisme et d'habitat dans cette ville à l'époque qui explique ce faible taux.

Infrastructures économiques à Bobo - Dioulasso : prévisions et réalisations d'investissements pendant le plan-cadre

Opérations ou projets	prévisions	Réalisations
<u>Infrastructures aéronautiques et météorologiques</u>	36	205
- aménagement aéroport de Bobo	20	205
- météo (bâtiments et logements)	16	-
<u>postes et télécommunications</u>	49	40
- extension de la téléphonie	39	-
- équipement central automatique	10	40
<u>Urbanisme et habitat</u>	352	20
- études	16	10
- travaux d'aménagement urbain	266	-

(suite)

Opérations ou projets	prévisions	Réalisations
- cité de professeurs	72	-
- renforcement des berges de You (22)	-	10
- TOTAL	437	279

Coûts en millions F/CFA

c - Les investissements sociaux à Bobo-Dioulasso pendant le plan-cadre

Les prévisions d'investissements dans ce secteur s'élevaient à 338 millions F/CFA. L'enseignement était le sous-secteur le plus favorisé. Sans les investissements prévus pour la primaire, il venait en première position avec 174 millions F/CFA, soit 51% des prévisions de ce secteur. Le sous-secteur de la santé et de l'action sociale bénéficiait des 49% restant, représentant 164 millions F/CFA. Le projet le plus important appartenait au sous-secteur de l'enseignement secondaire. C'était l'étude et la réalisation du cours normal, d'un coût total de 154 millions F/CFA, soit 89% des prévisions d'investissements de ce sous-secteur, ou encore 46% des prévisions de l'ensemble du secteur social, mais ce projet ne sera exécuté jusqu'à nos jours d'ailleurs. Notons dès à présent que le plan quinquennal 1986-1990 a prévu lui aussi de construire une école de formation des enseignants du primaire à Bobo-Dioulasso (équivalent du cours normal). Après ce projet, celui de l'extension de l'hôpital de Bobo est le plus important. D'un coût prévisionnel de 113 millions F/CFA, ce projet sera entièrement exécuté. Les autres projets prévus étaient les suivants: construction d'une école primaire pilote, l'achat d'un transformateur pour l'hôpital, l'équipement de la maternité pédiatrique et l'aménagement de la maternité.

Les projets qui furent effectivement réalisés pendant ce plan ont été de 238 millions F/CFA, soit 100 millions F/CFA de moins que les prévisions. Mais là encore, il y a eu une inversion dans les tendances. La santé bénéficie de 216 millions F/CFA, soit 91% de l'ensemble des réalisations de ce secteur.

L'enseignement se contente de 22 millions F/CFA, l'important projet de construction du cours normal ayant été abandonné. Tous les projets prévus par la santé ont été réalisés (en ont connu un début de réalisation au moment de l'établissement du bilan). Cette situation témoigne de l'importance de la santé, de la nécessité des investissements qui avaient été prévus dans ce domaine; comme quoi, l'on peut se permettre de spéculer sur tout, sauf la santé, une nécessité vitale.

(22) Le Kou est un cours d'eau.

Tableau N° 25 : Investissements sociaux à Bobo-Dioulasso pendant le plan à cadre : prévisions et réalisations

Opérations ou projets	prévisions	Réalisations
<u>Enseignement primaire (22)</u>		
- Ecole pilote	20	18
<u>Enseignement secondaire</u>		
- étude et réalisation du cours normal	154	4
<u>santé</u>		
- Hôpital de Bobo (extension)	115	150
- Transformateur pour l'hôpital	6	5
- Equipement maternité pédiatre	28	10
- Aménagement maternité de Bobo	15	25
TOTAL	338	238

coûts en millions F/CFA

(22) non compris investissements pour la construction des classes et des logements.

d - Les moyens de l'information

D'un coût total de 35 millions F/CFA, les prévisions d'investissements du plan-cadre au profit du développement des moyens de l'information portaient sur la radio-diffusion de Bobo. Les projets retenus étaient au nombre de deux. Celui portant sur l'équipement de la station de Bobo, d'un coût total de 25 millions F/CFA, et de la deuxième tranche de la maison de la radio, d'un coût total de 10 millions F/CFA.

Les réalisations ont porté sur l'équipement de la station de Bobo et n'ont coûté que 11 millions F/CFA. Le taux de réalisation est donc très faible, 31% par rapport aux prévisions. Ce faible taux attire d'autant plus d'attention que le coût des prévisions n'était pas ^{élevé} seulement 35 millions F/CFA. Le secteur de l'information n'était pas favorisé, c'est le moins qu'on puisse dire.

Tableau N°26 : Les moyens de l'information à Bobo-Dioulasso : prévisions et réalisations d'investissements par le plan-cadre

Opérations ou projets	prévisions	Réalisations
- Equipement de station de Bobo	25	11
* Deuxième tranche maison Radio-Bobo-Dioulasso	10	
- TOTAL	35	11

Coûts en millions F/CFA

Au total, pour la ville de Bobo-Dioulasso, les prévisions d'investissements par le plan-cadre s'élevaient à un minimum de 1511 millions F/CFA. Soit un peu moins de la moitié des prévisions d'investissements à Ouagadougou : 3450 millions F/CFA. Dans ces prévisions, le secteur des industries et services est le plus favorisé avec 711 millions F/CFA, représentant 47% des prévisions. Dans ce secteur, les industries de transformation bénéficiaient de 99% des projets de ce secteur. Les infrastructures économiques, avec 437 millions F/CFA venaient en deuxième position; soit 29% des prévisions d'investissements pour la ville de Bobo-Dioulasso. Le secteur des investissements sociaux bénéficiait de 22% des investissements prévus, soit exactement 338 millions F/CFA. Enfin le secteur de l'information se contentait de 2% des prévisions d'investissements; soit 35 millions F/CFA. Au vu de ces différents pourcentages, il apparaît que dans les prévisions, l'accent était mis sur les investissements dits productifs à savoir les industries de transformation; mais les investissements

sociaux (santé, éducation) n'étaient pas négligés; 22% des prévisions. C'est le secteur de l'information qui était " le parent pauvre "; seulement 2% des prévisions.

Dans la réalisation des projets, une nouvelle tendance se dégage. L'accent sera plutôt mis sur le secteur des infrastructures économiques qui bénéficiera de 265 millions F/CFA, soit 41% des réalisations. Les investissements sociaux, grâce surtout au sous-secteur de la santé, occupent une bonne place 238 millions F/CFA, soit 36% des réalisations. Le secteur des industries et services ne bénéficiera effectivement que de 140 millions F/CFA, soit 21% des réalisations, alors que dans les prévisions ce secteur devait bénéficier de 47% des investissements. Enfin le secteur de l'information bénéficiera encore des "miettes"; 11 millions F/CFA, soit 2% des réalisations. Ainsi donc, dans les réalisations, tout a été mis en oeuvre pour concrétiser les projets de la santé; 216 millions F/CFA représentant 33% des réalisations dans la ville, alors que seulement 164 millions F/CFA avaient été prévus pour ce sous-secteur. Il n'y a pas toujours un parallèle entre ce qui est prévu et ce qui est réalisé. S'il est vrai qu'un plan de développement ne peut être réalisé à 100% il est aussi vrai que ce plan doit indiquer les grandes orientations du développement économique et social. Mais à partir des chiffres que nous avons, il apparaît que le plan-cadre ne remplit pas cette fonction. Sinon dans les réalisations, les différents secteurs devaient garder les mêmes proportions que dans les prévisions. Dans tous les cas, nous retiendrons que les investissements prévus s'élevaient à environ 1521 millions F/CFA. Le taux de réalisation est de 44 % par rapport aux prévisions.

... ..

TABLEAU N° 27 : récapitulatif des investissements prévus et réalisés à Bobo-pioullasso par le plan-cadre.

désignation	prévisions		réalisations	
	montant	%	montant	%
1 <u>Industries et services</u>	711	47	140	21
- énergie	6		3	
- industries	705		137	
2 <u>Infrastructures économiques</u>	437	29	265	41
- infrastructures aéronautiques et météorologiques	36		205	
- postes et télécommunications	49		40	
- urbanisme et habitat	352		20	
3 <u>Investissements sociaux</u>	338	22	238	36
- enseignement	174		22	
- santé	164		216	
4 <u>Moyens de l'information</u>	35	2	11	2
- radio-diffusion	35		11	
TOTAL	1 521	100 %	664	100 %

montants en millions F/CEA

En 1970, la capitale économique de la Haute-volta comptait 94 583 habitants. Chaque bobolais devait donc bénéficier de 16 081 F/CEA d'investissements inférieurs à ceux des ouagalais de 54%. La ville de Ouaga est donc privilégiée par rapport à Bobo-pioullasso, laquelle bénéficie d'investissements supérieurs à l'habitant du milieu rural 16 081 F/CEA contre 3017 F/CEA (5fois plus).

3 - Les investissements dans la ville de Koudougou par le plan-cadre

Koudougou est la troisième ville du Burkina. Au titre du plan-cadre, elle a bénéficié de nombreux investissements. Les prévisions s'élevaient à 1721 millions F/CEA.

.../...

A - dans le secteur des industries et services

Les investissements prévus dans cette ville au chapitre des industries et services s'élevaient à 1685 millions F/CFA. Le sous-secteur des industries de transformation bénéficiait de la quasi-totalité de ces investissements : 1660 millions F/CFA. Le sous-secteur du commerce se contentait de 25 millions F/CFA, destinés à la construction d'un entrepôt par la SOVOLCON (24). Dans le domaine des industries un gigantesque projet a été retenu; la création de l'unité industrielle la VOLTEX (tissage filature, impression), d'un coût total de 1500 millions F/CFA. Le projet à lui seul, correspond à l'ensemble des investissements que nous avons pu recenser pour la ville de Bobo-Dioulasso (1521 millions F/CFA prévus). Une autre usine devait être créée; égrenage de coton par la C.F.D.T. (25) d'un coût total de 160 millions F/CFA. La création de ces deux usines de transformation dans la ville de Bobo-Dioulasso n'est pas hasardeuse. Cette région est une grande productrice de coton. D'où la nécessité d'implanter des unités de transformation de ce produit agricole. C'est une bonne politique. Car elle permet le développement de la culture de coton, et partant, l'amélioration des revenus des paysans.

Les projets effectivement exécutés ont été de 1835 millions F/CFA, et ont concerné exclusivement les industries qui avaient été prévues. La construction de la VOLTEX a coûté 1250 millions F/CFA, contre 1500 millions F/CFA de prévus. La construction de l'usine d'égrenage de coton a coûté par contre plus qu'il avait été prévu. 485 millions F/CFA, contre 160 millions F/CFA. Ce taux de réalisation est de 109% par rapport aux prévisions. Ce taux montre que les réalisations ont dépassé les prévisions, mais tous les projets prévus n'ont pas été exécutés. C'est le cas de la construction de l'entrepôt de la SOVOLCON. Dans le tableau suivant, sont consignées les prévisions et les réalisations d'investissements.

(24) SOVOLCON : société voltaïque de commercialisation, devenue FASO-YAAR
(25) C.F.D.T. : compagnie française de développement de textile devenue SOFITEX.

(tableau suit) .../...

industries et services à Koudougou : prévisions et réalisations d'investissements pendant le plan-cadre.

TABLEAU N°28

projets ou opérations	prévisions	Réalisations
<u>industries de transformation</u>	1 660	1 835
- création VOLTEX (filature, tissage impression)	1 500	1 350
- C.F.D.T. (égrenage de coton)	160	485
<u>commerce</u>	25	-
- SOVOLCOM (entrepôt)	25	
TOTAL	1 685	1 835
	<u>coûts en millions F/CFA</u>	

b - Les infrastructures économiques

Les prévisions d'investissements s'élevaient à 36 millions F/CFA. L'urbanisme devait bénéficier de 29 millions F/CFA, soit 81% des prévisions de ce secteur dans cette ville. Les postes et télécommunications devaient bénéficier de 7 millions F/CFA, soit 19% des prévisions de ce secteur. Comparativement aux villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso, Koudougou ne bénéficiait pas d'importants investissements dans ce secteur. Les investissements de Koudougou représentant seulement 3% des prévisions d'investissements dans la capitale politique dans ce secteur. Ils représentent de même seulement 8% des investissements dans ce secteur à Bobo-Dioulasso. Les problèmes d'urbanisme et d'habitat, sont moins urgents en témoigne à Koudougou, expliquent la faiblesse des investissements dans ce secteur à Koudougou.

Les projets effectivement réalisés se sont élevés à environ 20 millions F/CFA. Ils ont concerné des travaux d'urbanisme. Le projet des postes et télécommunications n'a pas été réalisé, le taux de réalisation par rapport aux prévisions est de 56%. Le tableau suivant contient les prévisions et les réalisations dans la ville de Koudougou pour le secteur des infrastructures économiques.

TABLÉAU-29) Les infrastructures économiques à Koudougou : prévisions et réalisations d'investissements pendant le plan-cadre

projets ou opérations	prévisions	Réalisations
- postes et Télécommunications	7	-
- urbanisme	29	20
- TOTAL	36	20

coûts en millions F/CFA

Les autres investissements

pour ce qui est des investissements sociaux, les documents que nous avons pu consulter ne nous permettent pas de dire la part des investissements prévus ou même réalisés à Koudougou pendant le plan-cadre. Les investissements y sont mentionnés de façon globale, regroupant plusieurs centres urbains.

pour les moyens de l'information, aucun investissement n'avait été prévu pour cette ville. tout est concentré entre les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso.

Au total, les résultats de nos investissements nous permettent de dire que durant le plan-cadre, les investissements prévus pour la ville de Koudougou s'élevaient à un montant minimum de 1921 millions F/CFA.

Rappelons qu'en 1970, la population de la ville de Koudougou s'élevait à 42 566 habitants. Chaque citoyen de ce centre devait donc bénéficier de 40 431 F/CFA pendant le plan-cadre. Notons que ce chiffre est considérable, il dépasse même celui des Ouagalais. La construction de l'usine textile VOLMEX explique une telle situation. L'écart des investissements par tête entre Koudougou et le milieu rural est énorme. 40 431 F/CFA pour l'habitant de Koudougou contre 3017 F/CFA pour le rural burkinabè, soit encore 13 fois plus d'investissements pour la ville. La quasi totalité de ces prévisions était destinée au domaine industriel: 1660 millions F/CFA, soit 96% de l'ensemble. Les unités industrielles étaient

destinées à la transformation du coton, Koudougou étant la capitale du coton. Les réalisations monteront à 1855 millions F/CFA, presque entièrement investis dans les industries textiles: 1839 millions F/CFA, soit 93% de l'ensemble des réalisations dans la ville de Koudougou. Le taux de réalisation par rapport aux prévisions est exceptionnel: 108%. Les réalisations ont dépassées les prévisions. L'excellence de ce taux s'explique par la création de l'usine textile VOLTEX, devenue aujourd'hui FASO FANI, et par celle d'égrenage de coton, financée par la CFDT, et dont le coût avait été sous-évalué.

Tableau récapitulatif des investissements prévus et(ou) réalisés à Koudougou pendant le plan-cadre.

Tableau n° 30

Designation	prévisions	Réalisations
<u>industries et services</u>	1 685	1 835
- Industries	1 660	1 835
- Commerce	25	
<u>infrastructures économiques</u>	36	
- postes et télécommunications	7	
- urbanisme	29	20
- TOTAL	1 721	1 855

Coûts en millions F/CFA

4 - Les investissements dans la ville de Banfora par le plan-cadre

A l'instar des trois centres précédemment mentionnés, la capitale sucrière du Burkina a bénéficié d'investissements pendant le plan-cadre. Ceux-ci étaient répartis entre deux secteurs: celui des industries et services, et celui de l'enseignement. Leur montant total a été de 107 millions F/CFA. Rappelons que la ville de Banfora comptait quelques 10 000 habitants.

Le secteur des industries et services

La ville de Banfora ne bénéficiait pas au cours de ce plan d'investissements considérables dans ce secteur. Seuls 20 millions F/CFA avaient été prévus pour la construction d'un magasin de stockage pour la SOVOLCOM devenue aujourd'hui FASO-YAAR. Ce magasin ne fut pas construit.

par contre, un projet non prévu par le plan fut réalisé, il portait sur les grands moulins du Burkina (G.M.B.), et devait coûté 250 millions CFA. soulignons tout de même l'important projet de la SO SU HV. Il était certes implanté en milieu rural, à Bérégadougou, mais la ville de Panfora en tirera un grand profit. En effet la proximité de la ville de Panfora fut déterminante dans le choix du site du complexe agro-industriel sucrier de Bérégadougou. L'écoulement de la production (le sucre surtout) est facilitée par la présence du rail à Panfora. Des services importants sont installés dans cette ville, et permettent le bon fonctionnement de l'usine. Ainsi toute la région de Panfora connaîtra un essor remarquable du fait de l'implantation du complexe agro-industriel à Bérégadougou, distant de Panfora de quelques 30km.

b - l'enseignement

La construction d'un collège d'enseignement général avait été prévu. Ce projet s'élevait à 87 millions C/FA. Il sera exécuté pour un coût approximatif de 49 millions F/CFA.

Au total la ville de Panfora devait bénéficier de 107 millions F/CFA d'investissements portant sur les secteurs des services 20 millions F/CFA et l'enseignement - 87 millions F/CFA. Les deux autres secteurs, les infrastructures économiques et l'information ne devaient recevoir aucun investissement. Dans le tableau suivant sont consignés les différents projets prévus et (ou) exécutés dans la ville de Panfora pendant le plan cadre.

Chaque citadin de la ville de Panfora bénéficiait de 10 700 F/CFA pendant le plan-cadre 1967-1970, chiffre inférieur à la moyenne des investissements par citadin, tous centres confondus. La ville de Panfora était donc le "parent pauvre" parmi les quatre principaux centres urbains du Burkina. A titre de comparaison, le citadin de Moudougou devait bénéficier de 4 fois plus d'investissements que celui de Panfora. En revanche ce dernier bénéficiait tout de même d'investissements plus importants que l'habitant du milieu rural. L'écart est plus réduit entre Panfora et le milieu rural : 10 700 F/CFA contre 3 017, environ 3 fois plus d'investissements pour la ville. Il apparaît ainsi que la région de Panfora pendant le plan-cadre, on a assisté à une répartition assez équitable des investissements. La construction du complexe agro-industriel sucrier à Bérégadougou en est la preuve.

investissements dans la ville de Banfora pendant le plan-cadre
prévisions et réalisations

opérations ou projets	prévisions	réalisations
<u>industries et services</u>	20	250
- magasin de stockage (SOVOLOG)	20	-
- grands moulins voltaï- que (G.M.B)	-	250
<u>enseignement</u>	87	49
- construction du C.E.G	87	49
<u>Total</u>	107	299

coût en millions F/CFA

- (1) exécution 1970-71
(2) chiffre obtenu par déduction personnelle.

conclusions partielles

pendant le plan-cadre, des principaux centres urbains, la capitale politique Ouagadougou est celle qui bénéficiait de plus d'investissements sur les 6789 millions F/CFA d'investissements prévus, Ouagadougou prenait à elle seule 3460 millions F/CFA, soit 51% de l'ensemble. La ville de Koudougou venait en deuxième position avec 1721 millions F/CFA d'investissements prévus, correspondant à 25% du total. La construction de l'usine VOLTEX dans cette ville explique cette position. Bobo-Dioulasso devait bénéficier de 1511 millions F/CFA, soit 22% du total. La ville de Banfora devait se contenter de 107 millions F/CFA, soit seulement 2% des prévisions.

Le bilan du plan-cadre montre que la répartition des investissements entre les quatre principaux centres urbains s'est faite dans des proportions presque identiques à celles des prévisions 45% pour Ouagadougou 36% pour Koudougou, 13% pour Bobo-Dioulasso, et 6% pour Banfora.

Ainsi depuis les années soixante, il y avait une inégale répartition des investissements entre les centres urbains. La capitale politique était la plus favorisée. Le phénomène de mégalopolie date de cette période.

Le tableau suivant renferme le coût des investissements prévus et réalisés dans les quatre principaux centres urbains. En somme, pendant le plan cadre, les quatre principales villes du Burkina devaient bénéficier de plus de 6789 millions F/CFA d'investissements (ce sont les prévisions). En considérant les populations des différentes localités, concernées, nous constatons que le citoyen de Ouagadougou était le plus favorisé de tous les citoyens burkinabè (40 431 F/CFA). Il était suivi par le Ouagalais (34 500 F/CFA), puis suivaient le Bobolais (15 975 F/CFA) et le citoyen de Banfora (10 700 F/CFA).

La ville de Ouagadougou doit attirer notre attention, car entre le fait que le Ouagalais pris individuellement bénéficiait d'investissements substantiels (34 500 F/CFA), l'ensemble de la ville accaparait 51% des investissements destinés aux quatre grands centres (3460 millions F/CFA). Ces chiffres nous permettent de dire que la capitale politique du Burkina était la plus favorisée en matière d'investissements. Sa fonction de capitale politique explique cette situation, point que nous avons déjà souligné. Mais l'importance de l'écart des investissements entre ces principaux centres en général et le milieu rural est préoccupante.

Le tableau suivant renferme le coût des investissements prévus et réalisés. Le citoyen de Ouagadougou devait bénéficier de 15 fois plus d'investissements que le rural. Le Ouagalais jouissait de 12 fois plus d'investissements que le rural. Or si nous considérons le coût des investissements proprement dits (sans tenir compte des populations bénéficiaires) le milieu rural est le plus favorisé: 12 901 millions F/CFA, soit 38% du total des investissements du plan, contre 8329 millions F/CFA pour le milieu rural. Mais l'immensité de la population rurale annihile ce léger avantage, et place le milieu rural dans une position, une situation de pauvreté. Seulement 3017 F/CFA par rural contre 17 586 F/CFA pour l'habitant du milieu urbain. Sans parler des habitants, comme nous l'avons déjà souligné. Cette situation est-elle à mettre sur la rapidité avec laquelle ce plan a été conçu? L'étude de trois autres plans nous permettra de répondre à cette question. Les grands centres (3460 millions F/CFA). Ces chiffres nous permettent de dire que la capitale politique du Burkina était la plus favorisée en matière d'investissements. Sa fonction de capitale politique explique cette situation, point que nous avons déjà souligné. Mais l'importance de l'écart des investissements entre ces principaux centres en général et le milieu rural est préoccupante.

Tableau récapitulatif des investissements dans les quatre principaux centres urbains pendant le plan-cadre

TABLEAU N° 32

C E N T R E S	prévisions		réalisations		Investissements par citoyen/FCFA
	Montant	%	Montant	%	
	(26)		(26)		
<u>OHANGA-DOUNGOU</u>	<u>3460</u>	51	<u>2272</u>	45	<u>34 500</u>
- Industries et services	1468		693		
- Infrastructures économiques	1157		1082		
- Investissements sociaux	708		488		
- Moyens de l'information					
	117		9		
<u>BORO-DIOULASSO</u>	<u>1511</u>	22	<u>664</u>	13	<u>15 975</u>
- Industries et services	711	22	140		
- Infrastructures économiques					
	437		265		
- Investissements sociaux	338		238		
- Moyens de l'information	35		11		
<u>KOUNDOUNGOU</u>	<u>1721</u>	25	<u>1855</u>	36	<u>40 431</u>
- Industries et services	1685		1838		
- Infrastructures économiques	36		20		
- Investissements sociaux					
- Moyens de l'information					
<u>RANFOURA</u>	<u>107</u>	2	<u>654</u>	6	<u>10 700</u>
- Industries et services	1020		605		
- Investissements sociaux	87		49		
- Les 4 centres	6789	100	5 090	100	31 515
- Tous les centres urbains	8323		-		17 586

(26) en millions F.CFA

CHAPITRE III

LE PROJET DE PLAN - 1977 - 1981

Chapitre III : Le projet de plan 1977 -1981

Le document que nous avons le plus consulté pour cette étude est l'avant projet du troisième plan de développement économique et social. Cela signifie que les différents projets et leurs coûts ont pu être modifiés par la suite, notamment avant l'adoption du projet de plan. Nous n'avons pas pu trouver le plan proprement dit, pour la simple raison que le projet de plan n'a jamais été adopté. Les raisons sont purement d'ordre politique, car l'équipe gouvernementale sous laquelle l'avant projet et le projet ont été élaborés (27) n'existait plus en 1978 (28). La nouvelle équipe n'a donc pas adopté le projet de plan façonné sous le précédent régime. Cela s'entend, dans la mesure où un plan de développement renferme, un temps soit peu, les orientations politiques et économiques d'un régime politique. La planification est un acte politique, un engagement social et non pas un simple acte technico-économique. Il (le plan) est le résultat d'un rapport de force entre des groupes d'intérêts divergeants de la société (29).

seulement, les régimes qui existaient au moment de l'élaboration de ce plan avaient, vraisemblablement, les mêmes orientations économiques. En tout cas, il n'y avait pas de divergence fondamentale entre les deux régimes. On parlait, sous l'un ou l'autre régime, d'économie capitaliste, les moyens de production étaient toujours les mêmes.

En dépit de fait que cet avant projet de plan n'a jamais été adopté, il n'en demeure pas moins que des projets retenus par ce plan ont pu être exécutés.

En effet, en parcourant cet avant projet, nous découvrons des projets dont le financement était déjà assuré. Des enquêtes effectuées par nous dans certaines usines, nous ont permis de connaître leur date de création, incluse dans la période 1977-81

(27) il y avait un régime militaire au pouvoir depuis 1974. Il y restera jusqu'en 1978.

(28) En 1978, une deuxième tentative de régime parlementaire : c'est la troisième République qui gouverna jusqu'en 25 Novembre 1980.

(29) Ilboudo R. Ernest Revue CEDRES -N°925 Décembre 1988.

C'est donc dire que même si cet avant projet n'a pas été adopté en conseil des ministres, d'une manière générale les grands projets ont été réalisés. C'est la grande particularité de ce plan.

Mais étant donné que c'est l'avant - projet du plan que nous avons consulté et exploité, il va s'en dire que certains projets ont pu être exécutés après avoir subi quelques modifications : dans leur dimension, dans leur coût, dans la date d'exécution, dans le lieu de réalisation, ou dans la source de financement. Mais notre souci est de cerner les intentions des autorités, des planificateurs. Pour ce faire, un avant-projet de plan est aussi valable qu'un plan. Car même un plan n'est pas assuré d'être exécuté entièrement et sans modification. En d'autres termes, des modifications peuvent également toucher un plan qui a été adopté officiellement en conseil des ministres, ou ailleurs.

I - Les Investissements en milieu rural

1. L'agriculture

L'accroissement des rendements agricoles était l'un des objectifs du plan en vue de limiter la dépendance alimentaire du pays vis à vis de l'extérieur. Pour ce faire, l'identification des systèmes de production était nécessaire. De nombreux projets avaient été retenus par ce plan. Ils se répartissent en deux grandes catégories : les projets intégrés prévoyant sur une zone d'intervention précise, un ensemble d'actions agricoles en extra-agricoles, ces dernières étant considérées comme des préalables nécessaires (par exemple routes et pistes, puits et forages). Les projets sectoriels s'intéressent à un ou quelques aspects seulement du développement ou de la croissance du secteur rural (29). Nous allons distinguer les projets dont le financement était assuré de ceux dont le financement était incertain.

a - Les projets dont le financement était assuré

Ils étaient au nombre de trois, d'un coût total de 11277,75 millions F/CEA. C'étaient les suivants :

.../...

- le projet de développement agricole de la bougouriba; c'est ce projet de développement intégré d'un coût total de 2550 millions F.CFA environ. Près de 78% du financement de ce projet était assuré par l'I.D.A. (30)

- le projet de développement agricole de l'ouest-volta; encore appelé projet coton

II -, il visait le développement de la production cotonnière et céréalière dans les deux C.R.D. de la volta noire et des Hauts-Bassins. Le coût total de ce projet s'élevait à 4727,75 millions F/CFA. Le financement était assuré à plus de 80% par l'extérieur.

- le deuxième projet du fonds de développement rural (FDR -II). Il concernait le plateau mossi. Ce projet s'élevait à 4000 millions F/CFA, supportés à 92% par l'extérieur. Le gouvernement burkinabè déboursait 275 millions F/CFA.

d - Les projet dont le financement était incertain au cours de programmation.

sont regroupés ici divers projets agricoles : aménagements des plaines, opérations exécutées par des ONG (31), équipements d'exploitations, projets spécifiques aux divers services d'agriculture, rizeries, usines égrenage. Le coût total de l'ensemble de ces projets s'élève à 10 805 millions F/CFA. Tous ces projets devaient être financés par l'extérieur dont 38% par USAID (4063 millions F/CFA).

Au total les projets pour l'agriculture s'élevaient à 22 082,75 millions F/CFA

(29) Avant-projet du 3^e plan de développement économique et social

(30) I.D.A Association interne pour le développement

(31) O.N.G. organisme non gouvernementale.

Les objectifs généraux concernant l'élevage, étaient l'accroissement des productions et une organisation efficace de la commercialisation. Pour atteindre ces objectifs, de nombreux projets ont été mis sur pied, concernant les domaines suivants: étude, recherches, infrastructures, protection sanitaire, production et commercialisation.

Ces projets étaient répartis en deux catégories, ceux de la tranche ferme, prioritaires, à réaliser durant les cinq années du plan, et ceux de la "tranche optionnelle" dont la réalisation était moins urgente.

Les projets de la tranche ferme avaient un coût total de 15289 millions F/CFA, répartis de la manière suivante :

- études et formation : 623 millions F/CFA
- opérations : 14666 millions F/CFA

Ceux de la tranche optionnelle s'élevaient à 4432 millions F/CFA, répartis ainsi qu'il suit :

- Etude et formation : 404 millions F/CFA
- opérations : 4028 millions F/CFA

Au total, les investissements prévus par ce plan pour le secteur de l'élevage s'élevaient pour les deux tranches réunies, à 19721 millions F/CFA. Les projets qui étaient assurés d'être réalisés (tranche ferme) représentaient 78% du total, dont 96% consistaient en des opérations. Dans le tableau suivant, sont récapitulés les investissements prévus pour l'élevage.

Tableau N°22 ; investissements prévus pour le développement de l'élevage
(sous le plan 1977-81)

	Tranche ferme	Tranche opt.	Total
Etudes, formation	623	404	1027
Opérations	14 666	4 028	18 694
- TOTAL	15 289	4 432	19 721

Coûts en millions F/CFA

3. LES EAUX ET FORETS

pour ce secteur, trois objectifs avaient été fixés :

- La lutte contre la sécheresse, la production de bois, la protection des plans d'eau et des pâturages, des aménagements de forêts naturelles,
- Le maintien et le développement du patrimoine cynégétique (relatif à la chasse) ;
- Le développement du patrimoine piscicole et l'amélioration de son exploitation.

Trois objectifs "nobles" qui sont toujours d'actualité. Les projets élaborés pour atteindre ces objectifs étaient au nombre de treize :

- Neuf (9) en tranche ferme, d'un coût total de 2367 millions F CFA.
- Quatre (4) en tranche optionnelle d'un coût global de 503,9 millions F CFA.

Le plus important de ces projets est le "programme forestier" d'un coût total de 1070 millions F CFA, financé par le fonds d'aide et coopération (F.A.C). Le moins important (en financement) était "l'équipement de 40 pêcheurs dans la volta Noire" ; il devait coûter 9 millions F CFA, et était financé par le budget national.

L'ensemble des projets s'élevaient à 2870,9 millions F CFA (32), comme l'indique le tableau suivant.

TABLEAU N° 34 : projets d'investissements pour le secteur des eaux et forêts sous le plan 1977-1981

!	tranche ferme	!	2367	!
!	tranche optionnelle	!	503,9	!
!	TOTAL	!	2870,9	!

coûts en millions F CFA

(10) ... millions F CFA, comme il est mentionné dans l'avant-projet de plan, à la 77 ème page (erreur d'addition, sans doute).

(32) et non 1915,9 millions F/CFA, comme il est mentionné dans l'avant-projet de plan, à la 77 ème page (erreur d'addition, sans doute).

4. L'HYDRAULIQUE ET L'EQUIPEMENT RURAL

pour ce secteur, deux objectifs avaient été fixés. D'abord, mettre à la disposition des hommes et des animaux de l'eau en qualité et en quantité suffisante ; ensuite, maîtriser l'eau pour le développement des cultures irriguées.

pour atteindre ces objectifs, quarante (40) projets ont été élaborés. Leur coût total s'élevait à 20087 millions F CFA, ^{289,9 millions F/CFA} étaient financés par le budget national, soit 1,4 % du financement total.

Il convient de noter que certains projets comptabilisés ici, l'avaient déjà été dans le secteur "agriculture". C'est le cas des aménagements en aval de barrages, financés par le P.D.R II.

Le programme d'hydraulique villageoise d'un coût total de 5190 millions F CFA représentait 26 % de l'ensemble des projets de ce secteur. Il était financé entièrement par l'extérieur (33). Un autre projet non moins important qui a retenu notre attention par l'importance de son coût est l'exécution de 20 barrages en terre, d'un coût total de 3755 millions F CFA. La mise en valeur de la plaine de Niéna est le troisième projet important ; il devait coûter 2500 millions F CFA dont 1000 millions F CFA étaient financés par l'USAID.

5. INVESTISSEMENTS PREVUS POUR L'AUTORITE DES AMENAGEMENTS DES VOLTAS

Créée par ordonnance N° 74/61/PRES du 5 septembre 1974, l'A.V.V. est chargée d'entreprendre des actions de mise en valeur des vallées des voltas libérées de l'onchocercose. Ces actions sont intégrées, allant des opérations agricoles à la mise en place d'infrastructures économiques et sociales. La zone d'intervention de l'A.V.V. s'étalait sur 20 400 km². Le programme prévoyait l'installation de 600 000 migrants repartis comme suit : 250 000 personnes en aménagements en culture sèche, 350 000 personnes en aménagements hydroagricoles. Les projets d'investissements avaient un coût total de 14052,1 millions F CFA. Ils étaient répartis entre les grandes rubriques suivantes :

- Etudes : 1656,4 millions F CFA
- Opérations d'installation : 6608 millions F CFA
- Fonctionnement des services : 1307,4 millions F CFA
- Equipement complémentaire : 543 millions F CFA

(33) USAID-FED : environ 1200 millions F CFA.

REA, FDR, BAD : acquis, ou en cours.

- opérations à portée générale et assistance technique : 3937,3 millions F CFA.

L'installation des migrants était au centre des préoccupations des autorités, en témoigne le fort taux des investissements pour la rubrique "opérations d'installation" : 47 % de l'ensemble.

Au total, les projets d'investissements en milieu rural par ce troisième plan de développement s'élevaient à 78813,75 millions F CFA pour les deux tranches réunies, en ce qui concerne les secteurs de production et d'appui à la production. Ces investissements étaient assez bien repartis entre les cinq grands secteurs. Cependant le secteur de l'agriculture était quelque peu plus favorisé, 28 %. Le secteur des eaux et forêts était le moins favorisé avec 4 %, comme l'indique le tableau suivant :

TABIEAU N° 35 projets d'investissements dans les secteurs de production et de soutien à la production en milieu rural

Coût en millions F CFA			
secteurs	coût total	pourcentage (%)	
Agriculture	22082,75	28	
Elevage	19721	25	
Eaux et forêts	2870,9	4	
H.E.R	20087	25	
A V V	14052,1	18	
TOTAL	78 813,75	100	

Les investissements ci-dessus mentionnés visaient l'amélioration des productions du monde rural. L'évolution des productions devait se faire de la manière suivante, comme l'indique le tableau ci-après :

TABLEAU N° 36 Evolution des productions rurales de 1977 (en millions F CFA) constants)

	1977	1981	taux de croissance annuelle en %
production vivrière	36 077	40 828	3,1
production de rente	8 641	11 320	7,0
production de l'élevage	15 017	17 018	3,3
Bois de pêche	6 556	7 086	2,0
- TOTAL	66 291	76 352	3,6

source : Avant-projet du 3^e plan 1977-81

L'augmentation des productions rurales ne saurait se faire sans un minimum d'investissements sociaux. Ils n'ont pas été oubliés par les initiateurs du troisième plan de développement économique et social.

6 - LES INVESTISSEMENTS SOCIAUX EN MILIEU RURAL

En 1977, la Haute-Volta comptait 6 147 363 habitants environ, dont 58% étaient âgés de moins de 25 ans. Ce chiffre (du moins ce pourcentage) montre l'importance que doit déployer l'Etat pour l'éducation et la formation des jeunes. Cet effort devait être plus important en direction du milieu rural où en 1977 le taux de scolarisation (pour l'enseignement primaire) était seulement de 9%. Incapable d'assurer un enseignement classique à tous les jeunes du monde rural, un système d'éducation avait été conçu pour ce milieu: les centres d'éducation rurale, qui vont devenir par la suite les centres de formation des jeunes agriculteurs. C'est à eux que nous faisons allusion, lorsque nous parlons de formation en milieu rural.

" Les projets " relatifs à l'éducation pour le développement rural" au cours de ce plan s'élevaient à 9 237,66 millions F/CFA, dont 7 707,66 millions F/CFA en tranche ferme (financement assuré) et 1 530 millions F/CFA en tranche optionnelle (financement incertain). Parmi les projets dont le financement était assuré le budget national ne supportait que 101 millions F/CFA. Le reste était supporté par l'extérieur, de la manière suivante : PIRD-AID; 4000 millions F/CFA, USAID, 2175,11 millions F/CFA;

F.E.D , 905 millions F/CFA; la SUISSE, 384,5 millions F/CFA; Hollande, 50 millions F/CFA; et le F.A.C, 40 millions F/CFA.

Le projet le plus important était le projet "Education II d'appui aux services de la F.J.A (formation des jeunes agriculteurs), d'un coût total de 4000 millions F/CFA, entièrement financé par le BIRD AID.

b - La santé

Les investissements prévus pour améliorer les conditions sanitaires en milieu rural s'élevaient à 3115 millions F/CFA environ. Les projets dont le financement était acquis ou probable avaient un coût total de 2915 millions F/CFA. Plus de la moitié des projets étaient donc assurés d'être réalisés. Les projets portant sur l'amélioration des services de santé ruraux, sur la réalisation d'infrastructures, sur des programmes de vaccination, de dépistage et de P.M.I, enfin sur la formation des accoucheuses traditionnelles. Le projet le plus important était le "développement des infrastructures sanitaires dans le Centre-Est, il devait coûter 1260 millions F/CFA, soit 40% du total. Ces projets ne représentaient que 30% de l'ensemble des investissements prévus pour la santé au cours du plan pour tout le pays.

c. - LES AFFAIRES SOCIALES

L'objectif général au cours du plan était d'"intégrer les affaires sociales dans les actions globales de développement", et non de s'occuper essentiellement des femmes et des enfants. La réalisation de cet objectif a nécessité la conception des trois projets en milieu rural, portant sur la création de centres sociaux d'un centre d'accueil, et d'un centre de rééducation. Ces projets avaient un coût supérieur à 84 millions F/CFA (1).

Au total, les projets d'investissements sociaux s'élevaient, en milieu rural à un peu plus de 12 436,66 millions F/CFA. Plus de la moitié de ces investissements, 74%, étaient destinés à la formation, comme d'indique le tableau suivant. La santé venait en deuxième position, avec 25%. Les affaires sociales étaient quelque peu négligées, seulement 1% des investissements sociaux.

(tableau) suit.../...

LES INVESTISSEMENTS SOCIAUX EN MILIEU RURAL

tableau N° 37 :

	coût	pourcentage (%)
formation	9 237,66	74
santé	3115	25
affaires sociales	84 (34)	1
TOTAL	12 436,66	100

coût en millions F/CFA

CONCLUSION PARTIELLE

91 250,41 millions F/CFA tel est le montant des investissements prévus par le troisième plan de développement économique et social pour le milieu rural. Les investissements en vue de l'accroissement des productions rurales représentaient 86% de l'ensemble des investissements. Les 14% restants étaient des investissements sociaux. Comme l'indique le tableau suivant, l'agriculture occupait une bonne place dans les projets d'investissements (24%). Une importance était accordée à la question de l'eau, indispensable à toute amélioration des productions rurales; l'hydraulique et l'équipement rural (M.R.) bénéficiait de 22% des projets d'investissements. Au bas de l'échelle, les affaires sociales, avec seulement 0,1% des investissements.

(34) Les 84 millions F/CFA correspondent au coût des projets de création d'un centre d'accueil, et d'un centre de rééducation.

TABIEAU RECAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS EN MILIEU RURAL SOUS LE PLAN

TABLEAU N° 38 1977-81

	C o û t	Structure en %
<u>Investissements pour l'accroissement de la production</u>	78 813,75	86
- Agriculture	22 082,75	24
- Elevage	19 721	22
- Eaux-et-forêts	2 870,9	3
- H.F.P.	20 087	22
- A.V.V.	14 052,2	15
<u>Investissements sociaux</u>	12 436,66	14
- Formation	9 237,66	10
- Santé	3 115	3
- Affaires sociales	84	1
- TOTAL	91 250,41	100

coût en millions F/CFA

Le milieu rural, bénéficiaire ainsi d'investissements considérables, mais chaque habitant du milieu rural jouissait-il d'investissements suffisants? pour répondre à cette question, mettons en rapport les investissements avec l'ensemble de la population rurale. Nous obtenons le chiffre de 15 387 F/CFA, car en 1977 la population rurale était estimée à 5 863 587 habitants. En d'autres termes, chaque rural devait bénéficier de 15 387 F/CFA d'investissements au cours du troisième plan de développement économique et social, soit encore 3077 F/CFA par personne et par an, durant les cinq années de ce plan. Est-ce suffisant pour permettre un développement économique et social normal? Les ruraux n'étaient-ils pas lésés, par rapport aux citadins? pour répondre à cette question, nous devons étudier les investissements en milieu rural urbain.

.../...

- II LES INVESTISSEMENTS EN MILIEU URBAIN

Nous nous attarderons sur cette partie, qui constitue l'essentiel de nos préoccupations, pour tenter d'inventorier et d'analyser les investissements destinés aux quatre principaux centres urbains du Burkina pendant le troisième plan de développement.

1 - Etude globale

Elle porte sur l'ensemble des centres urbains.

a) - Le secteur industriel

Quatre objectifs avaient été fixés par le plan dans le domaine industriel, c'étaient la "valorisation des ressources locales, la production de biens de consommation courante, la promotion de l'entreprise voltaïque, l'amélioration de la balance commerciale". L'objectif primordial du troisième plan étant le développement des productions rurales, l'accent sera mis sur la création d'industries de transformation des produits agricoles et d'élevage.

Ainsi 34 projets dont le financement était certain ou probable avaient été retenus. Leur coût global s'élevait à 35 928,675 millions F.CFA. Neuf (9) autres projets dont la réalisation était certaine, pour manque de financement, avaient également été élaborés.

Nous nous intéresserons aux projets dont la réalisation était certaine, dans la suite de notre étude, pour être beaucoup plus proche de la réalité.

La répartition des investissements par branches fait apparaître le premier rôle joué par les industries alimentaires, textiles, et des cuirs. Elles accaparent 91,7% du total, traduisant ainsi la volonté, ci-dessus mentionnée, des autorités de mettre l'accent sur la transformation des matières premières locales, en vue de soutenir les productions rurales. C'est un bon point à mettre à l'actif des auteurs de ce plan.

Les industries chimiques sont les "parents pauvres", elles ne bénéficient que de 1,1% du total. Les industries mécaniques et métallurgiques se voyaient octroyer 5,2% des investissements. Cette répar-

tition des investissements traduit le degré de développement économique du Burkina, pays faiblement industrialisé, l'accent est mis, pour le moment, sur les industries de transformation des productions locales, qui sont des industries légères. Les industries chimiques et métallurgiques sont peu développées, car nécessitant une parfaite maîtrise des connaissances technologiques. Or les techniciens hautement qualifiés nous font défaut. En outre le coût de ces unités industrielles constitue, sans doute, un frein non négligeable à leur implantation dans le pays.

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR BRANCHE

(3^e PLAN 1977 - 81)

TABLEAU N°39

Branches	Montant en Millions CFA	Structure en %
Industries alimentaires	28 907,527	80,4
Textiles et cuirs	4 048	11,3
Industries chimiques	386,5	1,1
Industries mécaniques et métallurgiques	1 851,472	5,2
Diverses	735,176	2,0
TOTAL	35 928,675	100,0

b - Les secteur des services

Il comprend le commerce, les transports, les banques et assurances, le tourisme.

- Le commerce : les objectifs généraux du troisième plan, en matière étaient la restructuration du commerce burkinabè, la diversification des relations commerciales, l'initiation et la formation des petits commerçants dans les techniques commerciales modernes, la multiplication des centres de distribution en milieu rural. Au plus long terme, l'ambition du Burkina Faso est l'équilibre de la balance commerciale qui ne cesse de se détériorer d'année en année (35). Pour atteindre les objectifs fixés, des projets d'investissements ont été élaborés. Leur coût total s'élevait à 1010 millions F/CFA en milieu urbains, soit 47% de l'ensemble des investissements de ce secteur. Tous ces projets étaient assurés

d'être réalisés. Ils portaient sur la construction de magasins, de Halles de stockage, sur la formation des commerçants, et sur l'assistance en équipement à l'O.N.F.R.A. Le dernier projet était le plus important. Il devait coûter 531 millions F/CFA, financés par la R.F.A.. La formation des commerçants par l'OPEV occupait une bonne place, avec 361 millions F/CFA fournis par la R.F.A. et le P.N.U.D.

En tranche optionnelle (projets dont la réalisation n'est pas prioritaire), la construction d'un immeuble pour l'inspection des prix avait été prévue. Il devait coûter 18 millions F/CFA.

Au total, les projets d'investissements dans le secteur du commerce s'élevaient à 1028 millions F/CFA dont 1010 millions F/CFA assurés d'être réalisés et 18 millions inscrits en tranche optionnelle.

- Les transports : Les objectifs, à ce niveau, se résument à l'amélioration de la qualité des services rendus, et à la création d'infrastructures d'accueil suffisantes. La réalisation de ces objectifs devait nécessiter de nombreux projets d'investissements. Leur coût total

s'élevait à 3532,5 millions F/CFA, dont 2082,5 millions F/CFA en tranche ferme (assurés d'être réalisés). Le projet le plus important était la construction de la gare routière de Ouagadougou qui nécessitait 1700 millions F/CFA; son financement était assuré par le Budget national, la Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.), et deux banques locales, LA BICIA-B et la C.N.D.I; ce projet représentait donc 48% de l'ensemble des projets d'investissements dans les transports, soit en

~~encore 84% des projets des transports assurés d'être réalisés.~~

encore 84% des projets des transports assurés d'être réalisés. La construction d'une gare routière était sans doute une nécessité à l'époque, ce qui explique l'importance qui lui avait été accordée au cours du troisième plan de développement. Mais force est de constater, de nos jours, que ce projet n'a pas été réalisé. Du moins, pas dans les dimensions initiales. La gare routière " Ouaga-rinter" n'a certainement pas

(35) taux de couverture des circuits commerciaux.

1966	43%
1970	39%
1976	35%

coûté 1700 millions F/CFA, tant elle est exigüe et pauvre en infrastructures. La nécessité de la réaménager s'impose, mais en tenant compte du nombre très élevé des transporteurs, la construction de plusieurs petites gares, peu coûteuses, dans la capitale est souhaitable, sinon la construction d'une ^{seule} gare pour toute la ville de Ouagadougou ~~nécessiterait~~ d'importants capitaux, car elle (la gare) serait gigantesque.

- LE TOURISME: Les objectifs se situent à deux niveaux: "la protection, et la mise en valeur du capital touristique (faune, flore, sites naturels, folklore, artisanat)"; l'ensemble des projets inscrits pour le développement du tourisme s'élevaient à 3653 millions F/CFA pour l'ensemble du pays. 3347 millions F/CFA devaient être injectés en milieu urbain, soit 92% de l'ensemble. Les projets inscrits en tranche ferme coûtaient 2831 millions F/CFA, soit 85% des projets de ce secteur en milieu urbain. Ces projets portaient sur la construction d'infrastructures hôtelières; Le plus important était l'hotel de 160 chambres SOVHOTEL, d'un coût total de 1800 millions F/CFA, un projet privé.

Au total, le secteur des services devait bénéficier de 7907,5 millions F/CFA pour le milieu urbain. Les projets de la tranche ferme s'élevaient à 5873,5 millions F/CFA, représentant 74% de l'ensemble des projets. Les projets de la tranche optionnelle s'élevaient à 2034 millions F/CFA, soit 26% de l'ensemble des projets. Ces projets d'investissements étaient répartis entre les différents secteurs de la manière suivante: commerce, 1028 millions F/CFA, soit 13% du total, tourisme 3347 millions F/CFA représentant 42% de l'ensemble; et les transports ^{bénéficient} de 3532,5 millions F/CFA, correspondant à 45% de l'ensemble des projets d'investissements dans le secteur des services.

PROJETS D'INVESTISSEMENTS DANS LES SECTEURS DE SERVICES (1977-81)

TABLÉAU N° 40

S E C T E U R	T O T A L	coûts en millions F/CFA		STRUCTURES en %
		TRANCHE FERME	TRANCHE OPTIO NNELLE	
Commerce	1 028	1 010	18	13
Transports	3 532,5	2 032,5	1 500	45
Tourisme	3 347	2 831	516	42
TOTAL	7 907,5	5 873,5	2 034	100

c - Les infrastructures économiques

Ce sont les infrastructures aéronautiques et météorologiques, les travaux d'urbanisme, d'assainissement et l'habitat, les bâtiments administratifs, et les infrastructures des postes et télécommunications.

- Les infrastructures aéronautiques et météorologiques :

En Haute-volta dans les années soixante dix, deux structures étaient chargées de réaliser et de gérer les infrastructures aéronautiques et météorologiques : l'ASECNA (Agence pour la sécurité de la navigation aérienne), un organisme inter-état, et la direction de la météorologie nationale. Cette dernière structure était surtout chargée " de développer le côté non aéronautique de la météorologie : agronétéorologie, hydrométéorologie".

Les recommandations suivantes étaient faites par l'ASECNA "l'allongement des pistes des aérodromes secondaires ayant une longueur inférieure à 600 mètres; l'étude soigneuse du déplacement de l'aéroport de Ouaga, étudier l'opportunité de l'allongement de la piste de Bobo-Dioulasso (troisième plan page 239).

Les deux structures ont initiés des projets pour atteindre leurs objectifs. Ils s'élevaient à 981 millions F/CFA par l'ASECNA, et à 545 millions F/CFA pour la direction de la météorologie nationale. Les projets de l'ASECNA étaient financés à 80% par l'agence. Ceux de la direction de la météorologie l'étaient par le budget national. Il convient de signaler que tous les projets de l'ASECNA étaient destinés aux villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. L'essentiel des projets de la D.M.N consistaient en la construction du bâtiment de la D.M.N d'un coût total de 415 millions F/CFA, soit 76% du coût total des projets de cette direction.

Au total 1526 millions F/CFA d'investissements avaient été prévus pour les infrastructures aéronautiques et météorologiques, en milieu urbain. Ils correspondent à 97% des projets pour l'ensemble du pays. C'est dire donc que investir dans ce secteur en 1977 au Burkina Faso revenait à investir dans les centres urbains.

INVESTISSEMENTS DANS LES SECTEURS DE L'urbanisme, DE L'ASSAINISSEMENT
ET DE L'HABITAT

Dans cette partie, les investissements portant sur les études et les travaux d'urbanisme (schémas directeurs d'urbanisme, travaux d'électrification, d'adduction d'eau, lotissements), les études et les travaux d'assainissement, et les constructions de maisons d'habitation.

Concernant l'électrification, l'objectif de la VOLTELEC (société voltaïque d'électricité) au cours du troisième plan de développement était de mettre l'accent sur les centres urbains où la demande est forte en raison de la présence d'unités industrielle". La demande d'énergie aura tendance à doubler tous les quatre ans et demi, elle devait donc passer de 75 822 kwh en 1977 à 139664 kwh en 1981" (avant-projet du 3^e plan page 177). D'où la nécessité d'étendre les installations existantes. L'ensemble des projets, allant dans le sens de l'augmentation de la production d'énergie s'élevaient à 7261 millions F/CFA pour les seuls centres urbains.

En matière d'adduction d'eau, les projets d'investissements s'élevaient à 10176 millions F/CFA pour les centres urbains. Plus de la moitié de ces investissements (exactement 91%) devaient être réalisés dans la ville de Ouagadougou.

Les autres travaux d'urbanisme (lotissements) et assainissement s'élevaient à 4167,2 millions F/CFA, si nous excluons le projet du boulevard circulaire de Ouagadougou qui coûtait 3500 millions F/CFA dont le financement n'était pas assuré.

Du reste nous savons que ce projet n'a pas été exécuté au cours de ce plan.

Dans le domaine de l'habitat, les projets d'investissements portant sur la construction, de 480 logements, d'un coût total de 1298,8 millions F/CFA. Ils devaient être réalisés dans la seule ville de Ouagadougou, où le problème du logement se posait avec beaucoup d'acuité. Signalons qu'un seul projet concernait le milieu rural; il était intitulé "habitat et aménagement des établissements humains en zone rurale", d'un coût de 120,8 millions F/CFA. Au total, les projets

d'investissements pour l'urbanisme, l'assainissement et l'habitat s'élevaient à 20 903 millions F/CFA pour le milieu urbain.

- LES BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS :

Dans les années soixante dix, la construction et l'équipement des bâtiments administratifs étaient financés par la subvention française d'équipement (S.F.E) et le budget national d'équipement. Le programme d'exécution de la période 1977-81 prévoyait 1364 millions F/CFA d'investissements en tranche ferme, et 1931 millions F/CFA en tranche optionnelle, soit un total de 3295 millions F/CFA pour l'ensemble du pays. En milieu urbain, les projets d'investissements étaient supérieurs à 1376 millions F/CFA.

- LES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS :

Depuis 1969 les postes et télécommunications sont gérées par un office. Il avait pour objectif, en matière des postes, d'améliorer la desserte des populations. En 1976 on comptait un bureau de poste pour environ 80 000 habitants ce qui est de loin, inférieur aux normes internationales (un bureau de poste pour 4000 personnes). En matière de télécommunications, l'objectif était de doter le pays d'infrastructures suffisantes. Pour ce faire, les projets d'investissements s'élevaient à 5266 millions F/CFA, ils concernaient uniquement les télécommunications.

A l'exception du projet de télécommunications dans le Liptako-Gourma, d'un coût de 1000 millions F/CFA environ, tous les projets devaient être réalisés en milieu urbain. Donc les projets des télécommunications pour le milieu urbain s'élevaient à 4266 millions F/CFA, soit 81% des investissements de l'ensemble du pays pour les télécommunications.

En somme, au titre des infrastructures économiques, des projets d'un coût total de 30071 millions F/CFA avaient été initiés pour atteindre les différents objectifs. Ces projets devaient être réalisés en milieu urbain, mais les infrastructures que nous avons retenues concernaient également le milieu rural, mais dans une moindre mesure. Car pour les deux milieux réunis, les projets d'investissements s'élevaient à 33160,8 millions F/CFA. Le milieu urbain accaparait donc 91% du total.

L'essentiel de ces investissements portaient sur les travaux d'urbanisme, d'assainissement et l'habitat (76%), et sur les télécommunications (14%).

Les infrastructures aéronautiques, et les bâtiments administratifs se partageaient les 10% restant dans des proportions égales (5%) chacun.

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS CONCERNANT LES INFRASTRUCTURES AERONAUTIQUES (3^e PLAN 1977-81

TABLEAU N° 41

: Domaines	: Milieux urbains		: Milieux urbain et rural	
	: Montant	: %	:	:
: Infrastructures aé-	:	:	:	:
: ronautiques et mé-	:	:	:	:
: téorologiques	: 1 526	: 5	:	: 1 576
: Urbanisme, assaini-	:	:	:	:
: sement habitat	: 22 903	: 76	:	: 23 023,8
: Bâtiments adminis-	:	:	:	:
: tratifs	: 1 376 (36)	: 5	:	: 3 295
: postes et télécom-	:	:	:	:
: munications	: 4 266 (37)	: 14	:	: 5 266
: TOTAL	: 30 071	: 100	:	: 33 160,8

coûts en millions F/CFA

(36) coût supérieur à 1376 millions F/CFA

(37) non compris les projets des postes, non disponibles.

d - LES INVESTISSEMENTS SOCIAUX

Ce sont les investissements portant sur les secteurs de l'enseignement et de la formation, de la santé, de la jeunesse et des sports, des affaires sociales, et de l'information.

- L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION

En matière d'enseignement, l'objectif était l'amélioration des taux de scolarisation. Dans l'enseignement primaire, le taux de scolarisation en 1977 était, pour l'ensemble du pays, de 13,3% (Avant-projet du 3^e plan, page 269). Ce pourcentage est une moyenne qui cachait d'énormes disparités entre le milieu urbain (70%) et le milieu rural (9%).

Dans l'enseignement secondaire, le taux était encore plus faible, 2% pour l'ensemble du pays. Le second objectif, non négligeable, était l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Les projets retenus pour atteindre ces objectifs s'élevaient à 3720,3 millions F/CEA pour le milieu urbain (un chiffre minimum, car ne comprenant pas les projets de l'enseignement primaire). Plus de 2215,3 millions F/CEA étaient acquis ou assurés de l'être. Seul le projet d'extension de l'institut des mathématiques et physiques n'était pas assuré d'être financé; il devait coûter 505 millions F/CEA.

Au niveau de la formation, quatre objectifs avaient été fixés " une programmation et une coordination de formation supérieure technique et professionnelle, une augmentation des capacités existantes de formation; une adéquation entre la formation et l'emploi, favoriser la formation et le perfectionnement en cours d'emploi, enfin, veiller au développement des organismes de formation des travailleurs ruraux". (Avant-projet du troisième plan, page 275) De nombreux projets ont été élaborés pour atteindre ces objectifs. Ils s'élevaient à 12 871,81 millions F/CEA, et étaient destinés, pour l'essentiel, au milieu rural. Nous avons rencontré des difficultés pour faire la distinction entre projets du milieu rural et projets du milieu urbain. Cependant 4085 millions F/CEA étaient alloués au programme des bourses, ils étaient entièrement financés par l'extérieur. Au total, le secteur de l'ensei-

gnement et de la formation devait bénéficier de 23 048,01 millions F/CFA d'investissements, dont plus de 6805,3 millions F/CFA en milieu urbain, soit 30% de l'ensemble.

- la santé :

En 1977 la situation des diverses infrastructures sanitaires était la suivante : deux hôpitaux nationaux implantés dans les villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso; trois hôpitaux régionaux (Fada, Ouahigouya, Gaoua), onze centres médicaux; vingt six centres de santé de sous-préfectures; trente sept centres de santé d'arrondissements; cent dix neuf dispensaires avec maternités, cent vingt neuf dispensaires sans maternité, trente deux maternités seules, quarante quatre formations spécialisées (centres anti-tuberculeux, hypomolproserie...) prises en rapport avec la population totale en 1976, les infrastructures sanitaires étaient (et sont) insuffisantes. Chaque hôpital avait à sa charge une population théorique de 1 114 542 personnes. On comptait une maternité pour 1550 femmes enceintes. La capacité d'hospitalisation était aussi faible. En 1976, on dénombrait 3623 lits (soit un lit pour 1696 habitants) dont 2016 lits dans les hôpitaux et 1607 dans les autres centres sanitaires. L'insuffisance du personnel médical était tout aussi alarmante. En 1976, il y avait un médecin pour 52 000 habitants (107 médecins), un infirmier pour 4300 habitants (1299 infirmiers), une sage femme pour 57 000 habitants (98 sages-femmes), une matrone formée pour 1050 femmes enceintes, un auxiliaire sanitaire (distributeur de comprimés) pour 30 000 habitants. Ces chiffres indiquent l'importance de la tâche à accomplir pour atteindre les objectifs du pays en matière de santé, qui sont " assurer à tous les voltaïques les soins curatifs élémentaires, et de prévenir tout un chacun des maladies susceptibles de bénéficier d'une vaccination efficace".

L'ensemble des investissements pour le secteur de la santé s'élevaient à 10316 millions F/CFA, dont plus de 6566 millions F/CFA en milieu urbain. Ce qui représentait plus de 63% du total. Dans ces investissements, l'assistance technique médicale s'élevait à 1000 millions F/CFA; elle était supportée par le fonds d'aide et de coopération (FAC).

Un important projet dont le financement était à rechercher a retenu notre attention; la construction du centre universitaire des sciences de la santé. Il devait coûter 1500 millions F/CFA. C'est un projet qui a vu jour, presque de nos jours, existe l'école supérieure des

sciences de la santé (ESSSA) à l'université de Ouagadougou. Il doit contribuer à accélérer la mise sur le marché de médecins compétents, formés à un moindre coût (par rapport à leur formation à l'étranger). Un autre projet important par son objectif était la construction de la pharmacie nouvelle qui nécessitait 1400 millions F/CFA, dont le financement était à rechercher.

- LES AFFAIRES SOCIALES :

L'ensemble des investissements pour les affaires sociales, s'élevaient à 343 millions F/CFA. Le milieu urbain et semi-urbain ^{devaient} bénéficier de 259 millions F/CFA d'investissements, soulignons toutefois que seulement 50 millions F/CFA étaient acquis, le reste étant à rechercher.

- LA JEUNESSE ET LES SPORTS :

pour ce secteur, trois objectifs avaient été fixés: la formation d'un personnel qualifié, la construction et l'aménagement d'infrastructures sportives et d'accueil, l'acquisition de matériels d'équipement sportif et socio-éducatif.

pour réaliser ces objectifs, des projets d'investissements avaient été élaborés. Ils s'élevaient à 5257 millions F/CFA, et étaient tous destinés à des centres urbains ou semi-urbains. 3508,5 millions CFA étaient assurés d'être acquis, et concernaient les deux villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

- L'INFORMATION :

L'objectif du pays, dans ce secteur, était l'amélioration de l'état des infrastructures déjà existantes en vue d'accroître l'efficacité des services de l'information. pour ce faire, des projets d'un coût total de 3799 millions F/CFA avaient été élaborés. Ils devaient être réalisés en milieu urbain, même si certains visaient le monde rural. C'était le cas du projet intitulé " extension de la télévision" pour campagne d'éducation rurale". Notons toutefois que les projets dont le financement était acquis ou probable s'élevaient à 1675 millions F/CFA, soit 44% de l'ensemble du financement nécessaire.

Au total, les projets d'investissements dans le domaine social s'élevaient à plus de 22 686,3 millions F/CFA pour le milieu urbain, contre 12 436,66 millions F/CFA. Le milieu urbain devait donc bénéficier de près de deux fois plus d'investissements que le milieu rural. La prédominance du milieu urbain s'explique par la non présence de certains types d'investissements en milieu rural; la télévision, certaines infrastructures sanitaires, les complexes sportifs, notamment, seul le secteur de l'enseignement et de la formation connaissait un partage équitable des investissements 6805,3 millions F/CFA pour le milieu urbain, soit 30% du total. Le milieu rural se voyait donc octroyer 70% des investissements de ce secteur.

TABLEAU RECAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS SOCIAUX DANS LE MILIEU URBAIN

1977 - 81

TABLEAU N° 42

S e c t e u r s	C o u t total	
	M O N T A N T	%
Enseignement et formation	6 805,3	30
Jeunesse et sports	5 257	23
Santé	6 566	29
Affaires sociales	259	1
Information	3 799	17
- Total	22 686,3	100

Montant en millions F/CFA

CONCLUSION PARTICULIÈRE :

1977 - 81

L'ensemble des projets d'investissements destinés au milieu urbain et semi-urbain s'élevaient à 113 557,975 millions F/CFA. Les projets dont le financement était assuré d'être acquis s'élevaient à 85 438,975 millions F/CFA, soit 75% de l'ensemble. Ces derniers projets étant les plus susceptibles d'être réalisés, ce sont eux que nous retiendrons pour la suite de notre analyse.

.../...

Le secteur des industries était le plus favorisé avec 42% des investissements soit 35 928,675 millions F/CFA, ce secteur est le plus favorisé parce que le milieu urbain est le seul lieu où sont installées des unités industrielles. De plus, l'objectif était le développement des industries de transformation des ressources locales pour soutenir les productions locales, notamment agricoles. Le secteur des infrastructures économiques venait en deuxième position avec 30 071 millions F/CFA d'investissements représentant 35% de l'ensemble. L'importance de ce secteur s'explique par les nombreux investissements portant sur l'urbanisme, l'assainissement et l'habitat. Le fort taux d'investissement dans ce secteur est révélateur d'un phénomène: le modernisme car c'est surtout dans les villes qu'existent de tels investissements (infrastructures aéronautiques et météorologiques, urbanisme, assainissement, postes et télécommunications).

Les investissements sociaux venaient en troisième position avec 13 565,8 millions F/CFA, représentant les 16% des services se contentaient des 7%. Ce secteur bien que étant le moins favorisé, n'est pas pour autant abandonné, surtout comparativement au milieu rural, où aucun investissement dans le secteur n'est prévu.

TABLEAU MONTRANT LA STRUCTURE DES PROJETS DONT LE FINANCEMENT ETAIT ASSURE

EN MILIEU URBAIN SOUS LE 3^e PLAN 1977 - 81

TABLEAU-N° 43

S e c t e u r s	coût total	structures en %
Industries	35 928,675	42
services	5 873,5	7
Infrastructures économiques	30 071	35
Investissements sociaux	13 565,8	16
- Total	85 438,975	100

Mettons les investissements destinés aux milieux urbains et semi-urbain en rapport avec les populations bénéficiaires, pour savoir la part de chaque bénéficiaire. En 1977, date de démarrage du troisième plan, la population urbaine et semi urbaine était estimée à 564 051 habitants. Au cours du plan chaque habitant du milieu urbain et semi-urbain devait donc bénéficier de 151 474 F/CFA d'investissements, soit encore 30 295 F/CFA par personne et par an. Le milieu urbain et semi-urbain était-il plus favorisé que le milieu rural?

Fig. IO

INVESTISSEMENTS DU PLAN 1977-81 EN MILIEU

URBAIN : REPARTITION SECTORIELLE

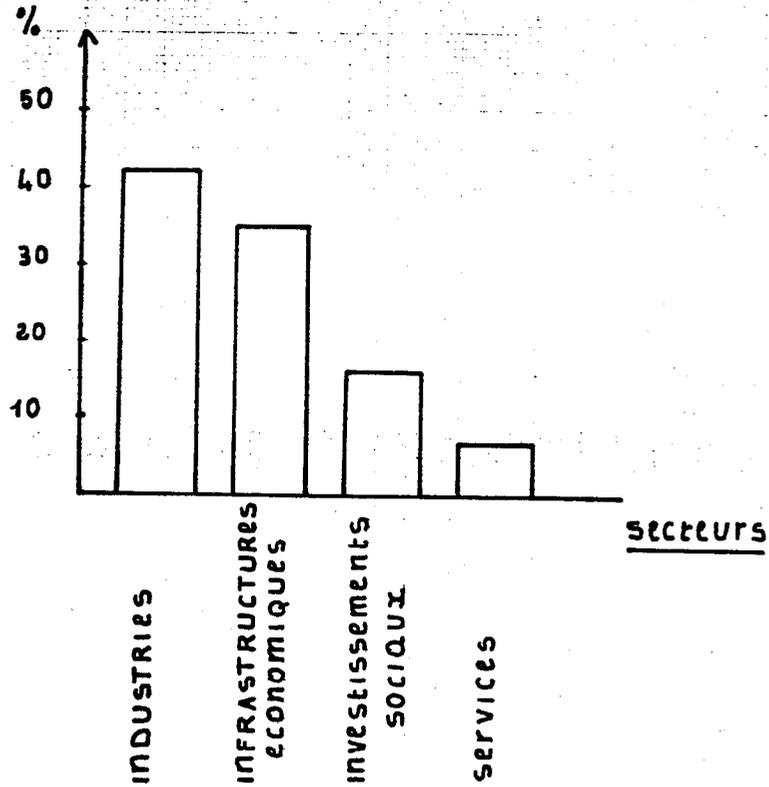
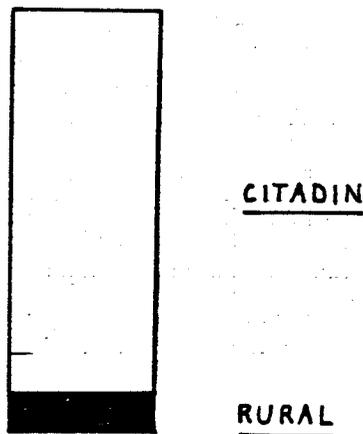


Fig. II

PLAN 1977-81 : INVESTISSEMENTS PAR RURAL

ET PAR CITADIN



Nous l'avons vu plus haut, le troisième plan de développement avait prévu d'investir 90 223,51 millions F/CEA pour le développement du monde rural. Ce qui équivalait à 15 387 F/CEA d'investissements par personne habitant dans le milieu rural, soit encore 3078 FCEA par personne et par an. Il apparaît donc que les citadins et les "semi-citadins" bénéficiaient en réalité de l'essentiel des investissements, près de dix fois plus d'investissements que les personnes vivant en milieu rural.

pour ce troisième plan de développement le milieu urbain était plus favorisé que le milieu rural. Mais qu'en était-il des principaux centres urbains ? le partage était-il équitable, au existait-il des centres plus favorisés que d'autres ?

2 - ETUDES DE CAS : LES INVESTISSEMENTS DANS LA
PRIMAIRE URBAINE

A - LES INVESTISSEMENTS DANS LA VILLE DE OUAGADOUGOU

a) les industries

Les projets d'investissements (dont le financement était certain ou probable) dans le domaine industriel s'élevaient à 4066,836 millions F/CEA pour la ville de Ouagadougou. soit 11% de l'ensemble des projets pour ce secteur. Ces projets intéressaient tous les domaines de l'industrie. Le plus important, en financement, était celui de la tannerie (SOVOLTA) qui nécessitait 2000 millions F/CEA, soit 49% des projets d'investissements de ce secteur pour cette ville, les autres projets et leur coût sont consignés dans le tableau suivant.

L'INDUSTRIE : LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS A OUAGADOUGOU (1977-81)

TABLEAU N°44

projets	coûts en millions F/CEA
-Biscuiterie (SIBB)	30
- Tannerie (SOVOLTA)	2000
- Cuirs (SVIC)	265
- Industries de sac (SOVIC)	283
- Conservede viande	150
- Aliment du bétail	69
:	:
:	:
:	:

suite tableau .../...

:- voltaïque du métal	:	45	:
:- extension imprimerie nationale	:		:
:- matériaux de construction (SIMAC)	:	53,5	:
:- carreaux (SOVOREB)	:	47	:
:- Béton (SMBH)	:	388	:
:- confiserie (SICOFAD)	:	300,176	:
:- confiserie (SOVOCO)	:	54,8	:
:- voltaïque de confiserie	:	122,56	:
	:	252,8	:
<hr/>			
:- total	:	4 060,836	:
<hr/>			

B - Les services

pour la ville de Ouagadougou, les projets concernant les services s'élevaient à 5494 millions F/CFA, soit 69 % de l'ensemble des projets de ce secteur dans les centres urbains et semi-urbains. Ils étaient répartis de la manière suivante : le commerce devait bénéficier de 604 millions F/CFA d'investissements dans le commerce en milieu urbain et semi-urbain. L'essentiel de ces projets d'investissements concernaient l'ONERA, (l'assistance en équipement) qui devait bénéficier de 531 millions F/CFA, financés par la République Fédérale d'Allemagne (R.F.A). Le reste consistait en la construction de magasins, d'un coût de 55 millions F/CFA par la Caisse de stabilisation des prix (CSP), et d'un immeuble pour l'inspection des prix, d'un coût de 18 millions F/CFA en tranche optionnelle.

Dans le domaine des transports, la capitale politique burkinabè devait bénéficier de 1920 millions F/CFA d'investissements, représentant 5,9 % de l'ensemble des projets d'investissements de ce secteur en milieu urbain et semi-urbain. Ces projets étaient au nombre de deux c'étaient la construction de la gare routière (1700 millions F/CFA et celle d'un centre de visite technique (220 millions F/CFA par la R.F.A) (K.F.W.)

Dans le secteur du tourisme, la ville de Ouagadougou accaparait 89 % des projets d'investissements des centres urbains, soit précisément 2970 millions F/CFA destinés pour l'essentiel, à la construction d'infrastructures hôtelières (2545 millions F/CFA). Les autres projets étaient la réalisation de centres de distraction autour de

Quagadougou, s'élevaient à 410 millions F/CFA, en tranche optionnelle, et l'équipement de la direction de l'Office national du Tourisme qui nécessitait 15 millions F/CFA.

- C - Les infrastructures économiques

Il s'élevaient à 20 481,8 millions F/CFA, au minimum, les investissements qui devaient être réalisés dans la capitale. Cela représentait environ 61% des investissements de ce secteur prévus dans les centres urbains.

- Dans le secteur des infrastructures aéronautiques et météorologiques, Quagadougou devait bénéficier de 1020 millions F CFA d'investissements, représentant 67 % des projets de ce secteur dans les centres urbains. Ces projets étaient au nombre de quatre, dont le plus important était l'équipement pour la navigation aérienne, d'un coût total de 422 millions F CFA financés par l'ASEGNA. Un autre projet tout aussi important que le premier portait sur la construction du bâtiment de la direction de la météo-nationale ; il devait coûter 415 millions F CFA, financés par le budget national. Les deux autres projets étaient l'équipement pour la météorologie d'un coût de 23 millions F CFA financés par l'ASEGNA, et l'équipement des infrastructures d'un coût de 160 millions F CFA financés par le Fonds d'aide et de coopération.

- Dans le domaine de l'urbanisme, de l'assainissement et de l'habitat, les projets d'investissements pour la ville de Quagadougou s'élevaient à 18 415,8 millions F CFA au minimum soit 70 % des projets de ce secteur pour les centres urbains. Ces projets concernaient les adductions d'eau, la production et la distribution d'électricité, les aménagements urbains. Nous avons regroupé les différents projets en grands groupes ; ce sont : la production et la distribution d'électricité, 2907 millions F CFA ; la production et la distribution d'eau urbaine et industrielle, 9160 millions F/CFA ; les autres travaux d'urbanisme (bâtiments, assainissements, habitat) ; 6348,8 millions F/CFA d'investissements. Les différents travaux sont consignés dans le tableau ci-dessous.

voir tableau (suite)

PROJETS D'INVESTISSEMENTS A OUAGADOUGOU DANS LE SECTEUR DE L'URBANISME
DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HABITAT AU COURS DU TROISIEME PLAN DE DEVELOP-
PEMENT. (TABLEAU N° 45)

Projets	Coût	Source de financement
<u>Electricité</u>		
- premier et deuxième groupe de 5 MW pour Ouaga II	2 907	CNDI/VOLTELEC
- troisième groupe de 5 MW à Ouaga II	1 272	
- premier groupe de 6MW à Ouaga I et génie civil pour 2 groupes de 6 MW	575	B O A D
- programme transport	945	à trouver
- Nouveau siège social de la VOLTELEC	400	"
- Eclairage public de la capitale	300	"
- programme de distribution	160	programme spécial
<u>E a u</u>	200	B O A D
- Adduction d'eau à Ouagadougou	9 160	
- réfection des barrages de Ouaga	8 810	R.F.A./Danemark
- construction d'un bâtiment ONE	100	programme spécial
<u>autres travaux d'urbanisme</u>	250	O. N. E.
- Extension de la zone du bois	6 348,8	
- programme SOTROGIM(105 logements)	406,3	
- Assainissement du merigot Moro	892,5	
- Boulevard circulaire	1 550	FED/Budget national; 125 à trouver
TOTAL	3 500	à trouver
	18 415,8	

Coûts en millions F/CEA

- dans le secteur des bâtiments administratifs, la ville de Ouagadougou devait bénéficier d'au moins 626 millions F/CEA d'investissements. Cela représentait environ 45% des projets d'investissements pour l'ensemble des centres urbains. Il s'agissait de la construction de trois immeubles (des impôts, du ministère du plan, du ministère de l'intérieur) d'un coût total de 623 millions F/CEA, et de la construction de l'école des

des impôts, coûtant 3 millions F/CFA. Les postes et télécommunications; pour ce secteur, nous n'avons pu avoir des informations que sur les télécommunications. De nombreux projets concernaient la ville de Ouagadougou, mais faute de données précises, nous n'avons pu évaluer que deux projets; la station terrienne et le central télex d'un coût total de 620 millions F/cfa.

d-LES INVESTISSEMENTS SOCIAUX

Ils s'élevaient à plus de 10 908,85 millions F/CFA les projets d'investissements sociaux pour la ville de Ouagadougou. Cela représentait, au moins 48% des projets de ce secteur pour l'ensemble des centres urbains.

- Dans les secteurs de l'enseignement et de la formation, ces projets d'investissements avaient un coût supérieur à 2827,85 millions F/CFA. Ce coût est approximatif car certains projets concernaient Ouagadougou et d'autres villes, leur coût était donc global, il était par conséquent difficile de connaître la part exacte de chacune des villes concernées. Les 2827,85 millions F/CFA représentaient néanmoins 41% des projets de ce secteur pour l'ensemble des centres urbains et semi-urbains. Comme nous l'avons déjà souligné, les projets de l'enseignement primaire ne sont pas pris en compte. Il s'agit des projets des enseignements secondaire et supérieur. Le programme le plus important était la contribution par la France au fonctionnement de l'université et du C.V.V.P.S, d'un coût total de 630 millions F/CFA. L'Institut national d'éducation (I.N.E) devait bénéficier de 550,85 millions F/CFA, financés par le PNUD. Le lycée technique se voyait octroyer 540 millions F/CFA pour son extension. Celle de l'I.M.P s'élevait à 505 millions F/CFA. Parmi les projets les plus importants des investissements à l'institut polytechnique (I.S.P) s'élevaient à 350 millions F/CFA, financés par le POC.

- Au niveau de la jeunesse et des sports, les investissements dans la ville de Ouagadougou s'élevaient à plus de 3075 millions F/CFA, soit 58% au moins, des projets d'investissements de ce secteur dans l'ensemble des centres urbains. La construction du stade omnisport était le projet le plus important, avec un coût total de 3000 millions F/CFA, soit environ 98% des investissements dans ce secteur pour cette ville. Les autres projets d'investissements portaient sur la construction de terrain de sports à l'I.N.J.E.P.S (65 millions F/CFA) sur l'acquisition de matériels d'équipement sportif pour l'I.N.J.E.P.S (10 millions F/CFA),

sur l'électrification du stade de Ouagadougou, et sur la construction de centre d'accueil. Pour les deux derniers projets, nous n'avons pas pu faire la part des investissements pour Ouagadougou, car ces projets portaient sur les deux villes de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou, leur coût était donc global.

- La santé :

La ville de Ouagadougou devait bénéficier de 3375 millions F/CFA d'investissements pour ce secteur. Cela représentait 51% des investissements de ce secteur pour l'ensemble des centres urbains du pays. Notons que la majeure partie de ces projets n'avaient pas trouvé de source de financement (3350 millions F/CFA). Deux grands projets ont retenu notre attention : la construction du centre universitaire des sciences de la santé d'un coût de 1500 millions F/CFA (à trouver), et celle de la pharmacie nationale qui s'élevait à 1400 millions F/CFA (à trouver également).

- L'Information :

43% des projets d'investissements de ce secteur dans les centres urbains et semi-urbains devaient être réalisés dans la capitale politique; soit exactement 1631 millions F/CFA. Une grande partie de ces projets n'était pas financés, exactement 1135 millions F/CFA, soit 70% de l'ensemble du financement nécessaire. Les projets financés étaient la création d'un grand quotidien, d'un coût total de 208 millions F/CFA financés par la R.F.A et le programme spécial, l'équipement du laboratoire de photo et l'acquisition de matériel de reportage, d'un coût de 13 millions F/CFA financés par les U.S.A, l'équipement et l'appui au fonctionnement de la radio-rurale qui nécessitaient 205 millions F/CFA dont 105 millions CFA étaient financés par la R.F.A, et enfin l'installation d'émetteurs ondes courtes d'un coût de 170 millions F/CFA, financés encore par la R.F.A. Parmi les projets dont le financement était encore à rechercher, celui intitulé "éducation T.V pour campagne éducation rurale" qui nécessitait 700 millions F/CFA, et la construction du centre de formation professionnelle d'un coût de 200 millions F/CFA.

Au total les projets concernant la capitale politique durant le plan de développement 1977-81 s'élevaient à plus de 40 945,486 millions F/CFA. Ils représentaient ainsi 36% de l'ensemble des projets

des centres urbains et semi-urbains, comme l'indique le tableau suivant, le secteur des infrastructures économiques accaparait 50% de ces investissements. Or c'est ce secteur qui différencie le milieu urbain du milieu rural. En effet les travaux d'électrification, d'adduction d'eau, les infrastructures des postes et télécommunications, les infrastructures aéronautiques et météorologiques sont surtout l'apanage des centres urbains. Ouagadougou est donc la ville par "excellence" du Burkina Faso.

Mais les autres secteurs n'étaient en reste. Les investissements sociaux représentaient 27% du total, les services 13% et les industries 10%. Ainsi pendant le troisième plan de développement, l'accent ne sera pas mis sur les industries, un secteur productif, mais sur les investissements sociaux et les infrastructures économiques où émergent les travaux d'urbanisme, d'assainissements et d'habitat. Est-ce parce que les problèmes sociaux et les autres travaux d'urbanisme étaient devenus très cruciaux? Ou bien est-ce que les industries déjà existantes avaient des difficultés d'écoulement? Ces deux questions méritent d'être posées parce que la répartition sectorielle des investissements est assez importante. Un problème de développement harmonieux se pose si les investissements sociaux sont plus considérables que ceux productifs.

Quelle était la part de chaque citoyen résidant à Ouagadougou? En 1977, la population résidente de Ouagadougou était estimée à 201 392 habitants, chiffre obtenu à partir de calculs personnels (population résidente en 1975: 172 661 habitants, taux d'accroissement annuel de 8%). Chaque citoyen de Ouagadougou devait bénéficier de 203 312 F/CEA.

Ce chiffre est supérieur à la moyenne de l'ensemble des centres urbains et semi-urbains, qui rappelons-le, était de 151 474 F/CEA, l'habitant de la capitale devait donc bénéficier d'investissements supérieurs à la moyenne des centres urbains de 34%. La capitale apparaît alors comme le lieu où s'accroissent les investissements. Car, nous l'avons déjà souligné, le milieu urbain était plus favorisé que le milieu rural, et en plus la capitale est plus favorisée que les autres centres urbains. Elle émerge donc du lot, il y a un risque de macro-céphalie.

Pour percevoir d'avantage ce déséquilibre en faveur de Ouagadougou, étudions les investissements dans les trois autres principales villes du pays. Mais auparavant, le tableau récapitulatif des

investissements à Ouagadougou.

TABLERU N°46

TABLEAU RECAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS A OUGADDOUGOU AU COURS DU TROIS-

SIEME PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

S E C T E U R S	M O N T A N T en millions F/CFA	Structures %	Coût des centres urbains (%)
Industries	4 060,836	10	11
services	5 494	13	69
Infrastructures économiques	20 481,8	50	61
Investissements sociaux	10 908,85	27	48
TOTAL	40 945,486	100%	36%

B - LES INVESTISSEMENTS DANS LA VILLE DE BOBO-DIOULASSO

a) Les Industries

Dans ce secteur, les projets d'investissements pour la ville de Bobo-Dioulasso s'élevaient à 5367,839 millions F/CFA pour l'ensemble de la durée du troisième plan de développement. Cela représentait 15% des projets en milieu urbain dans ce secteur. Dans le domaine industriel, la ville de Bobo-Dioulasso bénéficiait ainsi de plus d'investissements que la ville de Ouagadougou; 15% contre 11% du total des investissements dans les centres urbains pour ce secteur. C'est peut-être la fonction de capitale économique du pays qui s'explique la prédominance de Bobo-Dioulasso dans ce secteur industriel. Les projets portaient sur les différentes branches industrielles; industries alimentaires, chimiques, métalliques, textiles, et des cuirs. Les investissements pour l'industrie alimentaires représentaient 54% du total, avec 2906,844 millions F/CFA. Les deux projets les plus importants portaient sur l'industrie alimentaire: la construction de la société voltaïque d'huilerie d'un coût total de 1274,75 millions F/CFA, et l'extension de la BRAVOITA qui nécessitait 1096 millions F/CFA.

b) Les services :

t - Les services :

Dans le secteur du commerce des projets avaient été retenus pour la ville de Bobo-Dioulasso, mais ils s'inscrivaient dans un ensemble plus large, dépassant la seule ville de Bobo-Dioulasso. De ce fait, nous n'avons pas pu extraire le coût des projets concernant Bobo-Dioulasso. C'est le cas de ce projet intitulé "magasins à Bobo et Ouaga" d'un coût total de 105 millions F/CFA financés par la Caisse de stabilisation des prix (C.SP).

Dans le secteur des transports, aucun projet n'avait été élaboré pour la seule ville de Bobo-Dioulasso.

Au niveau du tourisme, la construction d'un hôtel de 61 chambres avait été retenue. Ce projet d'un coût de 271 millions F/CFA était financé par le privé. Au total, les projets dans le secteur des services, concernant la ville de Bobo-Dioulasso étaient nombreux, d'un coût supérieur à 271 millions F/CFA.

* - LES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES :

Les investissements dans le secteur des infrastructures aéronautiques et météorologiques s'élevaient à plus de 176 millions F/CFA. Ils portaient sur l'équipement pour la navigation aérienne (155 millions F/CFA) et la construction d'un hangar-fret (21 millions F/CFA), un projet intitulé "équipement de radio-navigation pour les aérodrômes de Ouaga et Bobo" devait coûter 200 millions F/CFA, que nous n'avons pas comptabiliser puisque c'est un coût global, pour Ouaga et Bobo.

Dans le secteur de l'urbanisme, les projets s'élevaient à plus de 1764 millions F/CFA. Nous n'avons pas comptabilisé un projet intéressant les villes de Ouagadougou et de Gaoua, en plus de Bobo-Dioulasso. Ce projet prévoyait nettement l'aménagement de 132 hectares, la délimitation de 1126 nouvelles parcelles à son profit.

Concernant les bâtiments administratifs, les projets d'investissements coûtaient approximativement 300 millions F/CFA. Approximativement parce que des bureaux devaient être construits dans toute la préfecture des Hauts Bassins s'élevant à 209,16 millions F/CFA. C'est la construction du palais de justice qui devait coûter 300 millions F/CFA.

pour les télécommunications, trois projets concernaient la ville de Bobo-pioulasso et d'autres centres urbains. Il nous a été impossible de savoir la part revenant à la capitale économique.

Au total, les projets portant sur les infrastructures économiques et concernant la ville de Bobo-pioulasso étaient nombreux. Ils concernaient en même temps d'autres centres urbains. Ceci ne nous a pas permis de connaître la part exacte accordée à la capitale économique. Il est toutefois certain que ces projets s'élevaient à plus de 476 millions F/CFA.

d - Les investissements sociaux

Tout comme les infrastructures économiques, la ville de Bobo-pioulasso devait bénéficier de nombreux projets dans le secteur social. Mais ces projets s'inscrivaient dans un cadre très vaste, leur coût ne correspondait pas à la seule ville de Bobo-pioulasso, d'où la difficulté pour nous de dire le coût exact des investissements sociaux dans cette ville au cours du troisième plan de développement économique et social. De cette même manière, il nous sera impossible de connaître le coût des investissements, même approximatif, dans les deux autres villes que sont Banfora et Koulikou.

Au total, la ville de Bobo-pioulasso devait bénéficier d'investissements au moins égaux à 6114,839 millions F/CFA. Il s'agit d'un chiffre approximatif, visiblement en deçà ^{du coût total} des projets d'investissements pour cette ville. Mais compte tenu des difficultés que nous avons déjà mentionnées, nous ne pouvons avancer un chiffre plus précis.

En 1977, la ville de Bobo-pioulasso abritait une population évaluée à 131 736 habitants (32). Chaque habitant de cette ville devait donc bénéficier d'investissements supérieurs à 46 417 F/CFA. Bien qu'étant un chiffre minimum, il apparaît que les citoyens de la capitale économique devaient bénéficier d'investissements largement supérieurs au rural pendant ce troisième plan de développement; au moins 46 417 F/CFA contre 15 387 F/CFA. Le "Bobolais" devait bénéficier d'investissements au moins trois fois supérieurs à ceux du "rural" burkinabè. C'est là un deuxième exemple qui nous permet de montrer que les villes burkinabè attirent l'essentiel des investissements publics. Les effets négatifs d'une telle situation seront examinés ultérieurement.

TABLEAU RECAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS DANS LA VILLE DE BORO-DIOULASSO

TABLEAU - N° 47

Secteurs	Montant	Structure (%)
- Industries	5 367,839	88
- services	271	4
- Infrastructures économiques	276	8
- Investissements sociaux	-	
- TOTAL	5 644,839	100

Le manque d'informations précises sur les investissements dans les villes de Bobo-Dioulasso, Koudougou et Banfora, ne nous permet pas de faire une étude comparative entre les principales villes du pays, au cours du troisième plan de développement économique et social. Nous pouvons cependant affirmer que la capitale politique du Burkina était privilégiée en matière d'investissements; plus de 40 945,486 millions F/CFA, représentant 36% des projets destinés aux centres urbains et semi-urbains. C'est sans doute le fait que ce troisième plan n'a pas été adopté officiellement et n'a donc pas été suivi que nous avons rencontré autant de difficultés pour avoir des informations précises. C'est une lacune qui sera comblée par l'étude des investissements au cours du programme populaire de développement.

(32) chiffre obtenu à partir de calculs personnels, taux d'accroissement

7%

po = population en 1975; 115 063

/// CHAPITRE - IV

LE PROGRAMME POPULAIRE DE DEVELOPPEMENT

OCTOBRE 1984 - DECEMBRE 1985

I - GENERALITES

Le P.P.D est un "ensemble d'investissements sectoriels à l'échelle nationale et régionale". ce programme avait un doublé objectif :

- 1°) la satisfaction des besoins vitaux des populations, à savoir mettre à la disposition de celles-ci des produits vivriers en quantité suffisante, résoudre l'épineux problème d'eau par la réalisation des forages et des puits; tenter de résoudre le problème de l'habitat, réaliser les infrastructures socio-économiques de base : écoles, lycées, dispensaires, maternités...
- 2°) l'objectif politique: le conseil national de la révolution (CNR) voulait rompre avec le passé en instituant un nouveau style de développement économique et social le "développement participatif" fondé par le principe " du développement par le peuple et pour le peuple".

Le P.P.D est original dans le sens où c'est un ensemble d'investissements ponctuels s'étendant sur une période courte, 15 mois dont le "but est de jeter les bases de la future prise en charge des populations par le peuple".

1 - Les composantes du P.P.D : Ils sont au nombre de trois.

- 1°/ le programme de base ou programme des provinces; chaque province définit ses priorités, les projets sont presque entièrement pris en charge par elles. Le montant de ce programme s'élevait à 7,461 milliards de F/CEA.
- 2°/ le programme complémentaire ou programme d'appui; ce programme est initié par les différents ministères, et vise essentiellement à compléter les efforts du programme de base. Le montant initialement prévu de ce programme s'élevait à 139,128 milliards, mais ce montant englobe des projets débordant la période du P.P.D.
- 3°/ les grands projets d'intérêt national; ce sont des projets nécessitant un financement très important, et ayant des effets d'entraînement susceptibles de toucher l'ensemble du pays.

Le coût de ces projets pendant la période du P.P.D était de 14 milliards de F/CFA.

Au total le montant global du P.P.D, initialement prévu, s'élevaient à 160,589 milliards F/CFA (39). Mais à la fin du P.P.D, à la date du 31 décembre 1985, le montant total du financement acquis s'élevait à 121,362 milliards de francs CFA. Avant de poursuivre, notons que le coût monétaire du P.P.D était de 142,648 milliards de F/CFA.

2 - structure du financement acquis

L'essentiel du financement acquis provenait de l'extérieur. Cela s'entend dans la mesure où le budget de l'Etat burkinabè est très faible, et ne permet pas d'accorder beaucoup de place aux investissements. pour l'ensemble du P.P.D, le financement était assuré à 80,85% par les contributions extérieures; ceci correspond à 98,127 milliards F/CFA. Remarquons que ce montant était supérieur au budget de l'Etat voltaïque en 1984 qui était de 62,619 milliards F/CFA. La contribution de l'Etat s'élevait à 8,356 milliards F/CFA, soit 6,89% du montant total acquis. Les autres contributions nationales (dons, cotisations et autres) montant à 14,879 milliards F/CFA, soit 12,26% du financement total acquis.

En somme malgré la volonté politique du gouvernement et du peuple voltaïque de compter d'abord sur ^{leur} propres forces, les contributions extérieures sont de loin la première source de financement des projets.

TABLEAU N° 48 : P.P.D STRUCTURE DU FINANCEMENT ACQUIS

: Désignation :	: Budget provincial/nation :		: A. C. N. :		: CE :		: Total :	
	: montant :	: % :	: montant :	: % :	: montant :	: % :	: montant :	: % :
: programme/bas :	1,161	16,44	2,686	38,03	3,216	45,53	7,063	100,00
: -" d'appui :	6,207	5,85	12,153	11,46	87,713	82,69	106,073	106,00
: grands projets :	0,988	12,01	0,040	0,49	7,198	87,50	8,226	100,00
: - Total :	8,356	6,89	14,879	12,26	98,127	80,85	121,362	100,00

(39) coût total = coût monétaire + investissement humain.

II - LES INVESTISSEMENTS EN MILIEU RURAL

a) - Le développement rural

Nous avons regroupé dans cette rubrique tous les investissements visant à accroître les productions rurales : agriculture, élevage, puits, forages, barrages.

Le programme d'appui, le programme élaboré par les différents départements ministériels comportait des projets d'un coût total de 57484,985 millions F/CFA. A l'établissement du bilan du P.P.D seulement 13,91% des projets avaient été entièrement exécutés; ce qui correspond à 7996,23 millions F/CFA. Les projets en cours d'exécution représentaient 62,71% des projets prévus, soit 36 047,298 millions F/CFA. Les projets non encore démarrés représentaient 13 441,457 millions, soit 23,88% de l'ensemble des projets prévus pour le développement rural. Comment se répartissaient les projets pour le développement des productions rurales?

Les différents projets étaient répartis de la manière suivante :

- agriculture	:	28 526,31 millions F/CFA
- élevage	:	4 747,744 millions F/CFA
- eau	:	23 809,331 millions F/CFA
- environnement	:	401,000 millions F/CFA

L'agriculture et l'eau occupent donc l'essentiel des prévisions d'investissements pour le développement rural. Ils représentaient respectivement 49,6% et 41,54% des projets de développement rural. L'élevage venait en troisième position avec 8,3%, l'environnement fermait la marche avec seulement 0,7%.

Poids du développement rural dans l'ensemble du programme d'appui.
En mettant en rapport le coût des investissements pour le développement rural sur le montant du programme d'appui; nous obtenons un rapport de 41,32%. En d'autres termes, sur l'ensemble des projets conçus par les ministères 41,32% étaient destinés à la rubrique "développement rural".

voir tableau (suite)

.../...

INVESTISSEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL : REPARTITION ET SITUATION

AU 31 DECEMBRE 1985 (P.F.D)

TABLEAU N° 49

	projets entièrement exécutés	projets en cours d'exécution	projets en re- cherche de financement	Total
Agriculture	3 563,2	22 404,27	2 559,44	28526,91
Elevage	644,3	3 721,859	381,585	4747,744
Eau	3 387,73	9 921,169	10 500,432	23809,331
Environnement	401,0			401,0
TOTAL	7 996,23	36 047,298	13 441,457	57484,985

b - Développement social et des ressources humaines

cette rubrique renferme tous les investissements du programme d'appui destinés à développer le secteur social rural, et les ressources humaines. Ce sont les investissements se rapportant à l'éducation, à la santé, à la formation des ruraux.

Les investissements s'élevaient à 3124,701 millions F/CFA. En fin décembre 1985 la situation des projets était la suivante :

- projets entièrement exécutés : 563,145 millions , soit 18,02% de l'ensemble des projets retenus dans cette rubrique.
- projets en cours d'exécution : 2524,186 millions F/CFA, soit 80,78% des projets de cette rubrique.
- projets en instance de déharrage : 37,37 millions F/CFA; soit seulement 1% des projets initialement prévus dans cette rubrique.

Quelle est la répartition de ces projets?

.../...

L'éducation occupe l'essentiel des investissements : 2680,729 millions F/CFA représentant 85,79% des projets que nous avons pu recenser. La santé vient en seconde position avec 417,386 millions F/CFA, représentant à 13,36%.

L'information devait bénéficier de 25 millions F/CFA, soit 0,8%. L'action sociale ne bénéficiant que de 1,586 millions F/CFA, soit 0,05%. La part élevée de l'éducation dans ces projets d'investissements pour le développement social s'explique par le fait que nous avons tenu compte d'un projet hors P.P.D (éducation populaire du ministère de l'agriculture). Ce projet occupe à lui seul 2352 millions F/CFA sur l'ensemble des 3124,701 millions. Ce projet devait d'ailleurs s'étendre sur plusieurs années.

INVESTISSEMENTS POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DES RESSOURCES HUMAINES

REPARTITION ET ETAT D'EXECUTION AU 31 DECEMBRE 1985

TABLEAU N° 50

	projets entièrement exécutés	en cours d'exécut.	en instance démarrage	total
Education	328,729	2 352,0 (40)		2680,729
Santé	234,416	145,6	37,37	417,386
Action sociale		1,586		1,586
Information		25,0		25,0
TOTAL	563,145	2 524,186	37,37	3124,701

coûts en millions F/CFA

c - Les infrastructures économiques en milieu rural

Ce sont les routes, les aérodrômes, les constructions et les bâtiments administratifs, les lotissements prévus et (ou) réalisés en milieu rural. Nous attirons l'attention du lecteur sur un point: nous n'avons pas retenu systématiquement toutes les réalisations en milieu rural, car certaines d'entre elles, les voies de communications essentiellement, bien que se trouvent en milieu rural sont d'intérêt national. Or nous nous préoccupons de dégager les disparités entre les investissements en milieu rural et en milieu urbain. Nous ne pouvons donc pas comptabiliser un investissement à caractère national. Seuls les projets destinés uniquement au milieu rural ont été recensés. Ils s'élevaient à 459,295

millions F/CFA, tous entièrement exécutés. Ils étaient répartis de la manière suivante :

INVESTISSEMENTS EN INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES EN MILIEU RURAL

TABLEAU N° 51

R é a l i s a t i o n s	C o û t
communications	
- Désenclavement entre village du Faso (900km)	24,630
- construction et bâtiments administratifs ENEP de Loubila	426,375
- <u>Habitat</u>	
- Lotissement de pissila (80ha)	3,0
- Lotissement de Kologho (250 ha)	5,29
- TOTAL	459,295

< - Industries et services en milieu rural

Les projets d'investissements dans ce domaine s'élevaient à 1617,627 millions F/CFA. Ils seront exécutés à 85,41% ; les 14,59 autres % étaient en cours d'exécution, à la date du 31 décembre 1985. Le tableau suivant donne la répartition des projets. Des boutiques Faso Yaar (102), des magasins OFNACOR (20), des abattoirs-séchoirs (6), la formation d'artisans ruraux, la deuxième phase du programme engrais au Burkina sont autant de réalisations faites au cours du P.P.D.

voir tableau (suite)

INDUSTRIES ET SERVICES : TABLEAU DES INVESTISSEMENTS (réalisés ou en cours)
pendant la période du P.P.D.

TABLEAU N° 52

P R O J E T S	Exécutés	En cours	T o t a l
- Orpailage de gebba	42,0		42,0
- Boutiques paso year(102)	270,827		270,527
- Magasins OFNACER(20)	260,0		260,0
- Abattoirs sechoirs(6)	93,206		93,206
- appui au fonds d'assis- tance ARCOMA-COREMI	3,0		
- remplacement des struc- tures nationales de pro- duction de matériel agri- cole	45,0		45,0
- projet phosphate	150,0		150,0
- programme engrais du P.F. phase II		236,0	
- formation, équipement des artisans ruraux	119,276		119,276
- suivi des artisans ruraux	123,696		
- formation, production de matériel agricole	274,922		
- TOTAL	1 381,627	236,0	1 617,627

conclusion partielle

Les projets initiés dans l'intention de résoudre en priorité des problèmes du monde rural par les différents départements ministériels coûtaient au total 62 686,608 millions F/CFA, soit 45,06% du coût total du programme d'appui. Dans ces projets, la priorité a été accordée au développement des productions du monde rural. Ainsi la rubrique "Développement rural" accapare 91,70% des projets réalisés (ou réaliser) en milieu rural. La prépondérance de cette rubrique s'entend, dans la mesure où le Burkina Faso, la Haute-Volta d'antan, est un pays essentiellement agricole. En construisant des puits, des forages, en aménageant des terres, l'Etat veut mettre à la disposition des paysans des moyens de production modernes susceptibles d'accroître la production et la productivité du monde rural.

La rubrique "développement social et les ressources humaines" est en deuxième position avec 5,0% du total. Cette rubrique est d'une importance capitale car les projets qui la constituent sont essentiellement l'éducation, la santé, l'action sociale; ces projets une fois réalisés, fournissent un soutien à la production. En effet pour que les paysans puissent s'adonner totalement aux activités de production, il faut qu'ils soient en bonne santé; d'où la nécessité de construire des dispensaires, pour que les paysans soient facilement convaincus des bienfaits des méthodes agricoles modernes, pour qu'ils puissent comprendre très facilement les conseils des agents d'agriculture, il faut qu'ils soient alphabétisés; d'où la construction de C.F.J.A., les centres de formation de jeunes agriculteurs.

En outre les femmes dont le nombre est important (près de 52% de la population) peuvent jouer un grand rôle dans le monde rural. C'est pourquoi l'action sociale intervient de plus en plus dans le milieu rural, pour soutenir notamment les groupements féminins.

La rubrique "industries et services" accapare 2,6% des projets en milieu rural. Il nous paraît nécessaire de préciser que les activités industrielles sont quasi inexistantes dans le milieu rural burkinabè. Pendant la période du P.P.D certains projets ont été réalisés, parmi lesquels le projet orpaillage de gebba, la deuxième phase du projet engrais du Burkina Faso a aussi été réalisé. Nous avons comptabilisé des projets qui sont localisés dans les centres urbains, mais dont l'activité vise à satisfaire des besoins des paysans : à titre d'exemple le projet "formation, équipement des artisans ruraux". Enfin de nombreux magasins OFNACER et des boutiques ont été réalisés en milieu rural. La rubrique "infrastructure économique" vient en dernière position avec 0,7% du total des projets. Cette rubrique renferme des projets de construction de routes, de bâtiments administratifs, investissements qui sont réalisés en milieu urbain. Notons pour terminer que nous n'avons pas recensé toutes les routes qui ont été construites pendant le P.P.D et traversant les villages, dans la mesure où certaines routes sont de portée nationale, voire internationale. Une route internationale, bien que traversant un village, n'est pas, à notre avis, un investissement rural.

l'état d'exécution des différents projets à la date du 31 décembre 1985 était satisfaisant. Les projets entièrement exécutés ou en cours d'exécutions avaient un coût total de 49 207,781 millions F/CEA, soit 78,50% du total.

INVESTISSEMENTS POUR LE MILIEU RURAL - REPARTITION ET ETAT D'EXECUTION

AU 31 DECEMBRE 1985

TABLEAU N° 53

R u b r i q u e s	projets exécutés	en cours d'exécution	en instance de démarrage	total	
				montant	pourcentage
Développement rural	1 996,23	36 047,298	13 441,437	57484,985	91,7%
Développement social et ressources humaines	563,145	2 524,186	37,37	3424,701	5,0%
Infrastructures économiques	459,295	-	-	459,295	0,7%
Industries et services	1 381,627	296,0	-	1617,627	2,6%
TOTAL	10 400,297	38 807,484	13 478,827	62686,608	100%

coûts en millions F/CEA

62 686,608 millions F CEA constituent une somme non négligeable pour un pays comme le notre. L'importance de cette somme apparaît davantage si nous savons qu'en 1985, le budget de l'état burkinabè était de 76670,803 millions F CEA. La différence entre le budget total de l'état burkinabè et le coût des investissements à réaliser en milieu rural était seulement de 13984,195 millions F CEA. Si l'état burkinabè devait prendre en charge ces investissements, on assisterait à la paralysie de l'état, car il ne resterait plus grand chose pour faire face aux autres dépenses dont les plus importantes sont celles du fonctionnement des services.

La population burkinabè s'élevait en 1985 à 7 961 712 habitants, parmi eux 7 035 776 résidaient dans le milieu rural, soit 88 % du total. somme colossale, certes, mais destinée à une population gigantesque. Ainsi chaque habitant du milieu rural devait bénéficier de 8909,7 F CFA d'investissements (si nous considérons l'ensemble des projets). si nous nous limitons aux projets entièrement exécutés ou en cours d'exécution au 31 décembre 1985, le rapport diminue ; chaque habitant du milieu rural ne bénéficiant que 6994 F CFA pendant la durée du P.P.D.

Ainsi donc, mis en rapport avec les populations bénéficiaires, il apparaît que les investissements en milieu rural sont plus faibles, par conséquent, les effets escomptés ne se font pas sentir à souhait.

III - LES INVESTISSEMENTS EN MILIEU RURAL

A - ETUDE GLOBALE

Nous nous intéressons dans cette partie aux treize villes que comptait le Burkina Faso au lancement du P.P.D. Nous ne retiendrons que les projets entièrement exécutés ou en cours d'exécution à la date du 31 décembre 1985. Nous faisons donc fi des projets qui n'avaient pas encore démarrés au moment de l'établissement du bilan final de ce programme. La raison de ce choix réside dans le souci qui nous anime de nous approcher le plus possible de la réalité, de ce fait, nous nous intéressons particulièrement aux projets qui ont été exécutés effectivement, puis ceux dont l'exécution a démarré pendant la période du P.P.D.

1- Le secteur des industries et services

Les projets entièrement exécutés et ceux en cours d'exécution au titre du secteur des industries et services s'élevaient à 1082,956 millions F CFA dans les treize villes que comptait le Burkina Faso en 1984. Ces investissements étaient concentrés dans la ville de Ouagadougou ; 721,486 millions F CFA, soit 67 % des investissements de ce secteur.

Ces investissements portaient principalement sur la construction de magasins FASO YAAR, OFNACIER, de magasins populaires. Ils devaient permettre un meilleur approvisionnement des populations en produits de première nécessité. Des boucheries devaient également permettre de mettre sur le marché, de la viande de bonne qualité. C'est une politique qui vise à améliorer les conditions sanitaires en mettant sur le marché des aliments en quantité et en qualité suffisantes.

2- Le secteur des infrastructures économiques

Ils s'élevaient à 2055,34 milliards F CFA les projets du P.P.D., au titre de ce secteur, qui avaient été entièrement exécutés ou étaient en cours d'exécution à l'établissement du bilan final du P.P.D. Les investissements de ce secteur, représentaient 24 % de l'ensemble des investissements destinés aux centres urbains. Là encore, la capitale politique accaparait l'essentiel des investissements : 1493,234 milliards F CFA, soit 73 % des investissements de ce secteur pour les centres urbains. L'urbanisation plus rapide de Ouagadougou nécessite plus qu'ailleurs beaucoup d'investissements.

Ils portaient sur le dégagement de voies de communication, les lotissements, les aménagements urbains, la construction de bâtiments administratifs, principalement.

3- Le secteur de développement social et des ressources humaines

Les treize centres urbains ont bénéficié, dans le domaine social, d'investissements d'un coût total de 5306,038 milliards F CFA. Ceci représente plus de la moitié des investissements des centres urbains : exactement 62 % de ceux-ci. Ce pourcentage traduit l'importance accordée au secteur social. Nous l'avons déjà souligné, au début de ce mémoire, la population burkinabè est très jeune ; d'où d'importants investissements pour l'éducation, la formation, la santé, l'action sociale, notamment. Ouagadougou attirait, comme dans les autres secteurs, l'essentiel de ces investissements : 3254,375 milliards, soit 61 % des investissements de ce secteur consacrés aux treize villes du Burkina.

Au cours du P.P.D. de nombreux C.E.C ont vu le jour, les provinces ont voulu se doter de écoles construites en priorité dans leurs chef-lieux de province.

chaque province s'est dotée d'une salle de cinéma, des garderies populaires furent construites dans les principales villes. L'accent a tout simplement été mis sur le développement social, témoignant ainsi du caractère véritablement populaire de ce programme.

4- Le secteur du développement rural

sont regroupés dans ce secteur les investissements dont l'objectif est de favoriser le développement rural. Ils portent sur la construction dans les centres urbains de magasins de stockage d'aliments pour détail, de la réalisation de puits et forages utilisés par les banlieusards. Ces investissements s'élevaient à 170,877 millions F CFA. C'est le secteur le moins favorisé, la ville étant par définition un lieu où se développent plutôt des activités non rurales. Ils représentaient cependant 2 % des investissements des centres urbains.

En somme les projets entièrement exécutés et ceux en cours d'exécution au moment de l'élaboration du bilan final du P.P.D., s'élevaient dans l'ensemble des treize villes du Burkina à 8615,211 millions F CFA pour les centres urbains contre 49207,781 millions F CFA. Notons qu'il s'agit des projets entièrement exécutés et ceux en cours d'exécution. Mettons en rapport les investissements urbains avec la population bénéficiaire, la population urbaine. Celle-ci s'élevait à quelque 928 936 habitants. Chaque urbain devait donc bénéficier de 9274 F CFA. A l'inverse le rural bénéficiait de seulement 6994 F CFA. Il apparaît donc que le citoyen bénéficiait d'investissement supérieurs au rural. Mais notons avec satisfaction la réduction de l'écart entre le rural et le citoyen. Le rapport n'atteint même plus deux : 1,3. La différence est nette entre le P.P.D et les précédents plans qui se caractérisaient par une très grande disparité dans la répartition des investissements entre le milieu et le milieu urbain. Mais cette disparité est-elle atténuée aussi entre les principaux centres urbains ?

.../...

TABLÉAU N° 54 : Récapitulation des investissements urbains pendant le P.P.D.

secteurs	Montant en Millions F CFA	structures %
Développement rural	170,877	2
Développement social	5306,038	62
Industries, services	1082,956	13
Infrastructures économiques	2055,34	23
TOTAL	8 615,211	100

B- ETUDE REGIONALE

Nous étudierons, cas par cas, les investissements dans les quatre principales villes du Burkina au cours du P.P.D.

1- dans la ville de Ouagadougou

La capitale burkinabè a bénéficié d'investissements s'élevant à 5566,944 millions F CFA pendant le P.P.D. Ceci représente 35 % des investissements destinés aux treize centres urbains. Il ne reste plus que 65 % à répartir entre les 12 autres villes. Ces investissements étaient répartis entre les différents secteurs de la manière suivante :

a- Le secteur du développement rural

Dans ce secteur les projets entièrement exécutés et ceux en cours d'exécution au 31 décembre 1985 dans la ville de Ouagadougou avaient un coût de 97,849 millions F CFA. Ils portaient essentiellement sur la réalisation de puits et forages dans les quartiers périphériques non structurés de la ville. C'est ainsi qu'au titre du programme de base 24 forages d'un coût total de 37,5 millions F CFA ont été entièrement exécutés.

Le programme d'appui a investi 52,58 millions F CFA pour les puits et forages. Un magasin de stockage d'aliments pour bétail fut également entièrement exécuté, il coûté 7,949 millions F CFA.

b- Le secteur du développement social

pour la ville de Ouagadougou, 3254,375 millions F CFA ont été investis dans le secteur social. Ils représentaient 58 % des investissements réalisés dans cette ville. Ils portaient essentiellement sur la construction de logements qui nécessita 2440 millions F CFA, soit 75 % des investissements de ce secteur. Ce chiffre témoigne de l'ampleur du problème de logements à Ouagadougou et des efforts considérables déployés pour le résoudre.

L'éducation, l'information, la santé et la culture sont les autres domaines d'intervention.

c- Le secteur des industries et services

Dans ce secteur, les investissements pour la capitale politique se sont élevés à 721,486 millions F CFA, soit encore 13 % des investissements dans cette ville. Le programme de base dans ce secteur a surtout porté sur les services, avec la construction de magasins et l'aménagement de marchés. Il en est de même pour le programme d'appui. L'investissement le plus important fut la construction du magasin de la C.G.P, d'un coût de 570 millions F CFA.

d- Le secteur des infrastructures économiques

Les investissements dans ce secteur, pour la ville de Ouagadougou s'élevaient à 1493,234 millions F CFA. Ils représentaient 27 % des investissements réalisés dans la capitale. Ce secteur venait donc en deuxième position après celui du développement social. C'est le développement rapide de cette ville qui explique l'importance des investissements dans ce secteur.

.../...

De nombreux bâtiments administratifs connurent un début de réalisation. Leur coût s'élevait à 878,507 millions F CFA, soit 59 % des investissements de ce secteur. La fonction de capitale politique et administrative de Ouagadougou entraîne la réalisation de nombreux bâtiments administratifs : ministères, sièges de sociétés, d'organismes. La construction de voies de communication nécessite 348,4 millions F CFA. Les lotissements s'élevèrent à 173,006 millions F CFA.

Selon le recensement général de la population, la capitale politique du Burkina abritait une population de 441 514 habitants. Chaque Ouagalais bénéficiait donc 12 609 F CFA d'investissements. Ce chiffre est une moyenne qui cache des disparités. En effet dans la ville de Ouagadougou, certains investissements ne profitent qu'à l'élite. C'est le cas des somptueuses villas de la SO.CO.G.I.B qui vont coûter 2440 millions F CFA. Les personnes pauvres continueront à végéter dans des quartiers insalubres.

En comparant les investissements du Ouagalais et ceux du rural burkinabè, il apparaît que le Ouagalais "vit dans le beurre". Il bénéficie de près de deux fois plus d'investissements que le rural. Nous nous réjouissons de l'écart peu considérable. Cela s'entend si nous nous rappelons que pendant le plan-cadre, par exemple, cet écart était de 1 à 12. Qu'en est-il avec les autres principaux centres urbains ?

TABLEAU N° 55 : Récapitulation des investissements dans la ville de Ouagadougou au cours du P.D.D.

secteur	montant en millions F CFA	structures %
Développement rural	97,849	2
Développement social	3254,375	58
Industries, services	721,486	13
Infrastructures économiques	1493,234	27
TOTAL	5566,944	100

2- Dans la ville de Bobo-Dioulasso

La capitale économique du Burkina a bénéficié pendant le P.D.P d'investissements s'élevant à 802,401 millions F CFA. Ceci correspond à 9 % des investissements urbains. Rappelons qu'en 1985, la population de Bobo-Dioulasso s'élevait à 228 668 habitants. Ces investissements étaient les suivants :

a- Le secteur de développement rural

Ce secteur a bénéficié de 3,648 millions F CFA dans la ville de Bobo-Dioulasso. Ils représentaient à peine 0,5 % des investissements de cette ville. Ils portaient surtout sur le forage de puits, l'extension de fontaines et des actions de reboisements, et de construction de magasins de stockage d'aliments de bétail.

b- Le secteur du développement social et des ressources humaines

Pour ce secteur, les investissements dans la ville de Bobo-Dioulasso s'élevaient à 555,777 millions F CFA. L'investissement le plus important fut l'extension et l'équipement de Radic-Bobo ; il coûte 380 millions F CFA et fut entièrement exécuté. Le secteur de la santé n'était pas négligé : 172,965 millions F CFA dont 80 millions F CFA pour la construction d'un bloc d'urgence à l'hôpital de Bobo-Dioulasso.

c- Le secteur des industries et services

Pour ce secteur, la ville de Bobo-Dioulasso a bénéficié de 97,05 millions F CFA soit 12 % des investissements dans cette ville. Ils portaient sur l'achèvement de marchés (14,05 millions F CFA) et sur la construction de chambre froide (83 millions F CFA). Ces deux projets furent entièrement exécutés.

Les infrastructures économiques

La ville de Bobo-Dioulasso a bénéficié de 145,926 millions F CFA d'investissements pour le secteur des infrastructures économiques. Ils représentent 18 % des investissements dans cette ville. Le plus important de ces investissements fut la construction du bureau de douanes, d'un coût de 75,991 millions F CFA. La construction ou l'aménagement de permanences C.D.R nécessita 34,494 millions F CFA.

TABIEAU N° 56 : Récapitulation des investissements dans la ville de Bobo-Dioulasso pendant le P.P.D (en millions F CFA)

secteur	montant	structure %
Développement rural	3,648	1
Développement social	555,777	69
Industries, services	97,05	12
Infrastructures économiques	145,926	18
TOTAL	802,401	100

En somme 802,401 millions F CFA pour 228 668 habitants correspondent à 3 509 F CFA par bobolais. Chiffre inférieur non seulement à celui des ouagalais (12609 F CFA), mais il l'est aussi à celui du rural (6994 F CFA). Ce programme est vraiment original. C'est la première fois que les ruraux sont plus favorisés que les citadins d'une localité, et pas des moindres. Ce bouleversement heureux est à mettre sur le caractère populaire de ce programme. Ce sont les populations mêmes qui ont défini leurs priorités, et ont œuvré pour que leurs projets deviennent réalité ; l'enthousiasme qui les animait allié à l'espoir d'aboutir dans un avenir proche au bonheur en comptant sur leur propre force expliquent que de nombreux projets aient été réalisés en milieu rural.

alors qu'en milieu urbain, les projets étaient pour la plupart financés par le budget de l'Etat comme par le passé, en milieu rural les populations elles-mêmes, par l'investissement humain, ~~assurent~~ l'exécution de leurs projets, chose qu'elles ne faisaient pas, de par le passé.

3 - DANS LA VILLE DE KOUDOUGOU

Cette ville a bénéficié au cours du P.P.D d'investissements se chiffrant à 225,321 millions F/CFA. Ceci correspond à 3% de l'ensemble des investissements en milieu urbain; comparativement à la ville de Ouagadougou, ces investissements sont faibles : 5566,944 millions F/CFA à Ouagadougou soit 23 fois plus d'investissements qu'à Koudougou. Cette ville de Koudougou n'a donc pas été "gâtée" pendant le P.P.D. Ces investissements étaient répartis entre les secteurs de la manière suivante :

a - Le développement rural

Les projets entièrement exécutés ou en cours d'exécution dans la ville de Koudougou pour ce secteur ont coûté seulement 0,2 millions F/CFA, ils portaient sur la construction d'un parc à vaccination.

b - Le développement social

51 millions F/CFA avaient été investis dans ce secteur pour la ville de Koudougou. L'essentiel (41 millions F/CFA) était destiné à la santé. La culture se procurait la dizaine de millions restants. Les investissements dans ce secteur représentent 23% des investissements dans cette ville.

c - Le secteur des Industries et services

pour la ville de Koudougou, ce secteur a bénéficié de 74,121 millions F/CFA d'investissements, représentant 33% des investissements de la ville. Le programme de base permet d'exécuter entièrement une savonnerie artisanale qui a coûté 42 millions F/CFA, soit 57% des investissements de ce secteur dans la ville. Les autres investissements portèrent sur la construction d'une boucherie de 16,288 millions F/CFA, et sur l'organisation de foire régionale qui a nécessité 15,833 millions F/CFA.

d - Les infrastructures économiques

Les investissements dans ce secteur s'élevaient à 100 millions F/CFA et portaient sur l'adduction d'eau. Ils représentaient 44% des investissements dans cette ville.

Au total, la ville de Kouadougou n'a pas été le théâtre de nombreux chantiers pendant le PPN. Seulement 225,321 millions F/CFA ont été investis dont 44% pour l'adduction d'eau. Rappelons que la population de Kouadougou était de 51 926 habitants en 1985. Chaque citoyen de Kouadougou a donc bénéficié de 4 339 F/CFA. Notons que, comme pour le Bobolais, le citoyen de Kouadougou a bénéficié au cours du P.P.N d'investissements inférieurs au rural. Qu'en est-il pour la ville de Banfora ?

INVESTISSEMENTS A KOUADOUGOU PENDANT LE PPN (en millions F/CFA)

TABLEAU N° 57

	Montant	Structure
- Développement rural	0,2	1
- Développement social	51	23
- Industries, services	74,121	33
- Infrastructures économiques	100	43
- TOTAL	225,321	100

4 - DANS LA VILLE DE BANFORA

Dans cette ville, les projets entièrement exécutés ou en cours d'exécution à la date du 31 décembre 1985 n'étaient que de 16,288 millions F/CFA. Il s'agit d'un seul projet, la construction d'une boucherie qui fut d'ailleurs entièrement exécutée.

En 1985 la ville de Banfora comptait 35 319 habitants. Chaque citoyen de cette ville a donc bénéficié pendant le PPN de 413,949 F/CFA d'investissements. Comme désirable, surtout si nous tenons compte de la part des Ouagalais et l'habitant de la capitale bénéficiait de 30 fois plus d'investissements que celui de Banfora ! Pendant le PPN la ville de Banfora était " le parent pauvre". Mais qui accuser ? les autorités ?

nous ne le pensons pas parce que le p.p.d devait être en grande partie élaboré et exécuté par les populations elles-mêmes. les habitants de Banfora ? peut-être.

Il existe donc une disparité beaucoup plus grande dans les répartition des investissements entre les principaux centres urbains que nous avons retenus. ainsi le Ouagadougais bénéficie de 12 609 F/CEA d'investissements, le Bobolais dispose de 3508 F/CEA, l'habitant de Koudougou se voit cotroyer 4 339 F/CEA, tandis que le citadin de Banfora ne bénéficiait que de 413,949 F/CEA d'investissements.

comme nous l'avons déjà souligné, l'urbanisation rapide de la ville de Ouagadougou et sa fonction de capitale politique expliquent la part très importante de cette ville dans la répartition des investissements. Rappelons aussi que de tous les plans que nous avons étudiés jusque là, le PPD est le seul où, non seulement l'écart des investissements est très minime entre ruraux et citadins, mais aussi le seul où la part des ruraux est supérieure à celle des citadins de certaines villes. Est-ce parce que le PPD est justement un programme et non un véritable plan ? nous ne le pensons pas puisque le plan - cadre avait aussi été présenté comme n'étant pas un véritable plan de développement. dans tous les cas pour en avoir le coeur net, nous étudierons dans les lignes qui suivent le premier plan quinquennal de développement populaire.

INVESTISSEMENTS DANS LES QUATRES PRINCIPALES VILLES PENDANT LE PPD (en millions F/CEA)

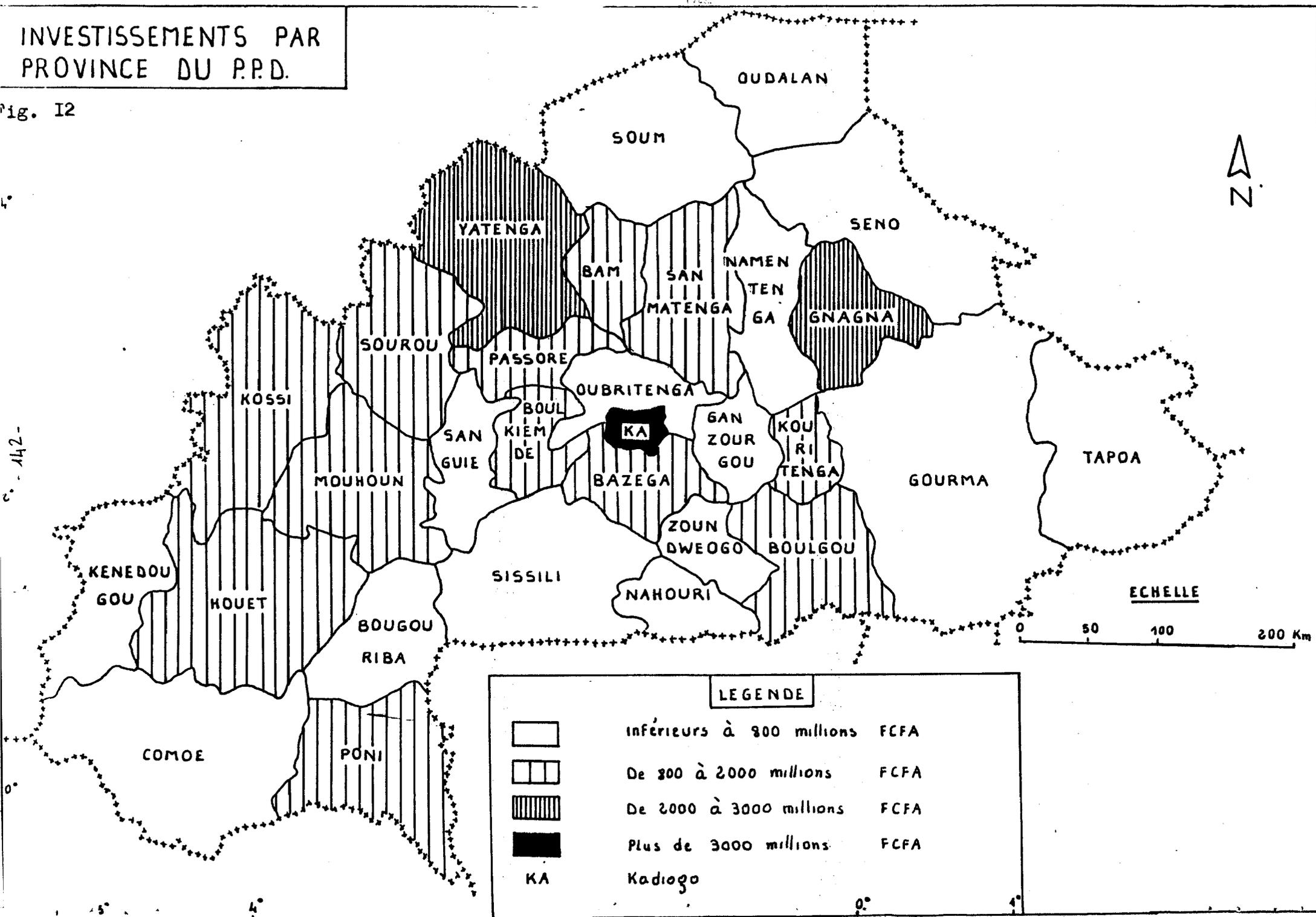
TABLEAU N° 58

	montant en millions d'investissements / tête	
	F/CEA	en F/CEA
- Ouagadougou	5566,944	12 609
- Bobo-Dioulasso	802,401	3 509
- Koudougou	225,321	4 339
- Banfora	16,288	414

Rappel : investissements / tête en milieu rural = 6 994 F/CEA

INVESTISSEMENTS PAR PROVINCE DU P.P.D.

Fig. 12



LEGENDE	
	inférieurs à 800 millions FCFA
	De 800 à 2000 millions FCFA
	De 2000 à 3000 millions FCFA
	Plus de 3000 millions FCFA
KA	Kadiogo

ECHELLE
0 50 100 200 Km

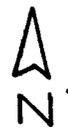


Fig. 13 P.P.D. 1984 - 85 : REPARTITION SECTORIELLE DES INVESTISSEMENTS EN MILIEU RURAL

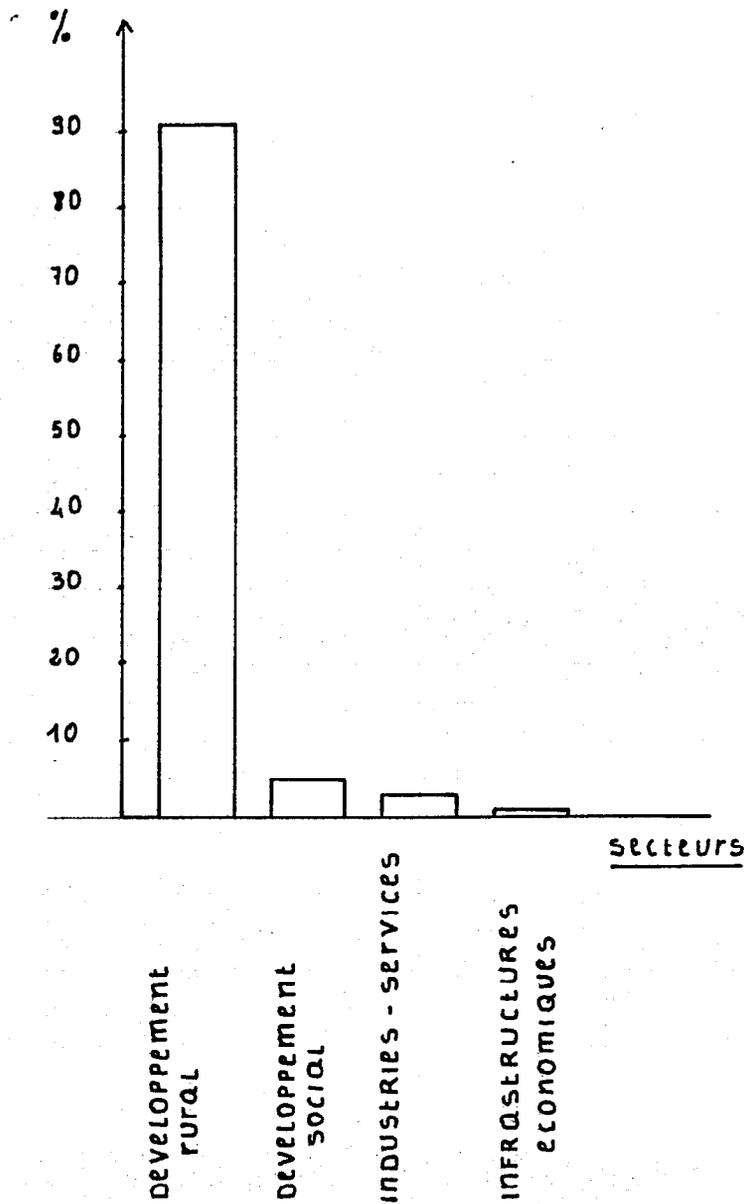
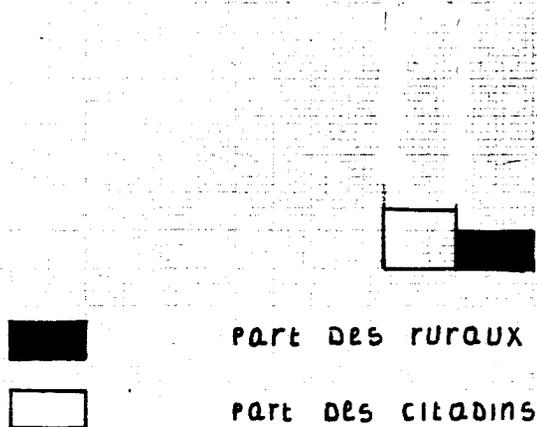


Figure 14 P.P.D. : ECART ENTRE INVESTISSEMENTS PAR RURAL ET PAR CITADIN

Figure 14



// CHAPITRE V

LE PREMIER PLAN QUINQUENNAL DE

DEVELOPPEMENT POPULAIRE (P.O.D.P.)

1986 - 1990

INVESTISSEMENTS A TRAVERS LE PREMIER PLAN QUINQUENNAL DE DEVELOPPEMENT
POPULAIRE - 1986 - 90

Le programme populaire de développement qui s'est étendu d'octobre 1984 à décembre 1985 devait permettre aux autorités gouvernementales de tester la capacité de mobilisation du peuple burkinabè autour des grands chantiers du développement économique et social. Ce test a été positif, car tant en milieu urbain que rural nombreux sont les chantiers ou projets qui ont pu être exécutés grâce aux populations concernées. Celles-ci intervenaient par le biais de l'investissement humain et par les autres contributions sous forme de cotisations diverses.

Pace à ce succès, a été lancé le premier plan quinquennal de développement populaire. Ce plan est "premier" car sous un régime révolutionnaire, c'était la première initiative de planification. Donc c'est un premier plan si nous nous plaçons sous un régime révolutionnaire.

Autrement dit, il ne s'agit pas du premier plan qu'à connu la Haute-Volta d'antant, c'est un plan de développement populaire dans la mesure où :

- 1°/ son élaboration s'est faite par les nationaux, contrairement aux premiers plans de la Haute-Volta qui étaient conçus essentiellement par des experts étrangers ignorant pratiquement tout des pratiques, des moeurs et surtout des besoins réels des populations.
- 2°/ L'accent est mis sur des projets visant la satisfaction des besoins fondamentaux des "populaires". Très souvent, ce sont les populations concernées qui ont décidé de la réalisation de tel ou tel projet.
- 3°/ Tout est mis en oeuvre pour que les populations bénéficiaires des projets d'investissements participent activement à leur réalisation, comme ce fut le cas pour le PPD. D'ailleurs dans le préambule de ce plan, nous pouvons lire ceci " le plan quinquennal approfondira le contenu de la nature participative du développement en poursuivant l'effort de mobilisation de masses populaires.

quels étaient les objectifs globaux visés par le Plan quinquennal ? Ils sont au nombre de cinq⁽⁴⁴⁾ :

- "augmenter et sécuriser la production intérieure
- desserrer progressivement la contrainte externe
- mobiliser l'épargne nationale et assurer son recyclage principalement dans des activités productives internes
- promouvoir l'emploi, particulièrement dans les secteurs de production et d'appui aux activités du monde rural
- accroître le revenu et sauvegarder le pouvoir d'achat, notamment au niveau des couches sociales les plus défavorisées".

La réalisation de ces objectifs globaux passe par l'exécution des nombreux projets conçus tant en milieu rural qu'en milieu urbain.

(44) plan quinquennal 1986 - 90 - préambule.

A- Les investissements en milieu rural

En raison de l'importance que revêt le monde rural dans l'économie du Burkina Faso, de nombreux ont été conçus pour être réalisés dans ce milieu. Les investissements sont regroupés en quatre grands secteurs : la production, le soutien à la production, les investissements sociaux, et le secteur des équipements et infrastructures administratifs.

Les projets d'investissements en milieu rural pendant le premier plan quinquennal de développement populaire (P.D.P.¹) s'élèvent à plus de 312289,39 millions F CFA dont 6769,88 millions F CFA en investissements humains.

1- Les secteurs de production

Ce sont les projets concernant l'agriculture, l'élevage, l'environnement, les mines, les industries manufacturières et l'artisanat. Ils s'élèvent à plus de 167729 millions F CFA, soit 53,6 % de tous les investissements du milieu rural. La part de l'investissement humain est de 3953,88 millions F CFA. La prépondérance des secteurs de production s'entend dans la mesure où le développement d'un pays est conditionné par l'existence des richesses. Il faut mettre l'accent sur les secteurs productifs dont l'essor entraînera celui des autres secteurs, le secteur social notamment.

a- L'Agriculture, l'Élevage

Ils occupent l'essentiel des investissements dans ce secteur ; cela à juste titre, car nous savons que près de 90 % de la population active s'adonne à l'agriculture ou à l'élevage.

Les investissements pour l'agriculture et l'élevage s'élèvent à plus de 125 045,86 millions F CFA, soit 40 % des investissements ruraux, ou encore 75 % des investissements des secteurs de production.

La priorité accordée à l'agriculture et à l'élevage est soutenue par la volonté du Burkina Faso d'atteindre l'autosuffisance alimentaire afin d'atténuer le déséquilibre de la balance commerciale. L'amélioration des revenus et des niveaux de vie des paysans, la conservation des ressources en terre et l'emploi optimum du capital foncier sont les autres objectifs du plan dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage.

b- L'environnement

Ce secteur bénéficie de 14507,09 millions F CFA d'investissements, dont 3091 millions F CFA en investissement humain. L'investissement humain est assez élevé dans ce secteur : 21% du coût total, alors que dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage, il est inférieur à 1%. C'est sans doute parce que l'environnement est moins vital que l'agriculture et l'élevage, et aussi parce que les opérations dans l'agriculture demandent une certaine qualification. Un paysan peut apporter sa contribution dans un camp de reboisement, alors qu'il ne pourra pas le faire dans la conception d'un grand projet hydroagricole. Notons que les investissements pour l'environnement représentent 4,6% des investissements ruraux.

C'est un pourcentage important qui montre la prise de conscience ^{des autorités} des ~~jours~~ sur le danger de la désertification et de la nécessité de mener des actions visant à freiner ce fléau.

c - Le secteur des mines

Il bénéficie de 22 229 millions F/CFA d'investissements. Ceci représente 7,1% des investissements dans le milieu rural, ou encore 13% des investissements des secteurs de production dans ce milieu. L'investissement humain dans ce secteur est nul. Cela est fort appréciable dans la mesure où l'essentiel des investissements sont destinés au Nord du pays, au Sahel, région caractérisée par le nomadisme de sa population rurale. Il aurait été très risqué de compter sur une quelconque mobilisation de ces populations pour des travaux dits d'intérêt commun.

Nous voyons, du même temps, le sérieux avec lequel ce plan a été préparé. Les investissements portent sur 10 projets d'exploitation, 4 projets d'évaluation et 4 projets de recherche.

Nous devons enfin apprécier l'importance accordée au secteur des mines et des industries minières pour la simple raison que l'exploitation minière peut contribuer à créer des pôles d'attractions sur l'espace national. Elles peuvent donc freiner le phénomène de macrocéphalie qui caractérise l'urbanisation du Burkina.

d. - Les industries manufacturières

Ils s'élevaient à 4 432,5 millions F/CFA, les investissements dans ce secteur en milieu rural, soit seulement 1,4% des investissements ruraux, ou encore 2,6% des investissements des secteurs de production en milieu rural. Ces chiffres montrent que l'industrie au Burkina Faso n'est pas fortement implantée en milieu rural. C'est sans doute des considérations économiques qui expliquent cette situation. En effet pour qu'une industrie se développe, il faut qu'il soit à proximité des consommateurs, qu'elle puisse bénéficier à moindre coût des services des autres secteurs (commerce, administration); ce sont là des conditions qui ne sont pas réunies dans le milieu rural burkinabè.

Le plus important des projets portait sur les phosphates de Kodjari. Il est d'un coût de 3 000 millions F/CFA, soit 68% des investissements de ce secteur. Les onze O.R.D devaient bénéficier de presses à huile d'un coût total de 680 millions F/CFA. Tels sont les principaux projets de ce secteur.

e. - L'artisanat

Les investissements dans ce secteur s'élevaient à 1 516,55 millions F/CFA, soit 0,5% des investissements ruraux. L'objectif principal du pays est l'organisation de l'artisanat. Outre cet objectif, l'encadrement, la formation et le perfectionnement des artisans ruraux sont au coeur des préoccupations du pays. L'Office National de la promotion de l'emploi est le service chargé de cette mission. Cet office doit investir 673 millions F/CFA pour l'organisation des artisans ruraux et 540 millions pour la formation des femme rurales.

2 - Les secteurs de soutien à la production

C'est le deuxième ensemble de secteur important après les secteurs de production. Ils bénéficient de 130 740,73 millions F/CEA d'investissements représentant 41,9% des investissements ruraux. L'intérêt apporté à ces secteurs est légitime dans la mesure où ils soutiennent les activités productives.

a) Eau et aménagements hydroagricoles

L'agriculture du Burkina de même que l'élevage sont sujets aux aléas climatiques, comme nous l'avons souligné au début de ce mémoire. Pour augmenter les chances de succès dans ces secteurs, le Burkina Faso accorde une place importante à la question de l'eau. Ainsi ce secteur bénéficie de 129 324,85 millions F/CEA au cours du plan quinquennal 1986-90 en milieu rural. Ceci représente 41,4% des investissements ruraux. Notons que c'est le plus fort pourcentage devant l'agriculture et l'élevage qui, rappelons-le, bénéficient de 40% des investissements ruraux.

L'hydraulique villageoise et pastorale bénéficie de 36 565,68 millions F/CEA (28,27% des investissements de ce secteur), tandis que l'hydraulique agricole se voit octroyer 87 994,17 millions F/CEA, soit 68,05% des investissements de ce secteur. Le projet de Bagré, à travers sa première tranche qui consiste à aménager 2100 hectares est le plus important projet d'investissement : 37 517 millions F/CEA. Au titre de l'hydraulique villageoise et pastorale, plus 8 200 puits et forages seront réalisés, et 3036 ouvrages réhabilités. Enfin les études dans ce secteur pour le milieu rural s'élèvent à 4 4765 millions F/CEA, soit 3,68% des investissements dans ce secteur.

b - Les communications

Nous avons considéré ici les postes téléphoniques, les voies de communication n'ont pas été retenues, nous le considérons comme des grands travaux à intérêt national.

pour ce secteur les investissements s'élèvent à plus de 910 millions F CFA soit seulement 0,3 % des investissements ruraux. Il s'agit d'un coût approximatif, car certains projets concernant le milieu rural et le milieu urbain à la fois n'ont pu être évalués séparément. Le projet le plus important portait sur le renforcement du réseau de télécommunications rurales. Plus élevée à 560 millions F CFA, la création d'un réseau de télécommunications rurales était un autre projet non moins important, il coûte 302 millions F CFA. Ces investissements ont pour objectif de mettre à la disposition du monde rural plus de postes téléphoniques et de bureaux de postes. Cet objectif est louable si nous savons que le Burkina Faso comptait en 1984 15 741 postes téléphoniques, mais inégalement répartis sur le territoire national. En effet, 60 % de ces postes étaient concentrés à Ouagadougou, 20 % à Bobo-Dioulasso, 10 % dans les villes de Koudougou, Ouahigouya, Banfora et Paga. Les autres centres du pays se contentaient des 10 % restants. C'est dire donc que le milieu rural est pratiquement dépourvu en postes téléphoniques. signalons enfin qu'en 1985, le réseau postal burkinabè comptait 46 bureaux de plein exercice, dont seulement 11 en milieu rural.

c- Le commerce

Des boutiques et des magasins villageois d'un coût 200,84 millions F CFA seront construits en milieu rural pendant ce plan. La mise en place de ces boutiques dans les villages permettra aux paysans et autres habitants du milieu rural de s'approvisionner en produits manufacturés et d'écouler plus facilement leurs productions. soulignons l'importante part de l'investissement humain dans la réalisation de ces projets : 49,09 millions F CFA soit 24 % du coût total.

d- Le tourisme et l'hôtellerie en milieu rural

Dans ce secteur, les investissements en milieu rural s'élèvent à 304,94 millions F CFA, soit seulement 0,1 % des investissements ruraux. Les investissements portent surtout sur la construction d'auberges populaires (126 millions F CFA) et d'unités d'hébergement (97,8 millions F CFA).

L'aménagement de sites touristiques nécessite des investissements de 31,1 millions F CFA.

Ces investissements doivent permettre de mettre en valeur les ressources touristiques, d'augmenter et de décongestionner les infrastructures d'hébergement. L'objectif de tous ces investissements c'est la promotion du tourisme au Burkina Faso.

3. Les secteurs sociaux

Les secteurs sociaux ont bénéficié de 13604,89 millions F CFA d'investissements. Ceci représente 4,4 % des investissements ruraux. Ainsi, contrairement au P.P.D, le secteur social n'a pas la priorité dans le plan 1986-1990. Cela s'entend dans la mesure où le secteur social est lié au secteur productif, pour que le secteur social se développe, il faut au préalable créer des richesses donc investir dans les secteurs de production ou de soutien à la production.

a- Éducation et formation

Il n'y a pas encore très longtemps, les paysans refusaient d'envoyer leurs enfants à "l'école des blancs". Pour eux, celle-ci était aliénante (ce qui est vrai) et surtout elle réduisait le main-d'œuvre dans les exploitations agricoles. Mais aujourd'hui, l'agriculture ne semble pas être une activité permettant d'avoir des revenus substantiels et pouvoir satisfaire les nombreux nouveaux besoins. Les paysans consentent d'énormes sacrifices pour envoyer leurs enfants à l'école. L'école est devenue la voie par laquelle il faut passer pour espérer trouver un emploi rémunéré. Mais nombreux sont les villages qui sont sans école. L'objectif principal du pays est de "promouvoir l'enseignement du plus grand nombre".

Pour ce faire les investissements sont nécessaires. Ils s'élèvent en milieu rural à plus de 5661,15 millions F CFA, soit 1,8 % des investissements ruraux. Soit encore 42 % des investissements sociaux en milieu rural.

signalons que ce coût n'est qu'approximatif, dans la mesure où nous n'avons pas pu évaluer certains projets (dans l'enseignement de base notamment).

b- La santé

En 1985, le taux de mortalité générale était de 22 ‰, la mortalité infantile atteignait 167 ‰ pour l'ensemble du pays. En milieu rural, ces taux sont encore plus élevés du fait de la concentration des infrastructures sanitaires dans les centres urbains. A titre d'exemple, on comptait en 1985 dans le gono (une province) un médecin pour 115 022 habitants, tandis que dans le podiogo, il y avait un médecin pour 5 688 habitants (41). Dans le bozogo, on comptait un médecin pour 306 976 habitants. Tandis que dans le podiogo il y avait un lit pour 593 habitants (à cause de la présence de nombreux centres médicaux), dans la province du soum 3 857 personnes se partageaient un lit d'hôpital.

C'est pour atténuer ces disparités entre le milieu urbain et le milieu rural que des investissements d'un coût total de 4 618,07 millions F CFA ont été prévus pour le milieu rural. signalons que l'objectif du pays est d'assurer la couverture sanitaire de 85 ‰ de la population à la fin du plan. Le renforcement, la construction ou l'équipement d'infrastructures sanitaires occupent l'essentiel des investissements du secteur de la santé en milieu rural. Ils représentent exactement 91 ‰ de ces investissements. La construction de dépôts pharmaceutiques et de pharmacies populaires bénéficie de 220,40 millions F CFA, soit 5 ‰ des investissements sanitaires. Les logements pour les infirmiers occupent 181,01 millions F CFA, soit 4 ‰ des investissements sanitaires en milieu rural.

(41) SOURCE : INSD Bulletin de statistiques démographiques et sociales
juin 1988.

c- L'action sociale

Dans ce secteur, les objectifs sont au nombre de trois ; la libération des femmes et l'amélioration des conditions de vie domestique, la réinsertion socioéconomique des groupes défavorisés, et l'épanouissement de la petite enfance. Ces objectifs concernent l'ensemble du pays.

pour les atteindre de nombreux projets ont été conçus, mais tout comme les objectifs, ces projets ont été conçus dans une optique globale. D'où la difficulté pour nous de donner un coût pour le milieu rural et un autre pour le milieu urbain. nous pouvons cependant dire que le milieu rural bénéficie de plus de 291,07 millions F CFA d'investissements. Ils portent sur la formation des accoucheuses villageoises (100 millions F CFA) et la construction de 27 C.S.P.S (42).

d- Information, culture, sports et loisirs

porter l'information jusque dans les régions les plus reculées du pays, revaloriser le patrimoine culturel, créer des lieux de sports et de loisirs pour le maintien de l'organisme des populations et leur divertissement, tels sont les objectifs dans ce secteur.

pour y parvenir des investissements d'un coût total de 3 034,6 millions F CFA ont été prévus pour le milieu rural. Ceci représente 1 % des investissements ruraux, soit encore 22 % des investissements sociaux.

pour l'information, les investissements s'élèvent à 1 025 millions F CFA.

(42) C.S.P.S : centre de santé et de promotion sociale

Dans le domaine des sports, ces investissements s'élèvent à 1 672,71 millions F CFA, destinée surtout à la construction de stades départementaux et villageois (1 662,88 millions F CFA). La construction de centres populaires des loisirs départementaux et villageois constitue les investissements dans le domaine des loisirs (336,89 millions F CFA).

4. Infrastructures et Equipements administratifs

Pour "rapprocher davantage l'administration de l'administré" de nombreux bureaux et logements pour les administrateurs seront construits en milieu rural. Ils s'élèvent à plus de 214,77 millions F CFA, soit à peine 0,1 % des investissements ruraux. Là encore, l'investissement humain est important. Il est évalué à 57,78 millions F CFA. Il n'est pas rare de voir en milieu rural les paysans abandonner pour une journée leurs activités champêtres pour apporter leur contribution physique à la construction de la préfecture, de la résidence du préfet ou du commissariat de police.

CONCLUSION PARTIELLE

L'ensemble des investissements en milieu rural pendant le plan quinquennal 1986-1990 s'élèvent à plus de 312 289,39 millions F CFA, dont 6 769,88 millions F CFA pour l'investissement humain. L'accent est mis sur les secteurs de production qui, avec 167729 millions F CFA, accaparent 53,6 % des investissements ruraux. Si nous rentrons dans le détail, nous remarquons que l'agriculture et l'élevage, l'eau et les aménagements hydroagricoles secteurs concourant à la production, occupent l'essentiel des investissements : 254 368,59 millions F CFA, représentent 81,5 % des investissements que nous avons pu recenser et évaluer en milieu rural. Ce chiffre, répétons le, témoigne de l'importance accordée à l'agriculture et à l'élevage, activités qui occupent près de 90 % de la population. Ainsi donc, les investissements en milieu rural peuvent se ramener aux investissements pour le développement de l'agriculture et de l'élevage.

un minimum de 305 519,51 millions F CFA (coût monétaire des investissements en milieu rural) pour le milieu rural représentent (au moins) 49 % du montant global du financement du plan qui, rappelons le s'élève à 630 043 millions F CFA (sans l'investissement humain). Cette somme est très importante, mais mise en rapport avec la population rurale, que représente-t-elle ?

pour la suite de notre analyse, nous considérons le coût total des investissements (coût monétaire + investissement humain). 312 289,39 millions F CFA, tel est le coût total minimum des investissements ruraux durant le plan quinquennal de développement populaire 1986-1990. Ces investissements sont considérables et doivent bénéficier à une population rurale du Burkina Faso s'élèvera à 8 014 847 habitants. Chaque rural bénéficiera ainsi de 38 964 F CFA. Ces investissements par rural sont considérables, surtout si nous nous rappelons la part du rural dans les plans précédents : 3 017 F CFA pendant le plan-cadre, 15 387 F CFA d'investissements pendant le 3^e plan 1977-1981, et le P.P.D qui a duré seulement une année a consacré 6 994 F CFA d'investissements à chaque rural. L'écart entre les investissements par rural et ceux par citadins est-il considérable, comme ce fut le cas pour le plan-cadre et le 3^e plan de développement 1977-1981 ?

.../...

TABLEAU N° 59 : Récapitulation des investissements ruraux pendant
le P.O.D.P.

	montant total		I. H	coût monétaire	
	montant	%	montant	montant	%
1. secteurs de productâ	167 729	53,6	3 953,88	163 775,12	53,5
- agriculture, élevage	125 047,86	40,0	767,16	124 276,7	3,7
- environnement	14 507,09	4,6	3 091	11 415,2	7,3
- mines	22 229	7,1	-	22 229	7,3
- industries manufac-					
- turrières	4 432,5	1,4	27,02	4 405,3	1,4
- artisanat	1 516,55	0,5	67,63	1 448,92	0,5
2 soutien à la product					
- tion	130 740,73	41,9	718,89	130 021,84	42,6
- eau et aménagements	129 324,85	41,4	647,87	128 676,98	42,1
- hydroagricoles					
- communications	910	0,3	-	910	0,3
- commerce	200,84	0,1	49,09	151,75	0,1
- tourisme hôtellerie	304,94	0,1	21,93	283,01	0,1
3 secteurs sociaux	13 604,89	4,4	2 039,33	11 565,56	3,8
- éducation, formation	5 661,15	1,8	1 314,25	4 340,8	1,4
- santé					
- action sociale	291,07	0,1	-	291,07	0,1
- information, culture,					
- sports, loisirs	3 034,6	1,0	621,05	2 413,55	0,8
4 infrastructures,					
- équipements admi-					
- nistratifs	214,77	0,1	57,78	156,99	0,1
TOTAL	312 289,39	100,0	6 769,88	305 519,51	100,0

Les montants sont en millions
francs /CFA.

B - Les investissements dans les principaux centres urbains.

1 - Etude globale

Les quatre principaux centres urbains du Burkina Faso qui, rappelons le, sont Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Moudougou et Banfora, doivent bénéficier pendant le plan quinquennal 1986-90 d'investissements s'élevant à plus de 120 786, 2 millions F/CFM.

a - Les secteurs de production

Les investissements dans ces secteurs s'élèvent à plus de 65 25 080,31 millions F/CFM. Ils se répartissent entre le secteur des industries manufacturières avec 24 324 millions F/CFM et le secteur de l'artisanat qui bénéficie de plus de 756,31 millions F/CFM. Ces industries manufacturières bénéficient donc de 37% des investissements des secteurs de production. Elles représentent encore 20% de l'ensemble des investissements des principaux centres urbains. Notons enfin que ces investissements représentent 83% du total des investissements industriels du plan.

b - Les secteurs de soutien à la production

Dans les quatre principales villes du Burkina, les investissements dans les secteurs de soutien à la production s'élèvent à plus de 59 526,93 millions F/CFM, soit 49% des investissements dans ces principaux centres.

- Le secteur de l'hydraulique urbaine et industrielle et l'assainissement bénéficie de 11 230 millions F/CFM, dont au moins 6805 millions F/CFM pour la ville de Ouagadougou, soit 61% des investissements de ce secteur.

- Le secteur de l'énergie bénéficie de l'essentiel des investissements des secteurs de soutien à la production : 39%. L'importance de ce secteur n'est pas à démontrer, puisqu'il faut de l'énergie pour le fonctionnement des industries notamment.

.../...

- dans le secteur des transports, les investissements s'élèvent à plus de 17 428,9 millions F/CFA, dont 6 819,4 millions F/CFA.

- pour les communications, les principaux centres urbains bénéficient de plus de 7 079,5 millions F/CFA d'investissements. Ils représentent 6% des investissements des principales villes.

- Enfin le tourisme et l'hôtellerie se voient octroyer 559,39 millions F/CFA, représentant 0,5% des investissements dans ces villes. Les principales villes ne bénéficient pas d'importants investissements dans ce secteur, car elles accaparent déjà l'essentiel des unités d'hébergement existant dans le pays. L'un des objectifs était "d'augmenter et de décongestionner les infrastructures d'hébergement".

c - Les secteur sociaux

Ils s'élevaient à plus de 32 911,49 millions F/CFA, les investissements sociaux pour la primatie urbaine. Ceci correspond à 27% des investissements de ces principales villes. Contrairement au milieu rural, les investissements sociaux occupent une place importante dans les principales villes du Burkina. L'existence de certains services uniquement dans les villes explique cette situation. En effet dans le secteur de l'éducation par exemple, la présence de l'université à Ouagadougou occasionne des dépenses dans cette ville plutôt qu'ailleurs. Le développement rapide des grandes villes impose des investissements qu'on ne trouve pas dans les villages.

Ces investissements étaient répartis de la manière suivante entre les secteurs :

- Éducation, formation : 11 858,5 millions F/CFA
- santé : 1 274. millions F/CFA
- action sociale : 302,43 millions CFA
- habitat, urbanisme : 13 905,29 millions CFA
- information, culture, sports et loisirs :

5 571,27 millions F/CFA. Les investissements sont les plus importants dans le secteur de l'habitat et de l'urbanisme : 12% des investissements des villes, ou encore 42% des investissements sociaux. L'éducation et la formation bénéficient de 10% des investissements de ces grandes villes, ce qui correspond encore à 36% des investissements

sociaux dans ces villes.

d - Organisation, infrastructures administratives

Les investissements de ce secteur s'élèvent à plus de 3 267,47 millions F/CFA dans les principales villes du Burkina. Ce qui correspond à 35% des investissements dans ces villes.

En 1990, à la fin du plan quinquennal de développement populaire 1986-90 ces quatre principales villes du Burkina abriteront environ 1 013 608 habitants. Chaque citoyen, dans ces villes, bénéficiera donc de 119 165 F/CFA d'investissements. Le citoyen vivant dans ces villes bénéficie d'investissements supérieurs au rural : 119 165 F/CFA contre 38 963,862 F/CFA. Le citoyen est quelque peu favorisé, il bénéficie de 3 fois plus d'investissements que le rural. Notons cependant que l'écart entre les investissements par rural et par citoyen est moins important que dans les plans précédents. Rappelons que pendant le plan cadre cet écart était de 6 et qu'il était de 10 pendant le 3^e plan 1977-81.

La différence est nette et traduit la volonté des autorités d'atténuer les disparités existant entre les villes et les campagnes en matière d'investissements. mais n'observe-t-on pas des disparités interurbaines ?

.../...

TABLEAU RECAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS DANS LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS PENDANT LE P.O.D.P.

TABLEAU N° 60

S E C T E U R S	coût total en millions F/CEA		coût monétaire en millions F/CEA	
	montant	%	montant	%
1 - secteurs de production	25 080,31	21	25 076	21
- Industries de transformation artisanat	24 324	20	24 324	20
- Artisanat	756,31	0,6	752	0,6
2 - soutien à la production	59 526,93	49	59 523,83	49
- Hydraulique et assainissement	11 230	9	11 230	9
- Energie	23 229,35	19	23 229,35	19
- Transports	17 428,9	14	17 427,6	14
- Communications	7 079,3	6	7 079,3	6
- Tourisme, hôtellerie	559,38	0,5	557,48	0,5
3 - secteurs sociaux	32 911,49	27	32 687,59	27
- Education, formation	11 858,5	10	11 824,6	10
- Santé	1 274	1	1 274	1
- Action sociale	302,43	0,3	302,43	0,3
- habitat, urbanisme	13 905,29	12	13 905,29	12
- information, culture, sports, loisirs	5 571,27	5	5 381,27	5
4 - organisation, infrastructures administratives	3 267,47	3	3 222,47	3
- TOTAL	120 786,2	100	120 509,89	100

2 - Etude régionale

a) - dans la ville de Ouagadougou

La capitale bénéficie au cours du plan en cours d'investissements à 75827,2 millions F/CEA, ceci représente 63% des investissements destinés aux quatre principaux centres urbains.

a1) Les industries manufacturières

La ville de Ouagadougou bénéficie dans ce secteur de 12 155,2 millions F/CFA d'investissements. Ceci correspond à 50% des investissements industriels destinés aux principales villes du Burkina. Ceux-ci, rappelons - le, s'élèvent à 24 324 millions F/CFA. Le plus important de ces investissements était l'unité de broyage de clinker, d'un coût total de 6 490 millions F/CFA. Les investissements de la CNEA (Caisse Nationale d'Équipement Agricole) s'élèvent à 3235 millions F/CFA. Ces deux projets représentent ainsi 80% des investissements industriels à Ouagadougou.

a2 - L'artisanat

La capitale politique concentre 97% des projets d'investissements des principaux centres urbains dans ce secteur. Ces investissements s'élèvent à 729,6 millions F/CFA à Ouagadougou. Les projets sont divers, et portent sur la création d'un centre national de technologie appropriée d'un coût total de 337 millions F/CFA.

L'organisation des artisans urbains de Ouagadougou nécessite 178,3 millions F/CFA d'investissements. Un projet, important par son originalité, a retenu notre attention : l'étude d'une unité de transformation de goubala et d'une savonnerie doit coûter 53,21 millions F/CFA. Si nous considérons l'importance du goubala (sorte de cube maggi) dans la préparation des repas de la majorité des populations, nous ne pouvons que nous rejouir et espérer que les études soient concluantes.

a3 - L'hydraulique urbaine et industrielle, et l'assainissement.

Il s'élevaient à plus de 6805 millions F/CFA, les investissements dans ce secteur pour la ville de Ouagadougou, soit près de 38% des investissements de ce secteur dans les principales villes. Les projets sont au nombre de trois. Le plus important est l'adduction d'eau potable à Ouagadougou, d'un coût de 4 000 millions F/CFA.

Les deux autres sont les mesures d'urgence d'adduction d'eau potable à Ouagadougou (1860 millions F/CFA) et l'assainissement pluvial du marigot zogona (945 millions F/CFA).

24 - Le secteur de l'énergie

Dans ce secteur, la capitale politique bénéficie de 8 820, 8 millions F/CFA d'investissements. signalons que nous n'avons pas pris en compte le barrage hydroélectrique de la yompienga parce qu'étant un grand projet d'intérêt national. L'investissement le plus important est la construction de la centrale électrique Ouaga III, d'un coût de 6 000 millions F/CFA. Notons, pour terminer, que ces investissements représentent 36% des investissements pour les principaux centre urbains.

25 - Les transports

Les investissements dans ce secteur à Ouagadougou, s'élèvent à 9 325,9 millions F/CFA, soit 54% des investissements pour l'ensemble des quatre principaux centre urbains. Le projet le plus important est la construction du bloc diesel de la R.A.N, d'un coût de 2 049 millions F/CFA. Le bitumage du boulevard circulaire coûte 1 650 millions F/CFA. Un autre projet important est la construction du siège du C.B.C (Conseil burkinabè des chargeurs) d'un coût de 900 millions F/CFA.

26 - Les communications

Le coût des investissements dans ce secteur pour la ville de Ouagadougou est de 6 911 millions F/CFA, soit près de 75% des investissements de ce secteur dans les principaux centres urbains. La station terrienne A de songandé occupe l'essentiel de ces investissements, 5 900 millions CFA.

27 - Le commerce

943,13 millions F/CFA d'investissements sont prévus dans ce secteur pour la ville de Ouagadougou, soit 61% des investissements de ce secteur dans les principaux centres urbains. Le projet le plus important est l'achat de véhicules pour FASO YAR d'un coût de 345 millions CFA.

243,10 millions F/CFA devaient permettre de soutenir l'UCOBAM dans la commercialisation des fruits et légumes.

a8 - Tourisme, hôtellerie

La ville de Ouagadougou doit bénéficier au cours de ce plan, dans ce secteur, de 546,38 millions F/CFA, soit 98% des investissements de ce secteur dans les principaux centres. Ces projets portent sur la construction sur la construction d'auberge populaire (5,98 millions F/CFA), l'équipement en moyen d'exploitation des circuits touristiques (68,4 millions F/CFA) et sur le centre national de formation touristique et hôtelière (432 millions F/CFA).

a9 - Education et formation

Ils s'élèvent à plus de 10 873,7 millions F/CFA les investissements de ce secteur dans la capitale politique, soit 92% de ce investissements dans les principales villes. Les investissements pour le second degré s'élèvent à 103 millions F/CFA. Ceux de l'enseignement supérieur atteignent 1175,7 millions F/CFA. Enfin la formation professionnelle et la recherche scientifique bénéficient de 9 595 millions F/CFA d'investissements, soit 88% des investissements de ce secteur à Ouagadougou.

a10 - La santé

Les projets destinés à la ville de Ouagadougou, que nous avons pu évaluer, ont un coût total de 637,7 millions F/CFA, soit près de 50% du total des investissements de ce secteur dans les principaux centres urbains. Ces investissements portent essentiellement sur la construction d'infrastructures. Le plus important de ces projets est la construction, l'équipement d'un laboratoire de santé publique, d'un coût de 527 millions F/CFA.

a11 - Action sociale

81% des investissements de ce secteur prévus dans les principaux centres urbains sont destinés à la ville de Ouagadougou ; 244,725 millions F/CFA

.../...

Ces projets portent sur la création de centres de formation, de solidarité, et sur de nombreuses autres opérations. Le projet le plus important porte sur la création d'un centre de formation et de promotion sociale des femmes défavorisées, il coûte 96,74 millions F/CFA.

a12 - L'habitat et l'urbanisme

Dans ce secteur, les investissements s'élèvent à plus de 11098,645 millions F/CFA, soit 80 % des investissements de ce secteur dans les principaux centres urbains du pays. Ces investissements portent sur la construction de logements, sur des lotissements, et divers autres travaux d'urbanisme. La construction du marché central de Ouagadougou est le projet le plus important, avec un coût total de 5 500 millions F/CFA. Les logements de la cité an III nécessitent un financement de 1 667 millions F/CFA. Les 100 logements de la cité de l'Avenir coûtent 500 millions F/CFA. Les 250 logements de la cité d'accueil s'élèvent à 625 millions F/CFA. Les logements du programme SOCOGIB nécessitent plus de 2 550 millions F/CFA.

a13 - L'information, la culture, les sports et loisirs

Dans ces secteurs, les investissements ont un coût total de 3 895,27 millions F/CFA, soit 72% des investissements de ces secteurs dans les principales villes du Burkina. Ils étaient répartis de la manière suivante : information, 1 438,6 millions F/CFA, culture 2 517,83 millions F/CFA, les sports et loisirs bénéficient de 28,84 millions F/CFA. Retenons comme projets importants le musée national (2000 millions F/CFA), la construction du studio de la télévision (600 millions F/CFA), et la construction et l'équipement de salles de cinéma (190 millions F/CFA).

a14 - Organisation, infrastructures, équipements administratifs

Ils s'élèvent à plus de 2 749,47 millions F/CFA; les investissements dans ce secteur pour la ville de Ouagadougou, agglomération représente 65% des investissements de ce secteur dans l'ensemble des principaux centres urbains. Les infrastructures ont un coût supérieur à 826,13

millions F/CFA, le matériel et l'équipement s'élevaient à plus de 426,08 millions F/CFA, les mesures et actions institutionnelles nécessitent 1 497,26 millions F/CFA d'investissements.

En somme, les investissements destinés à la ville de Ouagadougou pendant le premier plan quinquennal de développement populaire s'élevaient à plus de 75 827,2 millions F/CFA. C'est un coût approximatif, car ne considérant pas l'ensemble des projets. En effet, il est utile de rappeler qu'il nous a été impossible de connaître le coût de certains projets qui englobaient plusieurs centres urbains. Les investissements dans le secteur de l'éducation et de la formation ne prennent pas en considération les projets du premier degré car nous n'avons pas pu faire la distinction entre les réalisations en milieu urbain et ceux en milieu rural. Ces précisions sont valables pour les autres villes. Nous allons néanmoins faire nos analyses sur la base de ces chiffres car l'essentiel des investissements ont pu être recensés.

En bénéficiant de 75 827,2 millions F/CFA d'investissements, la capitale politique du Burkina accapare ainsi 63% des investissements prévus dans les principaux centres urbains du pays. Les trois autres centres doivent se répartir les 37% restant. La capitale se comporte donc comme un aimant, attirant à elle seule l'essentiel des investissements. Ainsi, dans le secteur de l'artisanat, 97% des investissements sont destinés à la ville de Ouagadougou, dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie 98% des investissements des quatre principaux centres urbains doivent être réalisés à Ouagadougou, dans le domaine de l'éducation et de la formation, c'est 92%.

C'est seulement dans les secteurs de l'eau et assainissement, de l'énergie, des industries manufacturières, de la santé et des transports que les investissements sont répartis de façon quelque peu équitable entre les principaux centres urbains.

.../...

TABLEAU RECAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS DANS LA VILLE DE OUAGADOUGOU
PENDANT LE P.S.D.P.

TABLEAU - N° 61

SECTEURS	COUT TOTAL	PAR RAPPORT AUX PRINCIPAUX CENTRES
1 Industries manufacturières	12 155	50
2 Artisanat	729,6	97
3 Eau, assainissement	6 805	38
4 Energie	8 820,8	36
5 Transports	9 325,9	54
6 Communication	6 911,3	75
7 Commerce	943,11	61
8 Tourisme, hôtellerie	546,98	98
9 Education, formation	10 873,7	92
10 Santé	637,7	50
11 Action sociale	244,725	81
12 Habitat, urbanisme	11 098,645	80
13 Information, cultures	3 985,27	72
14 Administration	2 749,47	65
TOTAL	75 827,2	63

Au recensement général de la population en 1985, la ville de Ouagadougou comptait 441 514 habitants. En appliquant à cette population un taux de croissance de 9%, en 1990 cette ville abritera 679 324 habitants. Chaque Ouagalais bénéficiera donc à la fin de ce plan de 111 622 F/CEL d'investissements, soit pratiquement le même montant que la moyenne pour les 4 villes (119 165 F/CEL).

La ville de Ouagadougou bénéficie, certes, d'investissements considérables, mais sa population croît également à un rythme considérable. Néanmoins le citoyen de Ouagadougou est privilégié face au rural qui, rappelons-le dispose de 38 963,862 F/CEL au cours de ce plan, soit près de 3 fois plus d'investissements pour le Ouagalais. Qu'en est-il entre le Ouagalais et les citoyens des autres localités?

.../...

b - dans la ville de Bobo-Dioulasso

bénéficiaire capitale économique du Burkina Faso au cours du plan 1986-90/d'investissements supérieurs à 29 398,075 millions CFA. Ceci représente 24% des investissements dans les principaux centres du pays. Cette ville bénéficie d'investissements inférieurs à ceux de Ouagadougou.

b1 - Les Industries manufacturières

Ils s'élèvent à plus de 3 183,3 millions F/CFA, les investissements de ce secteur pour la ville de Bobo-Dioulasso. Soit 13% des investissements de ce secteur dans les principaux centres.

b2 - L'artisanat

Dans ce secteur, les investissements pour la ville de Bobo-Dioulasso s'élèvent à plus de 15,5 millions F/CFA, soit seulement 2% des investissements de ce secteur dans les principaux centres urbains. Ces investissements portent sur deux projets: l'atelier de sérigraphie et de calligraphie (5 millions F/CFA) et le bobinage de moteur électrique (10,5 millions F/CFA).

b3 - Eau et assainissement

Ce secteur doit bénéficier de plus de 3 025 millions F/CFA d'investissements dans la ville de Bobo-Dioulasso. Ces investissements portent essentiellement sur le renforcement des adductions d'eau potable (2 080 millions F/CFA) et l'assainissement pluvial et celui du marigot Houet (945 millions F/CFA).

b4 - Energie

Dans ce secteur, le coût total des investissements pour la capitale économique s'élève à plus de 8 551,725 millions F/CFA. Soit 35% des investissements dans ce secteur pour les principaux centres urbains.

La construction de la centrale électrique Bobo II

s'élève à 2 100 millions F/CFA. L'installation électrique entre la Côte-D'Ivoire et le Burkina nécessitera des investissements de plus de 500 millions F/CFA au profit de Bobo-Dioulasso.

b5 - Les transports

Dans la ville de Bobo-Dioulasso, les investissements pour les transports, s'élèvent à plus de 8 105 millions f/CFA, soit 47% des investissements de ce secteur dans les principaux centres du pays. La construction et l'équipement de l'aéroport constituent l'essentiel de ces investissements, 94%.

b6 - Les communications

La ville de Bobo-Dioulasso a, certes, bénéficié d'investissements dans ce secteur, notamment l'implantation de cabines téléphoniques publiques. Mais le coût des projets est global, si bien que nous sommes dans l'impossibilité d'évaluer le coût des investissements dans cette ville pour les communications.

b7 - Le commerce

Les investissements dans ce secteur ont un coût total de 578,5 millions F/CFA environ. Ceci représente près de 37% des investissements des principales villes. La construction du magasin de la C.G.P. (Caisse Générale de Péréquation des prix) constitue 78% de ces investissements. Les autres projets concernent la construction, l'aménagement des marchés, la construction de magasins FASO YAAR.

b8 - Education, formation

Ils s'élèvent à plus de 899,7 millions F/CFA, les investissements dans ce secteur à Bobo-Dioulasso. La construction de l'école des enseignants du primaire (ENEP) est le projet le plus important: 736,2 millions f/CFA, soit 82% du total. Les autres projets concernent la construction et l'équipement des lycées.

b9 - La santé

Les investissements dans ce secteur s'élèvent à plus de 543 millions F/CFA. Le projet le plus important porte sur le renforcement de l'hôpital national (543 millions F/CFA).

b10 - L'action sociale

Dans ce secteur les investissements s'élèvent à plus de 57,705 millions F/CFA. Ils portent sur deux projets : l'information communautaire et éducation de population, et le projet de transformation de la tomate.

b11 - L'habitat et l'urbanisme

Dans ce secteur, la ville de Bobo-Dioulasso bénéficie d'investissements supérieurs à 2 806,645 millions F/CFA. L'essentiel de ces investissements porte sur la construction de logements par la SO.CO.GIB : environ 2 550 millions F/CFA. Signalons que ce coût a été déduit par nous même, en effet la SO.CO.GIB a mis sur pied un vaste programme de construction de logements concernant les villes de Bobo et Ouagadougou dont le coût global, c'est-à-dire pour les deux villes, est de 5 100 millions F CFA. Nous avons enquêté à la société pour avoir la part exacte de chaque ville, mais nous n'avons pas été satisfait. Nous avons donc divisé le coût global entre les 2 villes, ce qui n'est qu'une moyenne théorique.

b 12 - L'information, la culture, les sports et les loisirs

Ils s'élèvent à plus de 1566 millions F CFA, les investissements dans ces secteurs pour la ville de Bobo-Dioulasso. Il existe deux grands projets : la construction d'un studio de télévision (600 millions F CFA), et la construction du stade omnisport (600 millions F CFA).

b 13 - Infrastructures, Équipements administratifs

Ils s'élèvent à plus de 68 millions F CFA les investissements dans ce secteur à Bobo-Dioulasso. Ils portent sur la construction de bâtiments administratifs et sur leur équipement.

En somme, les investissements dans la ville de Bobo-Dioulasso s'élèvent à plus de 29 398, 875 millions F CFA. Comparativement à la ville de Ouagadougou, la capitale économique bénéficie de près de 3 fois moins d'investissements que la capitale politique: rappelons que les investissements s'élèvent à plus de 175 827,5 millions F/CFA à Ouagadougou. Ces deux villes bénéficient de 165 225,275 millions F/CFA d'investissements, soit 87% des investissements des quatre principales villes du Burkina. Il ne reste plus que 13% à répartir entre Koudougou et Banfora.

au recensement général de la population en 1985, Bobo-Dioulasso comptait 228 668 habitants. En appliquant à cette population un taux de croissance de 3% par an, en 1990, cette ville abritera 320 719 habitants chaque Bobolais bénéficiera donc de 91 663 F/CFA à la fin du plan 1986-90.

Le Bobolais bénéficie d'investissements inférieurs à ceux du Ouagalais: 91 663 F/CFA contre 111 622 F/CFA. Ces chiffres confirment la constatation selon laquelle la capitale politique accapare l'essentiel des investissements.

Tableau voir suite.../...

TABLEAU RECAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS A BOBO-DIOULASSO PENDANT

LE PLAN 1986 - 90

TABLEAU N° 62

SECTEURS	coût total en millions F/CEA	par rapport aux principaux centre urbains
- Industries manufacturières	3 183,3	13
- Artisanat	15,5	2
- Eau, assainissement	3 025	28
- Energie	8 551,725	35
- Transports	8 103	47
- Commerce	578,5	37
- Education, formation	899,7	8
- Santé	543	43
- Action sociale	57 57,705	19
- Habitat, urbanisme	2 806,615	20
- Information, culture, sports, loisirs	1 566	28
- Infrastructures, Equipements administratifs	68	2
TOTAL	29 398,075	24

c - Les investissements dans la ville de Koudougou

Ils s'élèvent à plus de 675,21 millions F/CEA, les investissements dans cette ville pendant le plan quinquennal de développement populaire 1986-90. Nous insistons sur le fait que ce coût est minimal, car nous n'avons pas pu connaître le coût de l'ensemble des investissements destinés à cette ville pour des raisons que nous avons déjà évoquées.

c1 - Les industries manufacturières

Un seul projet d'investissement concerne la ville de Koudougou, dans ce secteur. Il est l'extension de Paso Fani, l'usine textile. Le coût total de cette opération est de 550 millions F/CEA.

.../...

c2 - L'artisanat

Pour nous avons pu recenser un seul projet : l'acquisition d'un métier à tisser, d'un coût de 0,61 millions F/CFA.

c3 - L'énergie

Les investissements de ce secteur sont supérieurs à 10 millions F/CFA. En effet, outre le projet "étude économies d'énergie à Paso Pani" d'un coût total de 10 millions F/CFA, d'autres projets concernant la ville de Koudougou.

- entretien du réseau de distribution d'électricité :
coût global 1 000 millions F/CFA
- énergie nouvelle et renouvelable pour la santé :
coût global 164,7 millions F/CFA.

c4 - Le commerce

Les investissements de ce secteur pour la ville de Koudougou s'élèvent à 15,64 millions F/CFA, soit seulement 1% des investissements de ce secteur dans les principaux centres urbains.

c5 - Tourisme et hôtellerie

Les investissements de ce secteur s'élèvent à 13 millions F/CFA pour la ville de Koudougou, soit seulement 2% des investissements des principaux centres urbains. Il s'agit de deux projets : l'agrandissement de l'hôtel poste (4 millions), et la construction de l'auberge populaire (9 millions F/CFA).

e-6 - Education, formation

Les investissements dans ce secteur pour la ville de Koudougou s'élèvent à plus de 81,6 millions F/CFA, l'investissement humain était de 3 millions F/CFA. Le projet le plus important est la normalisation et l'équipement de deux lycées.

c7 - Information, culture, sports et loisirs

Dans ce secteur, les investissements dont bénéficie la ville de Koudougou s'élèvent à plus de 20 millions F/CFA, coût du théâtre populaire. La ville doit bénéficier d'autres investissements comme une station régionale de télévision, un stade provincial.

c8 - Infrastructures, Equipements administratifs

La ville de Koudougou doit bénéficier des investissements suivants : C N S S provinciale, D R P D P (Direction régionale du plan), réfection de prison, direction régionale et intendance des régions militaires, divisions fiscales provinciales et régionales.

Au total, la ville de Koudougou bénéficie au cours de ce plan d'investissements supérieurs à 675,21 millions F/CFA. En 1990, cette ville abritera quelques 66 272 habitants. Chaque habitant de cette localité bénéficiera donc d'investissements supérieurs à 10 188 F/CFA.

TABLEAU RECAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS A KOUDOUGOU PENDANT LE PQDP

TABLEAU N° 63

S. E. C. T. E. U. R. S.	M. O. N. T. A. N. T.
- Industries manufacturières	550
- Artisanat	0,61
- Energie	10
- Tourisme, hôtellerie	13
- Education, formation	81,6
- Information, culture, sports loisirs	20
TOTAL	675,21

en millions F/CFA

d - Dans la ville de Banfora

Plus de 10 624,225 millions F/CFA d'investissements ont été prévus pendant le plan 1986-90 pour la ville de Banfora. Ceci représente donc 9% des investissements des principaux centres urbains. Ils étaient répartis de la manière suivante entre les différents secteurs.

d1 - Les industries manufacturières

Les investissements dans ce secteur s'élèvent à plus de 4 650 millions F/CFA, soit 19% des investissements industriels dans les principaux centres urbains. Ils représentent le coût de deux projets : "aliments pour bétail" d'un coût de 250 millions F/CFA et une moiserie d'un coût de 4 400 millions F/CFA.

d2 - L'artisanat

Dans ce secteur, les investissements ont un coût total de 10,6 millions F/CFA, soit 1,4% des investissements de ce secteur dans les principaux centres urbains. Ils portent sur la création d'ateliers de vannerie (8,55 millions F/CFA) et de teinture (2,05 millions).

d3 - L'énergie

L'essentiel des investissements à Banfora concerne le secteur énergétique. Les investissements dans ce secteur sont supérieurs à 5 846,825 millions F/CFA, dont 5 833,725 sont la part de cette ville dans l'important projet d'installation électrique entre la Côte-d'Ivoire et le Burkina.

d4 - Le commerce

Dans ce secteur, les investissements ont un coût supérieur à 20 millions F/CFA. Ces 20 millions représentent le coût d'un magasin Faso-Yaar. Les autres investissements portent sur la création d'entrepôts.

d5 - L'Education, la formation

Ils s'élèvent à plus de 3,6 millions F/CEA. Ces 3,5 millions sont le coût de la normalisation et de l'équipement d'un lycée. Rappelons que nous n'avons pas pu évaluer les projets de l'enseignement primaire.

d6 - La santé

Les investissements dans ce secteur s'élèvent à plus de 93,3 millions F CFA. Ils portent sur la réalisation d'infrastructures, leur équipement, des opérations d'assainissement et la lutte contre la dracunculose. L'équipement de la trypano nécessite 60 millions F CFA.

d7- Les autres secteurs bénéficieront au cours de ce plan d'investissements. Mais ils s'inscrivent dans un cadre plus vaste. Ces projets ont été conçus dans une optique globale si bien que il est impossible de connaître le coût de ces investissements avant leur exécution totale.

Ainsi dans le secteur de l'eau et de l'assainissement deux projets concernent la ville de Banfora. Il s'agit de l'extension et du renforcement du centre, et de l'élaboration du schéma directeur du centre ONTRA.

Dans le secteur des transports, un seul projet concerne la ville de Banfora, c'est l'ouverture d'un bureau S.N.T.B (Syndicat national des transporteurs du Burkina), un projet privé.

Pour l'urbanisme et l'habitat, deux projets seront réalisés. Ce sont l'élaboration d'un schéma d'aménagement et d'urbanisme, et des lotissements.

La construction d'une station locale de télévision et celle d'un stade provincial sont les deux projets des secteurs de l'information, de la culture, des sports et loisirs.

Enfin dans le domaine des infrastructures et des équipements administratifs, la ville de Banfora n'était pas en reste. Ainsi doivent y être construits les locaux de la C.N.S.S provinciale, de la D.R.P.D.P, d'un centre pénitentiaire, de divisions fiscales provinciales et communales, et de la trésorerie provinciale.

En somme, rappelons-le, la ville de Banfora bénéficiera d'investissements supérieurs à 10624,225 millions F CFA. En 1990, cette ville abritera une population s'élevant à 45 077 habitants. Chaque habitant de Banfora bénéficiera donc de 235 691 F CFA. Le citoyen de Banfora bénéficiera donc d'investissements supérieurs aux citoyens des trois autres centres urbains. La primauté du Ouagalais est mise en cause par le citoyen de Banfora.

TABLEAU N° 64 : Récapitulation des investissements à Banfora pendant le plan 1986-1990.

secteurs	coût total
- Industries manufacturières	4 650
- Artisanat	10,6
- Energie	5 846,825
- Commerce	20
- Education, formation	3,5
- Santé	93,3
TOTAL	10 624,225

en millions F CFA

CONCLUSION PARTIELLE

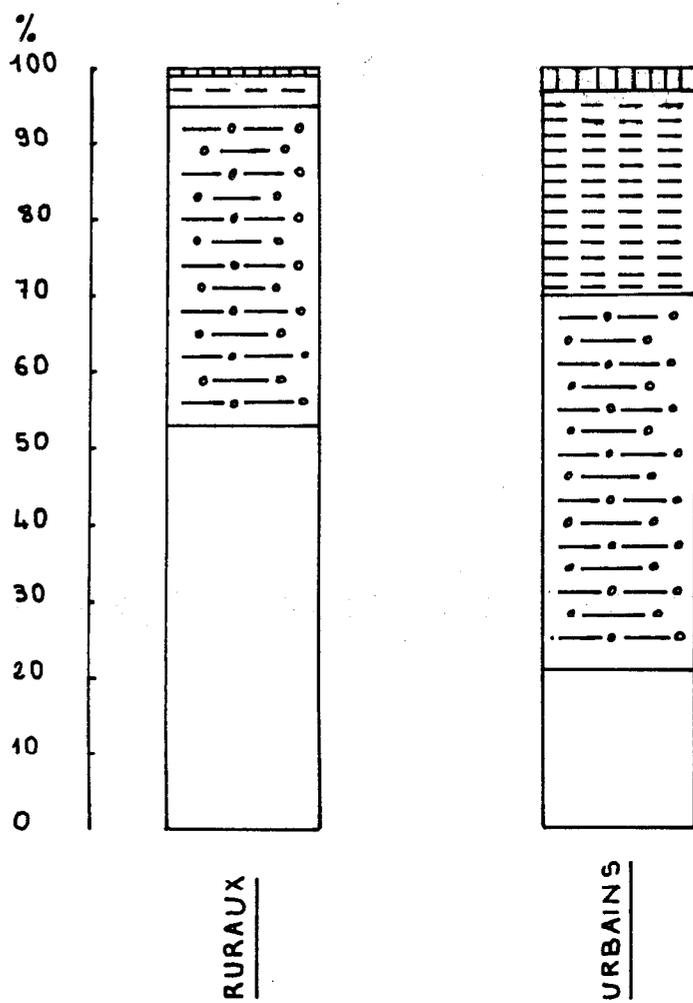
Les quatre principaux centres urbains du Burkina bénéficient au cours du plan quinquennal de développement populaire de plus de 120 786,2 millions F CFA d'investissements. En valeur brute, l'essentiel de ces investissements sont concentrés dans la capitale politique du Burkina : 75 827,5 millions F CFA, soit 63 % du total. La ville de Bobo-Dioulasso vient en deuxième position avec plus de 29 398,075 millions F CFA, représentant 24 % du total. Ces chiffres sont significatifs par eux-mêmes. Les villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso absorbent la quasi totalité des investissements, au détriment des autres centres. On aboutit alors à un phénomène de macrocéphalie, le développement exagéré d'une ville au détriment des autres. Il s'en suit un double problème : au niveau national, le développement du pays est déséquilibré car il existe des zones privilégiées que sont Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, dominant des zones défavorisées le reste du pays et les autres centres urbains. Au niveau local, la "superville" Ouagadougou est le siège de nombreux maux : les investissements somptueux qui y sont réalisés attirent les populations rurales ; celles-ci n'arrivent malheureusement pas à s'intégrer à la ville, il se forme alors de nombreux miséreux qui sont parfois obligés de verser dans la délinquance pour survivre. Ce n'est pas le seul mal découlant de cette situation. Nous en reparlerons plus en détail dans le dernier chapitre de ce mémoire.

TABLERAU N° 65 : Les investissements dans les principales villes pendant le plan quinquennal de développement populaire 1986-1990.

ville	montant	%
- Ouagadougou	75 827,5	63
+ - Bobo-Dioulasso	29 398,075	24
- Koudougou	675,21	1
- Banfora	10 624,225	9
TOTAL	(120 786,2)	(100)
	(41)	(41)

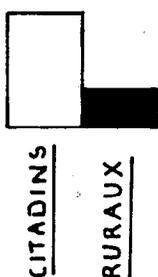
(41) N.B : Les chiffres entre parenthèses sont ceux que l'on devait trouver si l'on fait la somme des investissements des villes. Mais tel n'est pas le cas les investissements concernant au moins deux villes n'ont pas été comptabilisés puisque leur coût est global.

Fig. I5 PLAN 1986-90 : REPARTITION SECTORIELLE DES INVESTISSEMENTS RURAUX ET URBAINS



-  Secteurs de Production
-  Soutien à La Production
-  Investissements sociaux
-  Infrastructures, équipements administratifs

Fig. I6 PLAN 1986-90 : ECART ENTRE INVESTISSEMENTS PAR RURAUX ET PAR CITADINS



 CHAPITRE VI

IMPACT DE LA PLANIFICATION ET DES INTERETISSEMENTS
SUR L'ESPACE NATIONAL

Nous l'avons déjà dit, la planification est une opération par laquelle des priorités sont dégagées, des objectifs fixés, des stratégies montées pour atteindre ces objectifs, dans des délais bien définis. Les investissements sont une matérialisation des stratégies montées. En nous basant sur les plans de développement pour faire un inventaire des investissements destinés au milieu urbain et rural, nous touchons du doigt une partie des stratégies de développement des différents régimes qui se sont succédés au Burkina Faso. Etaient-ce des stratégies, des politiques de développement cohérentes, permettant un développement harmonieux de l'ensemble du pays ? C'est à cette question que nous tenterons de répondre dans la troisième et dernière partie de notre étude.

I- Les effets positifs

Dans chacun des milieux, les effets induits des investissements sont multiples. Nous pouvons citer l'accroissement du produit intérieur brut (P.I.B), l'augmentation du revenu des populations, la création d'emplois, l'amélioration du cadre de vie. Dans les pages qui suivent, nous mettrons l'accent sur les deux derniers points, à savoir la création d'emplois et l'amélioration de niveau de vie des populations.

1. La croissance de la production

Il est indéniable que des investissements nouveaux permettent une augmentation de la production. Ainsi si nous considérons la production agricole pour qu'elle augmente, il faut intensifier l'agriculture ou augmenter les superficies cultivées. Ce qui nous intéresse ici c'est la première solution, l'intensification de l'agriculture par la mise en place d'infrastructures, de systèmes d'encadrement, de conditions de travail favorables aux agriculteurs. Les différents investissements prévus par les plans de développement visaient justement cet objectif. C'est ainsi (un exemple parmi les plans que nous avons retenus) que le plan-cadre prévoyait en 1970 un total des ressources du secteur rural égale à 52 000 millions F CFA, contre 34 235 millions F CFA en 1961. Ceci correspondait donc à une augmentation de 21,5 % entre 1961 et 1970.

cette augmentation de la production est perceptible - et prévisible en milieu urbain également. Ainsi, le plan-cadre 1967-1970 prévoyait une augmentation des ressources du secteur moderne en 1970 : de 14 736 millions F CFA en 1964, ces ressources passeraient à 20 960 millions F CFA en 1970 ; soit une augmentation de 42,2 % entre ces deux dates.

Au total, les ressources brutes passeraient de 58 070 millions F CFA à 73 460 millions F CFA entre 1964 et 1970, soit une augmentation de 26,5 % entre ces deux dates marquées par l'application du plan-cadre.

2. L'augmentation des revenus

C'est un autre aspect positif des investissements tant en milieu rural qu'urbain. Cette augmentation des revenus est liée à la croissance de la production. En effet lorsque le paysan produit plus, il va sans dire qu'il pourra mettre sur le marché davantage de marchandises. La vente de ces dernières est une source de revenus pour les producteurs ruraux. Il en est de même en milieu urbain.

En effet les unités industrielles et les autres secteurs de production (énergie, hydraulique urbaine et industrielle, les transports, le commerce) voient leurs productions augmentées du fait d'investissements nouveaux. Si la production augmente, les entreprises voient leur chiffre d'affaire monté (si nous schématisons au maximum sans tenir compte des multiples paramètres qui peuvent empêcher la ^{croissance} croissance souhaitée) ; ce qui peut entraîner une augmentation des salaires. Pour appuyer cette idée, nous devons signaler qu'il est très rare de voir une entreprise (industrielle, commerciale) accorder des hausses de salaires en période de crise économique. C'est plutôt, de "détente économique" qu'une telle éventualité est envisageable.

Signalons cependant que des investissements nouveaux ou visant à réhabiliter d'anciennes unités industrielles (ou commerciales) n'entraînent pas systématiquement une augmentation des revenus, surtout dans l'immédiat. Il faut tenir compte de l'ensemble de l'environnement économique (national ou international) si cet environnement est favorable, les revenus augmenteront. Pour nous, environnement économique favorable est synonyme de importante consommation de la production, donc importante production, qui entraîne une rentrée satisfaisante d'argent dans l'entreprise.

Or, pour que la consommation (la demande) soit importante, il faut que les produits mis sur le marché soient concurrentiels : qualité satisfaisante et prix accessible, deux conditions qui ne sont pas toujours remplies par les produits burkinabè. Ainsi sur le plan national, la population se tourne vers les produits importés, tandis que sur le plan international, les produits burkinabè sont délaissés au profit de ceux d'autres pays offrant les mêmes produits que nous.

En somme, les investissements en théorie entraînent une augmentation des revenus, mais dans la pratique tel n'est pas toujours le cas. La production peut certes augmenter, mais le problème le plus crucial est celui de l'écoulement de la production. Il n'est pas rare en effet de voir dans les campagnes burkinabè des paysans obligés de vendre à vil prix leurs productions agricoles pour ne pas les perdre totalement. Nous avons été témoin oculaire de cette situation dans l'Ouest du pays, à Ganorogouan où nous passons une grande partie de nos vacances. Des unités industrielles sont obligées de réduire leurs activités du fait des difficultés d'écoulement de leurs produits. Nous dirons, pour terminer, que investir c'est bien, mais penser aux moyens permettant un bon écoulement de la production accrue du fait des investissements est encore mieux, sinon ce serait une perte de temps et de capitaux.

3. La création d'emplois

Un des effets positifs des nouveaux investissements est qu'ils entraînent la création de nouveaux emplois, cela est indéniable, surtout en milieu urbain. L'implantation d'une nouvelle unité industrielle s'accompagne toujours d'un recrutement de travailleurs de toutes catégories pour le fonctionnement de la dite unité. A titre d'exemple, le plan-cadre prévoyait au titre du plan industriel, une augmentation d'emplois de 76 % entre 1965 et 1970. En effet en 1965, les industries employaient 1288 personnes, ce nombre devait passer à 2267 en 1970 date de la fin du plan-cadre.

Le premier plan quinquennal de développement populaire prévoyait, lui, la création de 3115 nouveaux emplois dans le secteur des industries manufacturières, et la sauvegarde de 2 050 emplois.

4. L'amélioration des conditions de vie

C'est la somme de tous les effets positifs des investissements. Quelque soit le secteur d'activité considéré, les différentes opérations prévues ont pour but l'amélioration des conditions de vie, d'une manière générale. En milieu rural les investissements dans l'agriculture et l'élevage, dans le commerce, le transport, la santé, l'éducation, les loisirs, le sport concourent tous à mettre à la disposition des populations des moyens et un cadre de vie acceptables. La même remarque peut être faite pour le milieu urbain : les lotissements, le bitumage des voies, les grandes opérations de constructions de logements, d'écoles, de lycées ou d'amphithéâtres à l'université, la réhabilitation ou la construction de nouvelles unités industrielles, les investissements dans le secteur des transports et du commerce visent un seul et même but : l'amélioration du niveau de vie des populations urbaines.

5. Les autres effets positifs

Ils sont surtout perceptibles d'un point de vue économique. Il s'agit de la réduction de la dépendance économique et financière vis à vis de l'étranger, par les impôts et taxes contribuant à augmenter les ressources nationales en matière de finances, par l'exportation plus accrue de nos produits (surtout agricoles), par l'implantation d'industries de substitution des produits importés. Nous n'allons pas nous attarder sur ces effets positifs que nous ne maîtrisons pas, car n'étant pas économiste, nous allons plutôt mettre l'accent sur les conséquences de ces investissements sur l'espace géographique.

II- Les effets négatifs : un développement économique et social déséquilibré

1. Le milieu urbain un monde grandement favorisé

L'inventaire des investissements dans les centres urbains et dans le milieu rural nous a permis de découvrir les éléments suivants.

a. Le citadin bénéficie d'investissements supérieurs au rural

pendant le plan-cadre 1967-1970, le ratio des investissements sur la population urbaine et semi-urbaine était de 17 506 F CFA. pendant ce même temps, le rural bénéficiait de 3 017 F CFA d'investissements. Comme nous le constatons, le citadin et le semi-citadin bénéficiaient d'investissements 6 fois supérieurs au rural. Il y a donc une disparité dans la répartition des investissements entre la population urbaine et rurale ; laquelle disparité est en faveur du citadin. Cette constatation peut être faite dans les autres plans que nous avons étudiés.

pendant l'avant-projet du troisième plan de développement économique et social allant de 1977 à 1981, le citadin devait bénéficier de 151 474 F CFA, contre 15 387 F CFA pour le rural. Ici, le rapport est de 1 à 10. Le citadin devait bénéficier d'investissements 10 fois supérieurs à l'habitant du milieu rural.

Au cours du P.P.D, la même disparité ^{peut} être observée. Tout comme c'est le cas pendant le premier plan quinquennal de développement populaire (P.Q.D.P).

En effet le plan en cours d'exécution a prévu 119 165 F CFA d'investissements par personne habitant dans les quatre principaux centres urbains du pays. Tandis que chaque habitant du milieu rural bénéficiait de 38 963,862 F CFA. Ici le rapport est de 1 à 3.

Entre 1981 et 1986 nous notons cependant une réduction de la disparité dans la répartition des investissements entre le milieu urbain et le milieu rural. puisque pendant l'avant-projet du troisième plan le rapport était de 1 à 10, tandis que pour le premier plan quinquennal de développement populaire ce rapport est de 1 à 3 seulement. Cette tendance va-t-elle se poursuivre ?

b- La modernisation du pays est synonyme de celle des grands centres urbains

Si nous jetons un regard plus attentionné sur la nature des différents investissements, nous remarquons que les investissements modernes sont réalisés surtout dans les grands centres urbains. Ainsi donc le secteur social les grands immeubles de la cité AN II, ou III, de la SOCOGIB ne sont réalisés que dans la capitale politique Ouagadougou. Les rues bitumées, éclairées, bordées de caniveaux, les jardins publics ne sont l'apanage que des grandes villes. Les somptueuses salles de cinéma, l'imposant stade omnisport (stade du 4 Août) sont d'autres exemples de réalisations modernes que l'on ne voit que dans les villes. Pendant longtemps la télévision n'était présente que à Ouagadougou, puis à Bobo-Dioulasso. Elle tente timidement de gagner le reste du pays, ou du moins le reste des autres centres urbains. Ainsi Bonfora dans une certaine mesure, Poudougou bénéficient de postes téléviseurs récepteurs. Pendant un temps assez long les lycées n'étaient implantés que dans les grandes villes. Il a fallu attendre l'année 1983 pour qu'un changement s'opère dans ce secteur : désormais chaque province possède un lycée au minimum, les départements tentent de se doter de CEG. Cela est rendu possible par la décentralisation administrative et politique qui s'est matérialisée par la création des 30 provinces et la nomination de Hauts Commissaires.

En considérant la structure du coût total des investissements, nous pouvons remarquer que dans le milieu rural l'investissement humain est relativement important selon les projets. Tandis qu'en milieu urbain dans la majorité des cas, le coût total des investissements est égal au coût monétaire, l'investissement humain étant nul. Cela renforce notre idée selon laquelle les investissements modernes sont pour la ville. En effet la réalisation de certains projets nécessite des aptitudes professionnelles très poussées du fait justement de leur caractère "sophisticqué". Dans ce cas il n'est pas possible de faire appel à l'investissement humain. Quelques exemples pour illustrer cette constatation : A Ouagadougou, la construction du marché central pendant le P.O.D.P a coûté au total 5 500 millions F CFA (coût monétaire) ; dans la construction de la cité de l'Avenir par la CNSS qui coûte 500 millions F CFA, il n'a pas été fait appel à l'investissement. Dans le secteur de l'information, les projets d'investissements s'élèvent à 1438,6 millions F CFA (coût monétaire).

En milieu rural par contre, du fait de la simplicité de investissements, très souvent l'appel est fait à l'investissement humain ; en effet les investissements portent sur la construction d'écoles, de dispensaires, de logements et de bureaux. Les villageois peuvent contribuer à la réalisation de ces projets en transportant les matériaux de construction, en apportant de l'eau, et parfois ils y exercent de petits métiers.

Il convient toutefois de noter que la participation des populations rurales à l'exécution des projets d'investissements n'est pas toujours faite de gaité de coeur, en effet certains sont menacés de voir leur nom porté aux autorités administratives s'ils se dérobent aux "travaux d'intérêt commun". Nous aboutissons donc au "traditionnalisme" dans l'esprit des populations rurales. Car celles-ci du fait de leur "ignorance" se laissent intimider facilement par de pareils chantages, lesquels chantages ne peuvent pas "porter fruit" en milieu ^{urbain}, où les esprits sont beaucoup plus ouverts, évolués, modernes".

Au total, au regard de tout ce qui précède nous pouvons affirmer qu'au Burkina Faso il existe une répartition inégale des investissements entre les citadins qui sont privilégiés et les ruraux qui sont les plus nombreux. Nous sommes tentés de dire que le Burkina Faso, pays du tiers-monde, renferme deux sociétés : la société urbaine, peu nombreuse mais privilégiée, et la société rurale très nombreuse, défavorisée que nous appellerons "la tierse - société".

c- L'exode rural, conséquence de la répartition inégale des investissements.

Pour jouir des nombreux avantages des centres urbains, les populations rurales n'hésitent pas à quitter leur univers villageois pour celui plus moderne des villes. Cette attitude des ruraux est normale dans la mesure où ils sont des fils à part entière de ce pays, et comme tels ils doivent bénéficier des investissements modernes qui ne sont malheureusement implantés qu'en ville, comme nous l'avons souligné plus haut.

En effet comment résister à l'envie d'assister à un grand concert musical donné par un musicien de renom dans un stade aussi somptueux que celui du 4 août dont la radio a tant parlé ? comment résister à l'envie de venir se promener dans les larges rues bitumées, éclairées, fleuries ou bordées d'arbres de la capitale Ouagadougou ? comment résister à la tentation de venir tenter sa chance dans une ville où on peut travailler dans des usines et gagner en trois mois ce qu'on gagne en une année de labeur dans les champs ? comment résister à ce salaire mensuel et sûr lorsque les récoltes en zone rurale sont si aléatoires ? C'est là autant de tentations qui se matérialisent très souvent par la "désertion" des campagnes au profit des grands centres urbains. Ce mouvement migratoire est si accentué qu'il dépasse les capacités d'absorption des centres d'accueil que sont les grandes villes. D'où les nombreux problèmes difficiles à résoudre.

d - Difficultés dans les centres urbains consécutives à l'exode rural

Le plus crucial est celui de l'emploi. Il est d'autant plus crucial pour les nouveaux citadins, donc les anciens ruraux que ceux-ci sont sous qualification professionnelle. Leur chance d'accéder à un emploi moderne rémunérateur est réduite du fait de leur analphabétisme. Lorsqu'ils parviennent à trouver un emploi, ils sont sous-rémunérés. Comme ils ne connaissent leur droit, ils ne pensent pas à se plaindre. C'est d'ailleurs une éventualité à laquelle ils pensent pas de peur de perdre leur emploi qui serait vite récupéré par un autre "ancien rural".

Pour survivre, ces anciens ruraux s'adonnent à des petites activités, commerciales. Ainsi se développe un secteur non structuré dit informel qui regroupe ; les petits commerçants, les petits revendeurs animant le commerce du micro-détail, les réparateurs de cycles, les cirieurs de chaussures, les gardiens de cycles et motocycles (les parking-men); les artisans; 73% de la population de Ouagadougou vit du secteur informel (1)

L'autre difficulté inhérente à l'exode rural massif est celui du logement. Il est surtout fortement ressenti dans la capitale Ouagadougou. La demande d'habitats était devenue si élevée que la spéculation avait pris le pas sur la légalité. Le prix des loyers était

devenu inaccessible aux populations les plus défavorisées que sont les nouveaux citadins. Ceux-ci sont alors obligés de s'installer à la périphérie de la ville dans des demeures de fortune. Ainsi tout autour de la ville naissent et développent des quartiers d'habitat spontané, insalubres, ^{sans} d'eau courante, sans électricité. La vie qui s'y mène est celle des campagnes, témoignage de l'origine des habitants. Même à l'intérieur des grandes villes subsiste ce que nous avons appelé le "tiers-société".

Tels sont les deux principaux problèmes rencontrés dans les centres urbains du fait d'un exode rural qui est la conséquence d'une inégale répartition des investissements entre le milieu rural et le milieu urbain, mais entre les grands centres urbains il ya une disparité dans la répartition des investissements.

2 - part des investissements réservés à Ouagadougou et
Bobo-Dioulasso

Ouagadougou, mastodonte, parce que bénéficiant de la plus grande partie des investissements.

(1) source : Ouédraogo Marie - Michèle : premières priorités des politiques urbaines confrontées à une croissance rapide; le cas du Burkina - Faso.

destinés aux centres urbains. Cette situation peut être constatée pendant les quatre plans que nous avons exploités de fond en comble.

pendant le plan - cadre 1967-1970 la capitale politique burkinabè devait bénéficier de 3 450 millions F/CFA. Alors que l'ensemble des centres urbains devait bénéficier d'environ 8 323 millions F/CFA d'investissements. La capitale politique attirait donc à elle seule 37% des investissements prévus pour tous les centres urbains du pays. pendant ce même temps Banfora ne bénéficiait que de 107 millions F/CFA d'investissements. soit 2% des prévisions d'investissements en milieu urbain. Ouagadougou devait ainsi bénéficier de 32 fois plus d'investissements que Banfora.

L'avant-projet du troisième plan de développement économique et social présentait cette même disproportion : 40 945,486 millions F/CFA d'investissements avaient été prévus pour Ouagadougou, ce qui représentait 36,06% des investissements des centres urbains et semi-urbains. Le plan en cours d'exécution présente lui aussi cette disparité, même si elle est moins prononcée. Nos investigations nous ont permis de constater que la ville de Ouagadougou doit bénéficier de près de 75 827,5 millions F/CFA d'investissements, soit 63% des investissements prévus dans les quatre principaux centres urbains.

Bobo-Dioulasso vient en deuxième position avec environ 29 398,075 millions F/CFA, soit 24% du total pour les quatre principaux centres urbains. La ville de Koudougou par contre se contente d'environ 690,85 millions d'investissements, soit moins de 1% des investissements prévus par les quatre principaux centres urbains. par ces chiffres, il apparaît clairement que la capitale politique bénéficie de l'essentiel des investissements. Cette part ne fait qu'augmenter au fil des ans :

(109) prévisions du plan-cadre.

cette augmentation des investissements est fonction de l'accroissement de la population de Ouagadougou. Quelles sont les causes de la primauté de Ouagadougou ?

C'est sans doute la fonction de la ville de Ouagadougou qui explique la concentration des investissements dans cette ville. En effet elle est la capitale politique du pays, et comme telle est le siège d'importants services administratifs; les ministères, les Ambassades. Elle est le siège de nombreuses compagnies financières.

Étant le siège du pouvoir politique, la ville de Ouagadougou n'a pas de grandes difficultés pour bénéficier d'investissements. Nous sommes tentés de dire que l'adage selon lequel "l'efficacité bien ordonnée commence par soi même" se vérifie dans la répartition des investissements. Car c'est là où réside les détenteurs du pouvoir, les décideurs que les investissements les plus modernes et les plus coûteux sont réalisés. Prenons le cas de la construction du nouveau marché de Ouagadougou. Bobo-Dioulasso qui est considérée comme la capitale économique du Burkina Faso bénéficie d'un vieux marché. Nous pensons que si l'on voulait vraiment que cette ville continue à jouer son rôle de capitale économique, la construction d'un nouveau marché ne devait pas se faire à Ouagadougou, capitale politique; mais à Bobo-Dioulasso, capitale économique. (Notons néanmoins que Ouagadougou, ville la plus peuplée, témoigne d'un dynamisme économique nettement plus important que celui de Bobo-Dioulasso). Il ya donc d'autres critères qui expliquent que l'essentiel des investissements soient concentrés à Ouagadougou. Quelles sont les conséquences d'une telle politique subjectiviste en matière de développement du pays?

Nous assistons à un développement déséquilibré du pays. Ouagadougou et dans une moindre mesure Bobo-Dioulasso connaissent un "développement" très rapide. Il s'agit en réalité d'un gonflement exagéré de la population de ^{du à} deux principales villes. Ce gonflement démographique urbain étant/la campagne, comme nous l'avons déjà souligné. Face à l'accroissement rapide de la population urbaine, des investissements importants sont prévus dans ces centres urbains. Nous sommes ainsi dans un cercle vicieux; les investissements grandioses réalisés dans les centres urbains drainent une population rurale très nombreuse, excessive entraînant des difficultés qu'il faut résoudre

par de nouveaux investissements, pour sortir de ce cercle vicieux, il faut s'attaquer au premier maillon de la chaîne, c'est-à-dire ne pas prévoir des investissements modernes dans les seuls grands centres urbains. Nous pensons que l'une des causes de l'arrivée des populations rurales dans les centres urbains est la volonté de rompre avec une vie monotone. Certains ruraux viennent en ville pour se soustraire à la vie traditionnelle quelque fois moyennageuse qui caractérise les campagnes. Nous "saluons" donc la politique qui consiste à construire des salles de cinéma, des théâtres populaires, des centres populaires de loisirs, des stades provinciaux, des terrains de sports et surtout des infrastructures pour stimuler la production (CRPA) dans les provinces. Ces réalisations peuvent contribuer à retenir, un temps soit peu, les populations rurales dans les campagnes. Cette dernière phrase ne doit pas laisser penser que nous rejetons les ruraux, pour jouir de façon égoïste des avantages des grandes villes. Non, au contraire! Nous sommes tous en tant que burkinabè, fils ou petits fils de paysans; nous avons tous des parents qui vivent en milieu rural et qui voient le milieu urbain comme un "paradis". Ils ignorent que le milieu urbain peut être un "enfer" si l'on ne possède pas un revenu monétaire suffisant. Or la majorité des nouveaux citadins sont sans revenu monétaire. Donc lorsqu'ils arrivent en ville, ils connaissent plutôt l'enfer. C'est donc pour leur éviter cette triste situation que nous devons tout mettre en oeuvre pour réduire leur arrivée dans la ville. Mais pour que ces ruraux croient que les citadins veulent effectivement leur bonheur, leur bien-être, il faut que des investissements modernes soient réalisés dans le milieu rural, et pas seulement en milieu urbain.

Certains pourraient nous rétorquer que de nombreux investissements sont peu rentables en milieu rural. A ceux-là nous répondons que c'est sans doute le manque d'habitude qui fait que les populations rurales n'utilisent pas certains investissements. Dans nos enquêtes, un responsable de la SONABEL nous disait que l'électrification de certains centres semi-urbains ne leur est pas rentable.

Concernant toujours l'électricité, nous pouvons remarquer que dans les centres urbains, plus particulièrement Ouagadougou, il existe l'éclairage public. Est-ce une opération commerciale?

Non bien sûr ! l'objectif visé par cet éclairage public est la sécurité de la ville, car nous n'ignorons pas que dans le noir (l'obscurité) opèrent plus facilement les brigands et autres personnes malveillantes. Les campagnes peuvent - doivent même - bénéficier de tels investissements pour des raisons similaires. Nul n'ignore que dans les villages burkinabè, les populations "cohabitent" avec les animaux sauvages, les reptiles dont les plus dangereux sont les serpents. Cette "cohabitation" malheureuse est rendue possible, en partie, par l'obscurité qui caractérise ces villages.

En d'autres termes c'est à la faveur de l'obscurité que les animaux sauvages, les serpents entrent dans les villages, troublant ainsi la quiétude des populations. Ces dernières pour éloigner quelque peu ces voisins indésirables adoptent des solutions qui sont à la mesure de leur moyen; mais qui perturbent l'écosystème: ce sont les feux de brousse.

Nous pouvons donc dire que les feux de brousse qui sont multiples dans les campagnes sont dus en partie à l'abandon des populations rurales à elles - mêmes. C'est là un exemple qui nous montre que l'argument selon lequel certains investissements ne peuvent être réalisés en milieu rural du fait de leur non rentabilité économique n'est pas irréfutable.

3 - Des disparités aux conséquences fâcheuses pour le développement national

- Les industries sont pour la plupart implantées dans les centres urbains. Ouagadougou et Bobo-Dioulasso s'octroient encore la part du lion. Ainsi pendant le plan-cadre, Ouagadougou devait bénéficier de 1 045 millions F/CFA d'investissements dans le domaine des industries manufacturières; soit 23,43% du total des investissements dans le secteur industriel. Pendant ce temps, Bobo-Dioulasso accaparait 705 millions F/CFA d'investissements pour ce secteur; ceci représente 16% des investissements de ce secteur. C'est la ville de Ouagadougou qui bénéficie du maximum d'investissements dans le secteur industriel pendant le plan-cadre: 1 660 millions F/CFA de prévisions d'investissements, qui correspondent à la création de l'usine

textile pasé Fani, et à l'installation d'une usine d'égrenage de coton par la CFDT (110) à l'époque. Cette ville bénéficiait donc de 37% des investissements industriels. Enfin, la ville de Banfora devait recevoir 1 000 millions F/CFA pour la société de sucrerie (SOSUHV), soit 22% du total.

Ainsi pendant le plan-cadre 98% des investissements prévus dans le domaine de l'industrie étaient destinés aux quatre principaux centres urbains.

L'avant - projet du troisième plan de développement économique et social offrait la même disparité dans ce secteur. Le coût total des investissements dans ce secteur pour 1977-81 s'élevait à 35 928,675 millions F/CFA (111) le plus important de ces projets d'investissements industriels était " le sucre du gourou" d'un coût total de 20 000 millions F/CFA. Mais ce projet n'a pu voir le jour. A l'exception de ce projet, tous les autres investissements étaient destinés aux quatre principaux centres urbains.

Le plan quinquennal de développement populaire a prévu pour le développement industriel 29 224 millions F/CFA d'investissements, dont 24 324 millions F/CFA pour les quatre principaux centres urbains. Soit 83,23% du total des investissements industriels.

Aussi, quelque soit le plan de développement considéré, les prévisions d'investissements dans le secteur des industries manufacturières privilégient les centres urbains principaux. Les raisons d'une telle implantation sont d'ordre économique. L'essentiel des consommateurs sont concentrés dans les centres urbains; pour réduire les frais de transport, les unités industrielles préfèrent s'installer dans les centres urbains. Mais cette situation présente des inconvénients de ces unités industrielles nécessite une main-d'œuvre souvent abondante. Elles sont donc créatrices d'emplois, attirant ainsi les populations rurales vers les centres urbains. Mais très rapidement la capacité d'absorption de ces usines dépasse les demandeurs d'emplois. Ainsi, ces unités industrielles sont à l'origine d'un faux espoir chez les populations rurales aux revenus faibles. Nous avons déjà évoqué les maux découlant de l'exode rural dans les centres urbains. Pour freiner ou atténuer ces maux, il conviendrait, dans la (110) CFDT, compagnie française pour le développement du textile devenue aujourd'hui SOFITEX, société des fibres textiles. (111) projets dont le financement était assuré ou probable.

du possible, de créer ou d'implanter des unités industrielles dans des centres moins importants. Nous pensons aux usines de transformation des produits agricoles. Des efforts ont été faits dans ce sens: usines d'égrenage de coton dans les régions cotonnières, mais ils doivent être accentués. La région de Orodara est très riche en fruits et agrumes, elle pourrait recevoir une usine de transformation de ces produits. Cette nouvelle politique permettrait de procurer des emplois aux populations rurales ou semi-rurales, tout en permettant une amélioration des productions agricoles.

Ainsi, les populations rurales ne seront pas tentées d'aller chercher un emploi hypothétique dans les grands centres urbains.

Dans le secteur de l'éducation, pendant longtemps les établissements d'enseignement secondaire étaient présents dans les seuls centres urbains. Pendant le plan-cadre, les investissements dans le secteur de l'enseignement secondaire général et technique étaient de 1 000 millions F/CFA dont 26% pour Ouagadougou, 17% pour Bobo-Dioulasso, 8,7% pour Banfora. Au total 52% des investissements pour l'enseignement secondaire étaient prévus pour les 3 villes ci-dessus citées. Le reste du pays devait se répartir les 48% restant.

Dans l'avant-projet du plan 1977-81, sur les 933 millions F/CFA d'investissements prévus pour l'enseignement secondaire 540 millions F/CFA devaient être investis dans la ville de Ouagadougou (Lycée technique), ce qui représente 58% du total. Mais avec la Révolution démocratique et populaire, l'option a quelque peu changé. Les autorités ayant pris conscience du danger de la politique antérieure.

En effet la concentration des établissements secondaires dans les centres urbains les plus importants nécessite de la part de l'Etat des dépenses énormes qui pourraient être évitées si ces établissements étaient convenablement répartis sur le territoire. Nous pensons notamment au système de l'internat qui était indispensable dans la mesure où nombreux étaient les élèves qui venaient du milieu rural pour poursuivre leurs études. Dans la majorité des cas, ces jeunes élèves n'ont pas de parents dans la ville pour les héberger.

D'où la nécessité de prévoir, en plus des classes de cours, d'autres infrastructures comme des dortoirs, des réfectoires et leur équipement. Ce sont là des dépenses qui, nous le réjurons, ne seraient pas nécessaires si les élèves avaient leurs parents auprès d'eux, si ces établissements étaient construits dans d'autres localités que les principales villes.

Ainsi, ici encore ce sont les populations qui sont défavorisées. Les paysans burkinabè ont des revenus monétaires très limités. Ils consentent d'énormes efforts pour assurer la scolarité de leurs enfants : frais de transport pour conduire leurs enfants dans la ville, location d'une maison pour ceux qui n'ont pas de parents en ville, soucis perpétuels causés par l'éloignement de l'enfant de ses parents. Autant de maux occasionnés par le fait que les établissements secondaires sont absents dans les campagnes.

Les conséquences sont la faible rentabilité des établissements secondaires. De nombreux élèves abandonnent le lycée ou le collège avant d'avoir obtenu un diplôme. Les parents d'élèves qui sont au village voient leurs activités agricoles diminuer du fait de l'effort qu'ils consentent pour la scolarisation de leurs enfants.

Mais l'Etat - les autorités politiques - et les populations ont pris conscience de la situation, et pendant le PPD et le plan quinquennal de développement populaire, des établissements d'enseignement secondaire (général surtout) voient le jour dans de nombreux chefs-lieux de département. Il s'agit surtout de la construction de C.E.G (112), construction à laquelle participent activement les populations rurales par l'investissement humain et d'autres contributions en nature et en espèces. Ainsi l'actuel plan de développement populaire prévoit d'investir 692,1 millions F/CFA pour la normalisation, la construction ou l'équipement d'établissements en milieu rural. Dans ces projets l'investissement humain est évalué à 137,4 millions F/CFA. Le coût total de ces investissements s'élève ainsi à 829,5 millions F/CFA pour le milieu rural. A titre de comparaison, la ville de Ouagadougou ne bénéficie que de 103 millions CFA d'investissements, soit 8 fois moins que le milieu rural. La tendance a donc changé, les établissements d'enseignement secondaire ne sont plus le seul apanage des centres urbains les plus importants.

(112) C.E.G : collège d'enseignement général

- Dans le secteur de la santé, la disparité est encore en faveur des centres urbains. Les deux villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso hébergent les hôpitaux nationaux. D'autres hôpitaux régionaux existent dans les villes secondaires comme Gaoua, Koudougou, Tenkodogo, Ouahigouya, Paga. Dans la hiérarchisation des infrastructures sanitaires, les villages bénéficient de postes de santé primaire. Dans les chef-lieux de département sont construits les C S P S (113) certains centres un peu plus importants, surtout les chef-lieux de province disposent de centres médicaux. Disons tout de suite que de nombreux villages sont sans P.S.P (114).

Ce sont encore les populations rurales qui sont défavorisées. En effet les infrastructures sanitaires lorsqu'elles existent sont sous-équipées, et manquent cruellement de personnels. Il n'est pas rare de trouver dans un département un seul infirmier d'Etat, une seule sage-femme. En cas de maladie ou accident graves, les populations rurales sont obligées de se rendre dans les centres urbains où existent des infrastructures sanitaires beaucoup plus aptes. Mais la distance est un handicap sérieux dans ces cas. Très souvent les malades arrivent trop tard dans les hôpitaux qualifiés trop éloignés de nationaux. Ce sont plutôt des hôpitaux urbains, car seuls les citadins en bénéficient à bon escient. Lorsque les ruraux y sont évacués, leur état de santé a déjà atteint un stade de non retour. Alors que les citadins n'ont qu'à faire un pas, et ils y sont.

Il convient de mettre un accent particulier sur l'équipement des C.S.P.S en matériel de santé, et surtout en véhicules pour l'évacuation rapide des malades. Ainsi, des maladies bénignes s'empireront pas, nécessitant une évacuation dans les centres urbains importants. En effet lorsque vous allez dans les hôpitaux de Ouagadougou ou de Bobo-Dioulasso, les hôpitaux "nationaux" vous êtes surpris par le nombre très important des malades provenant de la campagne, dont le mal aurait pu être guéri plus vite s'ils bénéficiaient de soins adéquats. C'est dire que la pléthore observée dans les hôpitaux s'explique par le manque d'infrastructures dans les campagnes.

(113) : CSPTS : centre de santé et de promotion sociale

(114) PSP : poste de santé primaire

D'une façon générale, les investissements publics au Burkina Faso sont inégalement répartis. En valeur absolue, le milieu rural semble favorisé, mais en mettant ces investissements en rapport avec les populations bénéficiaires force est de constater que les centres urbains sont grandement privilégiés.

Il y a donc un développement déséquilibré du pays. Pendant le plan-cadre chaque rural ne bénéficiait que de 3017 F CFA d'investissements contre 17 586 F CFA pour le citadin. Le rapport était de 1 à 6. Pour l'avant-projet de plan 1977-1981 l'écart était plus considérable : 15 387 F CFA pour le rural contre 151 474 F CFA pour les citadins, près de 10 fois plus d'investissements pour les citadins. Les ruraux, pour la plupart des paysans, étaient délaissés. Puis il y a eu l'avènement du 4 août 1983. Les nouvelles autorités ont mis au centre de leurs préoccupations la volonté réelle de décentraliser et de sortir le pays du sous-développement. Une telle ambition ne saurait se réaliser sans accorder la priorité effective au développement du monde rural, dans la mesure où près de 90 % de la population burkinabè vit en milieu rural. Conscientes d'un tel impératif, les nouvelles autorités créèrent les provinces et mirent sur pied le P.P.D. en octobre 1984. Puis démarra en 1988 le premier plan quinquennal de développement populaire. Dans le dernier plan, la répartition des investissements est quelque peu équilibrée, quoique le citadin soit encore favorisé. L'écart est très réduit : le rural bénéficie de 38 963,862 F CFA contre 119 165 F CFA pour le citadin. Le rapport a considérablement diminué, par ^{comparaison} avec les précédents plans de développement économique et social : il est de 1 à 3.

Cette nouvelle politique du développement national est à poursuivre. Les villes ne doivent pas accaparer l'essentiel des investissements au détriment des campagnes. Un pays est un tout, un ensemble dont le développement demande la participation de toutes les composantes : milieu rural et milieu urbain. La situation antérieure est d'autant plus injuste que ce sont les populations rurales qui contribuent le plus largement à la constitution du produit intérieur brut. En effet en 1985 l'agriculture et l'élevage représentaient près de 37 du P.I.B (plan quinquennal de développement populaire 1986-1990) tandis que la valeur ajoutée industrielle ne représentait que 12,1 % du P.I.B à la même date.

La disparité dans la répartition des investissements existe également entre les centres urbains. Les deux villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso sont les plus favorisées. Mais Ouagadougou semble distancer sérieusement Bobo-Dioulasso. Ces dernières années, la capitale politique est entraînée de bénéficier d'investissements grandioses qu'on ne trouve nulle part ailleurs. C'est le cas notamment de l'imposant stade omnisport, le "stade du 4 Août", ce sont les cités AN III, AN IV, c'est aussi la construction du nouveau marché "Rood weko". pendant ce temps, la capitale économique Bobo-Dioulasso semble ignorée. Espérons qu'il s'agit d'une stratégie, d'une planification, et que les autres centres bénéficieront d'investissements susceptibles de faire d'eux des pôles d'attraction. Sinon, la seule ville de Ouagadougou accumulera les fonctions de capitale politique, économique, culturelle et sportive. Elle attirera de plus en plus de personnes qu'elle ne pourra pas employer. On risquera d'assister à une explosion sociale dont les conséquences seront dramatiques. Une meilleure distribution des investissements est la seule solution permettant de sursoir à une telle situation.

Mais notons bien qu'une telle concentration des investissements dans les villes n'est pas surprenante. Elle se manifeste partout à travers le tiers-monde. La ville, siège du pouvoir central, centre de décision, moteur économique et lieu de concentration de la population doit logiquement être au centre des préoccupations. Elle doit être suffisamment dotée d'infrastructures pour être un outil de structuration de l'espace et de développement. Elle doit être une place centrale solide afin de pouvoir décrire les lignes de force du développement et de pouvoir orienter et soutenir l'épanouissement de l'espace environnant en l'orientant vers un développement intégré.

Il est donc normal que la ville se réserve les investissements qui feront d'elle ce lieu d'impact de la modernisation et du développement ; ce point de départ d'un rayonnement positif sur un espace dont elle a la responsabilité de développement.

par contre cette logique ne doit pas être travestie dans les faits et permettre à la ville de faire des dépenses de prestige qui restent stériles au point de vue du développement, elle ne doit pas permettre à la ville d'empêcher une juste répartition des retombées économiques sur l'espace national, elle ne doit pas provoquer un déséquilibre scandaleux, source de marginalisation des autres espaces et provoquant un exode rural massif et incontrôlable qui comme nous le savons est à la base des problèmes sociaux et économiques des centres urbains.

Au terme de notre étude, il ressort que les investissements au Burkina Faso sont orientés par les données naturelles et démographiques. Il existe aussi une inégale répartition des investissements entre le milieu urbain et le milieu rural. Le déséquilibre est en faveur des centres urbains, en général, et des villes de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso en particulier. Cette situation s'entend, dans la mesure où les villes sont le lieu d'où partent les transformations qualitativement supérieures. En d'autres termes, la ville est le point de départ du modernisme, lequel modernisme doit toucher l'espace environnant. Mais au Burkina Faso l'écart des investissements est si énorme entre le milieu rural et le milieu urbain que des difficultés apparaissent dans le développement du pays. D'une part se trouvent les citadins vivant dans une relative opulence et de l'autre des paysans miséreux. L'exode rural est le flux humain matérialisant ce développement disharmonieux. Les conséquences de ce mouvement important de populations sont négatives pour les deux milieux. Pour remédier à cette situation, il faudrait poursuivre la politique de création ou de redynamisation des centres secondaires. C'est pourquoi nous encourageons l'action des autorités visant à décentraliser l'administration. La création des 30 provinces est un premier pas vers la mise en place de nouveaux pôles d'attraction. Il ne reste plus qu'à doter les différents chef-lieux de provinces, puis de départements d'infrastructures suffisantes. Cela, à n'en pas douter, se fera par étapes, du fait de la rareté des capitaux disponibles. Pour transformer des localités secondaires en de véritables pôles d'attraction, stimulant le développement local (départemental ou provincial), l'on pourrait retenir des localités où seraient célébrées les grandes fêtes nationales, suivant un calendrier préétabli. Les investissements (maisons, hôtels, dispensaires, salles de spectacles...) occasionnés par le grand événement seront la propriété des dites localités, une fois les festivités terminées. D'ailleurs, l'organisation rotative de la semaine nationale de la culture va dans ce sens. L'installation des usines de transformation des matières premières dans les provinces grandes productrices des matières premières concernées, peut entraîner le développement économique et social des provinces autres que Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Ce sont là quelques actions que nous proposons ou que nous encourageons en vue d'un développement harmonieux, équilibré du Burkina Faso.

pour l'instant, le Burkina Faso subit de fortes migrations de population vers les pays voisins (Côte-d'Ivoire en particulier) cela le met à l'abri d'une poussée urbaine spectaculaire, mais le pays aspire légitimement à enrayer cette poignée de bras valides ; les mouvements de population à l'intérieur des frontières s'en trouveront donc modifiés et les risques d'exode rural seront à la mesure des déséquilibres d'investissements. La menace de macrocéphalie se concrétisera alors, et fera de Ouagadougou une énorme capitale qui devancera de très loin les autres centres urbains. Cette situation déplorable ne sera évitée qu'au prix d'efforts de dynamisation des Bobo-Dioulasso et des autres centres urbains secondaires.

Le processus amorcé pour responsabiliser les capitales provinciales s'inscrit positivement dans le développement harmonieux du Burkina Faso, mais les décisions politiques et la structuration administrative doivent être sous-tendues d'actions économiques et d'investissements qui concrétiseront les intentions des décideurs et qui mettront le pays à l'abri de déséquilibres néfastes.

Ouvrages généraux

1. Bernard Y et al (1975) Dictionnaire économique et financier
3^e édition paris VI^e seuil
2. Bonnardel R (1973) Grand Atlas du continent africain
Hollande, 1^{ère} édition, éd. Jeune Afrique
3. George P. (1964) Précis de géographie économique
4^e édition, paris, PUF, 397 P
4. George P. (1970) Dictionnaire de la géographie
1^{ère} édition, paris, PUF, 448 P
5. I.N.S.D (1985) Récensément général de la population 1985
fichier des villages
6. Lacoste Y. (1965) Géographie du sous-développement
1^{ère} édition, paris, PUF, 281 P
7. service de la statistique
et de la mécanographie Enquête démographique par sondage en République
de Haute-volta 1960-1961

Ouvrages spécifiques

8. Burkina Faso (1986) Premier plan quinquennal de développement populaire
1986-1990 rapport général de synthèse
volume I, 279 P
9. Burkina Faso (1986) Premier plan quinquennal de développement populaire
1986-1990 politiques sectorielles
volume II, 422 P
10. Burkina Faso (1988) plan quinquennal de développement populaire
1986-1990, projets du ministère du travail de la
sécurité sociale et de la fonction publique
situation au 31 décembre 1988.
11. C.I.E.H (1981) Bilan des campagnes de pluies provoquées en Haute Volta
par C. Puech
série hydrologie
12. C.I.E.H (1984) Opération de pluie provoquée Ouagadougou 1983 rapport de
synthèse par C. Puech
Ouagadougou, série hydrologie

13. Conseil National de la Révolution. (1986) Programme Populaire de Développement Octobre 1984. - Décembre 1985 Bilan Final
Ouaga, 2 Tomes T.1.: 263 p
T.2.: 794 p
14. CEDRES (Décembre 1988) Revue économique et sociale Burkinabè n° 25
15. Haute-Volta (1966) Rapport Economique
T.1. 205 p
T.2. 157 p
16. Haute-Volta (1963) projet de plan quinquennal 1963-1967
3 volumes T.1. 182 p
T.2. 360 p
T.3. 460 p
17. Haute-Volta (1968) Plan-Cadre 1967-1970
Ouaga, 2 tomes, 468 p
18. Haute-Volta (1971) Bilan du plan -cadre 1967-1970
Ouaga, 150 p
19. Haute-Volta (1970) Bilan de trois ans de planification en Haute-Volta 1967-1968-1969
Ouaga, 129 p
20. Haute-Volta (1971) Bilan du plan intérimaire 1971
Ouaga, 109 p
21. Haute-Volta (1972) Bilan du plan quinquennal 1972-1976
Ouaga, 151 p
22. Haute-Volta (1977) Troisième plan de Développement économique et social 1977-1981. Avant-projet
Ouaga, 396 p
23. Maurice T. L'Echelon Régional et la planification nationale
24. OUEDRAOGO M. La problématique des investissements étrangers au Burkina-Faso : une analyse globale et sectorielle
Mémoire de maîtrise en sciences économiques présenté à l'Université de Ouagadougou, 64 p
25. OUEDRAOGO Marie M. (1988) premières priorités des politiques urbaines confrontées à une croissance rapide: le cas du Burkina-Fas
Communication présentée au Congrès Africain de population Dakar 1988, 13 p
26. SANOGCH G. (1977) Une Décennie de planification Voltaïque
Thèse pour le Doctorat de spécialité en économie du Développement, 395 p.

TABLE DES TABLEAUX

- TABLEAU N°1 : Etat des barrages de Ouaga au 1/10/82
- TABLEAU N°2 : prévisions d'investissements du P.F.D pour l'aménagement des terres.
- TABLEAU N°3 : Investissements du plan-cadre pour le développement rural
- TABLEAU N°4 : Investissements du 3^e plan 1977-81 pour le développement rural
- TABLEAU N°5 : Investissements pour la promotion de l'enseignement
- TABLEAU N°6 : Investissements pour l'amélioration des conditions sanitaires par le 3^e plan.
- TABLEAU N°7 : Tableau récapitulatif des investissements relatifs au secteur social : cas de l'enseignement et de la santé.
- TABLEAU N°8 : Les treize premières villes du Burkina et leur population en 1985.
- TABLEAU N°9 : Industries de croissance de la population totale et urbaine entre 1960 et 1985
- TABLEAU N°10 : Investissements pendant le P.F.D pour résoudre la question du logement
- TABLEAU N°11 : Investissements d'urbanisme par le 3^e plan 1977-1981
- TABLEAU N°12 : Investissements d'urbanisme par le P.F.D
- TABLEAU N°13 : Investissements dans le secteur agricole par O.R.D par le plan-cadre
- TABLEAU N°14 : Récapitulation des investissements en milieu rural pendant le plan-cadre
- TABLEAU N°15 : Investissements dans le secteur des industries et services : prévisions et réalisations
- TABLEAU N°16 : Les infrastructures économiques : prévisions et réalisations au cours du plan-cadre
- TABLEAU N°17 : Investissements du secteur social au cours du plan-cadre : prévisions et réalisations
- TABLEAU N°18 : Industries et services à Ouagadougou; prévisions et réalisations du plan-cadre
- TABLEAU N°19 : Investissements prévus ou réalisés dans le secteur des infrastructures à Ouagadougou pendant le plan-cadre
- TABLEAU N°20 : Investissements pour le secteur social à Ouagadougou : prévisions et réalisations
- TABLEAU N°21 : Investissements pour le secteur de l'information à Ouagadougou : prévisions et réalisations.

.../...

TABLE DES TABLEAUX (suite)

Tableau n°	21	Investissements pour le secteur de l'information à Ouagadougou : prévisions et réalisations
"-	22	Récapitulation des investissements prévus et réalisés à Ouaga durant le plan - cadre 1967-1970
"-	23	Industries et services : prévisions et réalisations à Bobo-Dioulasso pendant le plan - cadre
"-	24	Infrastructures économiques à Bobo-Dioulasso : prévisions et réalisations pendant le plan-cadre
"-	25	Investissements sociaux à Bobo-Dioulasso pendant le plan cadre : prévisions et réalisations
"-	26	Les moyens de l'information à Bobo-Dioulasso : prévisions et réalisations d'investissements pendant le plan-cadre
"-	27	Récapitulation des investissements prévus et réalisés à Bobo-Dioulasso par le plan-cadre
"-	28	Industries et services à Koudougou : prévisions et réalisations pendant le plan - cadre
"-	29	Les infrastructures économiques à Koudougou : prévisions et réalisations pendant le plan-cadre
"-	30	Récapitulation des investissements prévus ou réalisés à Koudougou pendant le plan - cadre
"-	31	Investissements dans la ville de Banfora pendant le plan cadre prévisions et réalisations
"-	32	Récapitulation des investissements dans les quatre principaux centres urbains pendant le plan-cadre
"-	33	Investissements prévus pour le développement de l'élevage pendant le plan 1977-81
"-	34	Projets d'investissements pour le secteur des eaux et forêts sous le plan 1977-81
"-	35	Projets d'investissements dans les secteurs de production et de soutien à la production en milieu rural sur le plan 1977-81
"-	36	Évolutions des productions rurales de 1977 à 1981
"-	37	Les investissements sociaux en milieu rural de 1977 à 81
"-	38	Tableau récapitulatif des investissements en milieu rural sous le 3 ^e plan 1977-81.

TABIE DES TABLEAUX (suite)

Tableau n° 39	Répartition des investissements par branches (plan 1977-81)
" 40	projets d'investissements dans les secteurs de services (1977-81)
" 41	Récapitulation des projets d'investissements concernant les infrastructures économiques (3 ^e plan 1977-81)
" 42	Récapitulation des investissements sociaux dans le milieu urbain sous le 3 ^e plan 1977-81
" 43	Structure des projets dont le financement était assuré en milieu urbain pendant le 3 ^e plan 1977-81
" 44	L'Industries les projets d'investissements à Ouagadougou (1977-81)
" 45	projets d'investissements à Ouagadougou dans les secteurs de l'urbanisme, de l'assainissement à Ouagadougou dans les secteurs de l'urbanisme, de l'assainissement et de l'habitat au cours du 3 ^e plan 1977-81
" 46	Tableau récapitulatif des investissements à Ouagadougou au cours du 2 ^e plan 1977-81
" 47	Tableau récapitulatif des investissements dans la ville de Bobo-Dioulasso (1977-81)
" 48	P.P.D structure du financement acquis
" 49	P.P.D investissements pour le développement rural : répartition et situation au 31 décembre 1975.
" 50	Investissements pour le développement social et des ressources humaines: répartition et état d'exécution au 31 décembre 1985 (P.P.D)
" 51	Investissements en infrastructures économiques en milieu rural (P.P.D)
" 52	Industries et services; tableau des investissements (réalisés ou en cours) pendant la période du P.P.D.

Investissements pour le milieu rural: répartition et situation au 31 décembre 1975.

TABLI DES TABLEAUX (suite)

Tableau n° 53	Investissements pour le milieu rural : répartition et état d'exécution au 31 décembre 1965
"- 54	Récapitulation des investissements urbains pendant le P.P.D
"- 55	Récapitulation des investissements dans la ville de Ouagadougou au cours du P.P.D
"- 56	Récapitulation des investissements dans la ville de Bobo-Dioulasso au cours du P.P.D
"- 57	Investissements à Koudougou pendant le P.P.D
"- 58	Investissements dans les quatre principales villes du Burkina pendant le P.P.D
"- 59	Récapitulation des investissements sociaux pendant le P.P.D
"- 60	Récapitulation des investissements dans les principaux centres urbains pendant le P.P.D
"- 61	Récapitulation des investissements dans la ville de Ouagadougou pendant le P.P.D
"- 62	Récapitulation des investissements dans la ville de Bobo-Dioulasso pendant le P.P.D
"- 63	Récapitulation des investissements à Koudougou pendant le P.P.D
"- 64	Récapitulation des investissements à Banfora pendant le P.P.D.
"- 65	Les investissements dans les principales villes pendant le P.P.D.

TABLE DES FIGURES

- Figure n° 1 Le burkina : un pays continental ouest africain
- Figure n° 2 burkina relief et hydrographie
- Figure n° 3 Les sols du burkina faso
- Figure n° 4 pyramide des âges de Ouagadougou 1975
- Figure n° 5 burkina faso : croissance des populations totales et urbaine de 1960 à 1985
- Figure n° 6 burkina faso : densité de population
- Figure n° 7 montants et structures des budgets de 1967 à 1984
- Figure n° 8 projets d'investissements en milieu rural par le plan-cadre : répartition sectorielle
- Figure n° 9 Investissements du plan cadre en milieu urbain : prévisions et réalisations
- Figure n° 10 Investissements du plan 1977-81 en milieu urbain : répartition sectorielle
- Figure n° 11 plan 1977-81 : Investissements par rural et par citadin
- Figure n° 12 Investissements par province du PPD
- Figure n° 13 PPD 1984-85 : Répartition des investissements en milieu rural
- Figure n° 14 PPD; écart entre investissements par rural et par citadin
- Figure n° 15 plan 1986-90 : Répartition sectorielle des investissements urbains et ruraux
- Figure n° 16 plan 1986-90 écart entre investissements par ruraux et par citadins

TABLE DES MATIERES

<u>M a t i è r e s</u>	<u>P a g e s</u>
Dédicace	1
Remerciements	2
Résumé	3
Avant - propos	4
Introduction	6
Chapitre I : Des conditions générales contraignantes ..	7
I - Impact des conditions physiques sur l'orientation des investissements	8
1. Un handicap majeur : l'enclavement	8
2. Les exigences liées à la topographie	10
3. La difficile question de l'eau	14
4. Un couvert végétal en pleine dégradation	14
5. Des sols fragiles et pauvres qui doivent pourtant nourrir une population dense	15
II - Les données démographiques	20
1. L'évolution démographique de 1910 à 1985	20
2. Les principales caractéristiques de la population burkinabè	21
3. Des investissements dictés par la spécificité de la population	23
III - Aperçu du processus d'urbanisation au Burkina	29
1. Aperçu historique de l'urbanisation	29
2. Evaluation de la population urbaine	31
3. Investissements imposés par l'urbanisation	31
IV - Les budgets nationaux au Burkina Faso	37
1. Montants et évolution	37
2. La structure des budgets	37
3. La part des investissements dans les budgets	39

suit

matières

pages

Chapitre II - Le plan-cadre de 1967-70.....= 44

I - Investissements dans le milieu rural sous le plan
cadre.....= 45

1. Pour le développement de l'agriculture = 45

2. L'élevage = 47

3. Hydraulique et équipement rural..... = 47

4. La direction du développement rural..... = 47

5. Le plan forestier - la pisciculture..... = 47

6. Investissements pour le développement social..... = 48

7. Investissements pour le développement de tourisme = 49

8. Le commerce = 49

9. Les industries de transformation = 49

II - Les investissements en milieu urbain = 52

A Données globales 52

1. Industries et services = 52

2. Les infrastructures économiques..... = 53

3. Investissements pour le développement social et
des ressources humaines = 55

4. Les moyens de l'information = 56

conclusion partielle 56

B Etude de cas : les investissements dans la primatie
urbaine.....= 60

1. Les investissements dans la capitale politique,
Ouagadougou = 60

2. Les investissements dans la capitale économique,
Bobo-Dioulasso..... = 68

3. Les investissements dans la ville de Poudouou
par le plan-cadre..... = 75

4. Les investissements dans la ville de Panfora
par le plan cadre..... = 79

suit

M A t i è r e s

P a g e s

Chapitre III - Le projet de plan 1977-1981.....	=	84
I - Les investissements en milieu rural.....	=	86
1. L'agriculture	=	86
2. L'élevage	=	88
3. Les eaux et forêts.....	=	89
4. L'hydraulique et l'équipement rural.....	=	90
5. Investissements prévus pour l'Autorité des Aménagements des voltas	=	90
6. Les investissements sociaux en milieu rural	=	92
II - Les investissements en milieu urbain	=	96
1. Etude globale	=	96
2. Etude de cas : Investissements dans la primatie urbaine	=	110
A- Les investissements dans la ville de Ouagadougou ..	=	110
B- Les investissements dans la ville de Bobo-Dioulasso:	=	117
Chapitre IV - Les investissements à travers le P.P.D (programme Populaire de Développement).....	=	21
I- Généralités	=	22
1. Les composantes du P.P.D	=	22
2. Structure du financement acquis	=	23
II - Les investissements en milieu rural	=	24
III- Les investissements en milieu urbain	=	31
A- Etude globale	=	31
1. Le secteur des industries et services	=	31
2. Le secteur des infrastructures économiques.....	=	32
3. Le secteur du développement social et des ressources humaines	=	32
4. Le secteur du développement rural	=	33
B- Etude régionale.....	=	34
1. dans la ville de Ouagadougou	=	134

<u>Matières</u>	<u>Pages</u>
2. Dans la ville de Bobo-Dioulasso	= 137
3. Dans la ville de Koudougou	= 139
4. Dans la ville de Banfora	= 140
Chapitre V - Les investissements à travers le premier plan quinquennal de développement populaire 1986 - 1990 (P.Q.D.P)	144
A. Les investissements en milieu rural	= 147
1. Les secteurs de production	= 147
a- L'agriculture, l'élevage	= 147
b- L'environnement	= 148
c- Les mines	= 148
d- Les industries manufacturières	= 149
e- L'artisanat	= 149
2. Les secteurs de soutien à la production	= 150
a- Eau et aménagements hydroagricoles	= 150
b- Les communications	= 150
c- Le commerce	= 151
d- Le tourisme et l'hôtellerie	= 151
3. Les secteurs sociaux	= 152
a- éducation et formation	= 152
b- La santé	= 153
c- L'action sociale	= 154
d- Information, culture, sports et loisirs	= 154
4. Infrastructures et équipements administratifs	= 155

M a t i è r e s

p a g e s

B- Les investissements dans les principaux milieux urbains	=	158
1. Etude globale	=	158
2. Etude régionale	=	161
a- dans la ville de Ouagadougou	=	161
b- dans la ville de Bobo-pioulasse	=	168
c- dans la ville de Koudougou	=	172
d- dans la ville de Banfora	=	175
 Chapitre VI - Impact de la planification et des investissements sur l'espace national	=	180
I- Les effets positifs	=	181
1. La croissance de la production	=	181
2. L'augmentation des revenus	=	182
3. La création d'emplois	=	183
4. L'amélioration des conditions de vie	=	184
5. Les autres effets positifs	=	184
II- Les effets négatifs : un développement économique et social déséquilibré	=	184
1. Le milieu urbain, un monde grandement favorisé	=	184
2. Part des investissements réservés à Ouagadougou et Bobo-pioulasse	=	189
3. Des disparités aux conséquences fâcheuses pour le développement national	=	193
Conclusion générale	=	200
Bibliographie	=	202
Table des tableaux	=	205
Table des figures	=	209
Table des matières	=	210

